

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITES POUR 1980~1981



NATIONS UNIES

7509

Distr. : GENERALE
E/CN.14/707/Rev.2
E/CN.14/TECO/41/Rev.2
6 février 1981

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE POUR 1980 ET 1981

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>		<u>Page</u>
Abréviations - - - - -	ii	RESSOURCES EN EAU - - - - -	56
Introduction - - - - -	v	RESSOURCES ENERGETIQUES - - - - -	59
ALIMENTATION ET AGRICULTURE - - - - -	1	CARTOGRAPHIE ET TELEDETECTION - - - - -	63
QUESTIONS ET POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT	8	RESSOURCES DE LA MER - - - - -	65
PROMOTION DE LA COOPERATION ET DE L'INTEGRATION ECONOMIQUES - - - - -	15	ENVIRONNEMENT - - - - -	67
EDUCATION, FORMATION, MAIN-D'OEUVRE ET EMPLOI - - - - -	20	POPULATION - - - - -	70
ETABLISSEMENTS HUMAINS - - - - -	24	ADMINISTRATION PUBLIQUE ET FINANCES - - - - -	76
DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL - - - - -	31	SCIENCE ET TECHNIQUE - - - - -	79
COMMERCE INTERNATIONAL - - - - -	38	DEVELOPPEMENT SOCIAL - - - - -	84
GESTION ET EMPLOI DE LA MAIN-D'OEUVRE - - - - -	49	STATISTIQUES - - - - -	96
RESSOURCES NATURELLES - - - - -	53	TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET TOURISME - - - - -	103
RESSOURCES MINERALES - - - - -	53	RESUME : PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC) - - - - -	117

ABREVIATIONS

AAFRA	Association des compagnies aériennes africaines
AAASA	Association pour l'avancement en Afrique des sciences de l'agriculture
ADRAO	Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest
AESA	Association pour l'enseignement social en Afrique
AID	<u>Agency for International Development</u> (Etats-Unis)
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
BAD	Banque africaine de développement
BIRD/Banque mondiale	Banque mondiale (Banque internationale pour la reconstruction et le développement)
BNUS	Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne
BRI	Banque des règlements internationaux
CAEM	Conseil d'assistance économique mutuelle
CAFAC	Commission africaine de l'aviation civile
CAFRAD	Centre africain de formation et de recherche administrative pour le développement
CARFF	Centre africain de recherche et de formation pour la femme
CEA	Commission économique pour l'Afrique de l'Organisation des Nations Unies
CEAO	Commission économique pour l'Asie occidentale de l'Organisation des Nations Unies
CEE	Commission économique pour l'Europe de l'Organisation des Nations Unies
CEE	Communauté économique européenne
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique de l'Organisation des Nations Unies
CIDA	<u>Canadian International Development Agency</u>
CIEA	Centre international d'études agricoles
CIEH	Comité intra-africain d'études hydrauliques
CILSS	Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CIPEA	Centre international pour l'élevage en Afrique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUEH	Centre des Nations Unies sur les établissements humains
CPCM	Comité permanent consultatif du Maghreb

CRAT	Centre régional africain de technologie
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
CRNET	Centre pour les ressources naturelles, l'énergie et les transports
CSTR	Commission scientifique, technique et de la recherche
CTPD	Coopération technique entre pays en développement
DANIDA	<u>Danish International Development Agency</u>
FAC	Fonds d'assistance et de coopération
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FES	<u>Friedrich Ebert Stiftung</u>
FISE	Fonds international de secours à l'enfance
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
HCR	Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDA	Association internationale de développement
IDEP	Institut africain de développement économique et de planification
IFAN	Institut fondamental d'Afrique noire
IIAT	Institut international pour l'agriculture tropicale
IIAP	Institut international d'administration publique (Paris)
IISA	Institut international des sciences administratives (Bruxelles)
MULPOC	Centre multinational de programmation et d'exécution de projets
OCAM	Organisation commune africaine, malgache et mauricienne
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODA	<u>Overseas Development Administration</u>
ODTA	Organisation pour le développement du tourisme en Afrique
OIT	Organisation internationale du Travail
OMCI	Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

OUA	Organisation de l'unité africaine
PADIS	Système panafricain de documentation et d'informatique
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
SAREC	Agence suédoise pour la coopération avec les pays en développement dans le domaine de la recherche
SELA	<u>Sistema Economico Latino-Americano</u>
SIDA	Office central suédois pour l'aide au développement international
SIFIDA	Société internationale financière pour les investissements et le développement en Afrique
SOCAT (TACOO)	Service des opérations et de la coordination de l'assistance technique
TIM	Transport international multimodal
UAC	Union africaine des chemins de fer
UDEAC	Union douanière et économique de l'Afrique centrale
UGGI	Union géodésique et géophysique internationale
UIT	Union internationale des télécommunications
UIOOT	Union internationale des organismes officiels de tourisme
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
URTNA	Union des radiodiffusions et télévisions nationales d'Afrique
UPAT	Union panafricaine de télécommunication
UPU	Union postale universelle
ZEP	Zone d'échanges préférentiels

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE POUR 1980 ET 1981

Introduction

Le programme de travail présenté dans ce document est la version révisée du programme de travail et de l'ordre de priorité pour 1980 et 1981 qui figuraient dans le document E/CN.14/TECO/41/Rev.1 du 16 novembre 1979. Cette révision vise premièrement à fonder le programme de travail sur une évaluation plus réaliste des perspectives d'obtention de fonds, deuxièmement, à prendre en considération la sélection de questions prioritaires énoncée dans le Plan d'action de Lagos, considérablement restreinte et plus crédible, et troisièmement à tenir compte des goulets d'étranglement (par exemple la longueur des délais nécessaires pour s'assurer des services de consultants) que le secrétariat n'a pas le pouvoir de supprimer. Par conséquent, pour chaque projet, figure une description des diverses étapes d'exécution ainsi qu'une indication des délais qui, à en juger d'après l'expérience acquise, devraient être nécessaires pour achever une étape et en commencer une autre.

Les hypothèses sur lesquelles repose le programme de travail présenté dans ce document sont la nécessité de renforcer l'autonomie économique et de créer dans les pays de la région, pris individuellement et collectivement, les éléments d'une force autonome de croissance et de diversification susceptible d'être orientée de façon à répondre à un ou à plusieurs des objectifs de la politique socio-économique. Ces éléments seraient notamment une croissance accélérée et diversifiée de nature à satisfaire les besoins de la population, un développement généralisé de la capacité de produire et de conserver un revenu réel, une réduction du chômage et une atténuation du schéma actuel de la croissance et de la pauvreté urbaines.

Pour mieux comprendre le fond du programme, il faut bien assimiler un certain nombre de caractéristiques organiques de ce programme. L'une de ces caractéristiques est l'existence d'un rapport étroit entre les projets relevant des cinq catégories de classification du "produit final"; il en résulte que la même question apparaît dans les rubriques a) "services consultatifs techniques aux pays et territoires", b) "études" et, parfois c) "rassemblement et diffusion des renseignements" et d) conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts". Dans un cas, pour l'éducation et la formation, elle apparaît aussi dans la rubrique e) "Dons et bourses". L'efficacité d'un programme ou d'un sous-programme s'en trouve ainsi renforcée.

La deuxième caractéristique organique est la classification de chaque programme dans l'une des catégories suivantes : i) Programme général, ii) Programme régional, iii) Programme sous-régional et iv) Programme interrégional, exercice rendu indispensable par la nécessité de faire apparaître les rapports existant entre les projets exécutés par les MULPOC et ceux qui sont mis en oeuvre à la CEA.

Une troisième caractéristique est la rationalisation de la présentation des programmes. Par exemple, pour le commerce et le financement internationaux, une distinction a été établie entre le commerce et le financement intra-africains, le commerce extérieur, le commerce intérieur et le commerce avec des pays non africains.

Une quatrième caractéristique a trait à la présentation des projets par sujet. Les projets figurant dans différents programmes sont rassemblés, pour faciliter la compréhension, sous une seule et même rubrique et placés à l'endroit approprié, par exemple : "pays les moins avancés" sous la rubrique "Recherche et planification socio-économiques", "coopération économique entre régions en développement" dans la rubrique "Promotion de la coopération et de l'intégration économiques".

Une cinquième caractéristique est le fait que l'on reconnaît dans plusieurs programmes l'importance de la politique générale et de la planification, des ressources humaines et de la création d'organismes. Parmi les nombreux organismes importants qu'il est proposé de créer, deux méritent une attention particulière : l'Institut africain d'analyse des politiques générales et d'études de perspective (projet 9.501.04) et le Centre de services consultatifs techniques et de gestion (projet 9.333.01 a) i)7.

Une sixième caractéristique supplémentaire, qui constitue aussi une amélioration de la présentation du programme de travail visant à faciliter l'exécution, le suivi et l'évaluation du programme ainsi que l'établissement de rapports sur les programmes, consiste à définir le produit final (par opposition au produit intermédiaire) en tant que "rapport", "enquête", "principes directeurs" ou "manuel" et à éviter l'emploi de synonymes tels que "étude", "publication", "document de recherche", etc.. Chaque fois que cela a été possible, on s'est efforcé d'indiquer la catégorie du produit, l'utilisateur principal, la teneur du produit final et la date à laquelle il devrait être mis à la disposition des utilisateurs principaux.

Cette nouvelle méthode est conforme à l'évolution, qui se poursuit actuellement dans l'ensemble du système des Nations Unies, du système de planification et de budgétisation des programmes qui comprend l'exécution, le suivi et l'évaluation des programmes ainsi que l'établissement de rapports sur les programmes.

Le programme s'inspire du nouvel ordre économique international, énoncé en fonction des caractéristiques et des problèmes socio-économiques de la région. Il fait ressortir la nécessité de réaliser des progrès rapides, simultanés et interdépendants dans plusieurs domaines vitaux; il y est tenu compte du faible niveau actuel d'autonomie, de croissance autonome et de diversification des structures qui caractérise la plupart des pays de la région. Ce faible niveau tient en partie au fait que sur les 47 Etats indépendants de la région, 26 ont une population estimée à 5 millions d'habitants au plus; deux seulement compteraient plus de 30 millions d'habitants. Sur les 29 pays les moins avancés du monde en développement, 20 sont des pays africains. Il est connu que la production de subsistance prédomine dans la région, et que les exportations nationales sont dominées par un ou deux produits primaires seulement.

En grande partie pour tenir compte de la dégradation de la balance des paiements, en particulier en ce qui concerne les produits alimentaires, l'énergie, les pièces détachées, etc., il est prévu dans le programme de travail la nécessité de faire disparaître cette dépendance vis-à-vis d'un ou de deux produits et, par conséquent, de construire, sur la base beaucoup plus large que constituent les matières premières, les facteurs de production et les marchés de la région, des économies dynamiques et en expansion.

Les programmes de travail et les plans à moyen terme de la CEA ainsi que les changements structurels opérés au sein des organes subsidiaires et du secrétariat de la Commission, illustrent l'évolution continue des perceptions, des concepts, des stratégies et des programmes de la Commission depuis l'adoption du cadre révisé de principes pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique 1/.

Les programmes de travail de la Division des ressources naturelles et de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture témoignent des efforts soutenus visant à accroître la capacité des Etats africains de définir la base de leur croissance économique en matière de ressources naturelles et de ressources en matières premières, tandis que les programmes de travail et les activités dans les domaines agricole et industriel portent essentiellement sur le processus de transformation des matières premières en produits semi-finis et finis en vue d'élever le niveau de vie des populations africaines et de jeter les bases d'une autonomie et d'une indépendance croissantes. La question de l'offre de facteurs de production réels (personnel qualifié et semi-qualifié dans les secteurs des entreprises, de la gestion, de la production, de la commercialisation et de la distribution, de la recherche-développement; technologies; matériel; matières premières; services institutionnels; etc.) est au coeur des programmes de travail concernant l'administration publique, la gestion et la main-d'oeuvre, l'intégration de la femme au développement et la science et la technique, mis en oeuvre par des institutions associées à la CEA telles que le Centre régional de conception et de fabrication industrielles et le Centre régional africain de technologie, et se retrouve également dans d'autres programmes de travail. Dans la presque totalité des programmes, une place de premier plan est accordée aux relations intersectorielles. De même, si la dimension spatiale de la croissance économique et du développement ressort à l'évidence des programmes de travail et des activités concernant les établissements humains, elle est également illustrée d'une manière plus générale dans les activités du secrétariat, réparties sur plusieurs programmes de travail, relatives au développement rural intégré.

La réforme du commerce intérieur qui est jusqu'à maintenant restée à la périphérie des activités du secrétariat, devrait prochainement en arriver à occuper une position qui rendra les activités dans ce domaine complémentaires du programme de travail relatif aux échanges intra-africains et extra-africains et à la promotion de la coopération économique intra-africaine.

La mise en place d'institutions multinationales et régionales se poursuit, bien que la portée et le rôle de telles institutions ne soient pas encore estimés à leur juste valeur, en particulier lorsque leurs avantages, en dépit de l'importance que l'on accorde à ces institutions, n'ont pas été, directement ou indirectement, mesurés.

Les gouvernements africains commencent à remédier à l'anomalie que constitue l'absence relative de toute dimension sociale dans les calculs et les politiques économiques, absence due aux approches macro-financières de la croissance économique suivies jusqu'à présent par les pays. Les études de population se multiplient, tandis que des mesures sont

1/ Document de la CEA : Plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique, 1976-1981-1985 - E/CN.14/ECO/90/Rev.3, (25 juin 1976).

prises en vue d'en incorporer les résultats dans les techniques de planification, au même titre que les facteurs de production, les balances-matières, les concepts de répartition spatiale et les effets des relations interindustrielles. Hormis les projections de caractère général, les projets spéciaux d'études figurant dans le programme de travail en matière de recherche et de planification socio-économiques continuent de mettre en lumière les principaux problèmes qui se posent concernant les politiques et la planification socio-économiques.

Il convient de citer parmi les activités statistiques de plus en plus nombreuses le projet relatif à la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages, dont il n'est pas sûr que l'on ait déjà saisi toute l'importance. Les enquêtes projetées devraient permettre d'évaluer (avec d'autres études) les niveaux, les types et les degrés de pauvreté, ainsi que les incidences des politiques, programmes et projets de croissance économique, de mieux percevoir la nature des besoins essentiels et l'évolution de la demande, de juger du volume des flux de ressources et de l'utilisation qui est faite de ces ressources et d'obtenir les renseignements et les données nécessaires à la planification des relations intersectorielles, à l'orientation des tendances en matière d'emploi et à la conception d'indicateurs socio-économiques réalistes. Associées à des programmes de protection et d'amélioration de l'environnement et à des programmes de développement social, ces enquêtes contribueront à une évaluation de la qualité de la vie de certaines couches de la population.

Il est inutile d'insister sur l'importance qui continue d'être accordée aux transports et aux communications dans une région qui occupe une telle superficie et où les concentrations de la population sont aussi dispersées, dans une région qui compte 51 Etats dont un grand nombre sont des pays sans littoral ou des pays insulaires connaissant des conditions de véritable isolement.

9.210.00 ALIMENTATION ET AGRICULTURE

A. QUESTIONS GENERALES DE DEVELOPPEMENT ET TECHNIQUES A UTILISER EN CE DOMAINE

9.211.00 Politique, planification et programme en matière de développement agricole

Textes portant autorisation des travaux : Mandat de la Commission : résolutions 220 (X), 244 (XI) et 351 (XIV) de la Commission; recommandations des neuvième, dixième et onzième Conférences régionales de la FAO pour l'Afrique; Déclaration de Freetown (novembre 1976); résolution d'Arusha de septembre 1978; quatrième, cinquième et sixième réunions de la Conférence des ministres de la CEA, ayant eu lieu respectivement à Kinshasa, Rabat et Addis-Abeba.

Objectif du sous-programme : Aider les gouvernements des Etats membres à améliorer leurs politiques, leurs plans et leurs projets de développement de l'agriculture afin de les rendre indépendants en matière alimentaire et de leur permettre de consacrer plus efficacement leurs ressources à un développement accéléré du secteur agricole fondé sur une stratégie tendant à l'autonomie et à la transformation du milieu rural, notamment par le recours à des techniques appropriées.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.211.01 a) Fourniture de services techniques consultatifs aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Pour offrir des services techniques de soutien aux organisations intergouvernementales sur la politique à adopter, la planification, ainsi que l'identification, la formulation, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation des projets;

ii) Pour aider les organisations intergouvernementales à formuler des plans d'incitation relatifs aux rapports et aux produits;

iii) Pour dispenser une formation en matière d'identification, de formulation, de mise en oeuvre, de suivi et d'évaluation des projets;

iv) Participer aux programmes de contrôle interinstitutions (OUA, CEA et FAO) et en suivant l'exécution de ces programmes qui ont pour objet l'établissement de rapports sur l'avancement des travaux et de fournir les renseignements nécessaires sur les résultats obtenus;

v) Participer à des missions ayant pour objet l'examen des stratégies.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.211.02 Analyse des législations forestières, des politiques de reboisement et des dispositifs d'exploitation et de conservation des forêts et de développement des ressources forestières (1980-1981);

9.211.03 Etude des tendances et des perspectives de l'industrie du bois en Afrique (1980-1981);

9.211.04 Contribution à l'"Etude des conditions économiques et sociales en Afrique" de la CEA et examen et évaluation de la deuxième Décennie du développement (1980-1981);

9.211.06 Contribution à l'"Etude de la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture" de la FAO et à l'étude des perspectives de l'agriculture d'ici l'an 2000 (1980-1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.211.26 Groupe de travail sur le suivi du Plan alimentaire régional (1980-1981).

Programmes connexes : Collaboration aux programmes pertinents du Siège de la FAO et du Bureau régional de la FAO pour l'Afrique, du BMUS (Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne) et des Divisions de la recherche et de la planification socio-économiques, de la statistique, du commerce international et des finances de la CEA.

III. PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX (MULPOC)

9.211.07 Suivi du Plan alimentaire africain dans le cadre des cinq MULPOC et des organisations intergouvernementales :

-- Examen des rapports sous-régionaux relatifs au Plan alimentaire africain (AFPLAN) (1980-1981).

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

b) Etudes :

9.211.08 Faire rapport aux Etats membres sur une étude de faisabilité relative à la création d'un service de renseignements sur les produits de base en Afrique de l'Ouest (1980-1981);

9.211.09 Faire rapport aux Etats membres sur les possibilités de la sous-région de la CEDEAO en matière d'alimentation et d'agriculture et notamment de traitement des produits de l'agriculture (1980-1981).

9.212.00 Promotion du développement rural intégré et amélioration des institutions et services agricoles

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 152 (XIII), 197 (IX), 209 (XIII), 312 (XIII), 321 (XIII), 352 (XIV), 354 (XIV), 300 (XV) et 398 (XV) de la Commission; résolutions II et III de la Conférence mondiale de l'alimentation; résolution et Plan d'action de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural et résolution n° 4 de la onzième session du Comité exécutif de la CEA.

Objectif du sous-programme : Premièrement, aider les gouvernements africains à mettre les paysans mieux à même d'accroître leur production, leur productivité et leurs revenus en favorisant l'adoption d'une méthode d'approche intégrée du développement agricole, et, deuxièmement, améliorer les structures agraires et les organismes et services agricoles.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

- 9.212.01 a) Fourniture de services **techniques** consultatifs aux pays et territoires (1980-1981) :
- i) Pour renforcer et améliorer les institutions agricoles et les services de soutien et en particulier les services de commercialisation et les établissements de crédit;
 - ii) Pour accroître l'efficacité des instituts nationaux et internationaux de recherche agricole et assurer le suivi de la coopération entre ces instituts, en particulier dans le domaine de la conception et de l'exécution des programmes de recherche;
 - iii) Pour créer un centre régional de rassemblement d'information sur la recherche agricole en cours en Afrique;
 - iv) Pour assurer un appui aux projets multinationaux;
 - v) Pour concevoir et exécuter des programmes de réforme agraire;
 - vi) Pour concevoir et exécuter des projets de développement rural intégré et des programmes de peuplement et de réinstallation.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.212.04 Faire rapport aux Etats membres sur l'évolution des structures agraires et des régimes fonciers en Afrique, l'accent étant placé sur les populations d'éleveurs et de nomades;
- 9.212.06 Faire rapport pour la République-Unie de Tanzanie, la Zambie, le Burundi et le Rwanda (suivi de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, en collaboration avec la FAO) sur les méthodes permettant d'assurer une diffusion efficace des nouvelles techniques dans les milieux agricoles (1980-1981).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

- 9.212.20 Contribution au "Progrès rural" et à d'autres publications pertinentes (1980-1981).

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (Gisenyi)

b) Etudes :

- 9.212.07 Faire rapport aux Etats membres sur une étude de préaisabilité en vue de la création d'établissements internationaux de recherche agricole et promotion de la coopération entre les Etats membres de la sous-région (1980-1981).

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

9.212.01 a) Fourniture de services techniques consultatifs aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Fourniture de services techniques de soutien en vue de la création d'un projet sous-régional de développement rural pour la Zambie et la République-Unie de Tanzanie;

ii) Contrôle et évaluation des mesures interinstitutionnelles de développement rural appliquées à l'échelle du pays, pour le Lesotho et la Somalie.

b) Etudes :

9.212.08 Faire rapport aux Etats membres sur une étude de faisabilité en vue de la création d'un centre sous-régional de recherche sur le maïs en Angola (1980-1981).

MULPOC de l'Afrique centrale (Yaoundé)

9.212.09 Faire rapport aux Etats membres sur les mécanismes de la coordination et de l'instauration de la coopération en matière de programmes de recherche et de formation agricole (1980-1981).

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

b) Etudes :

9.212.10 Faire rapport aux Etats membres sur des études de faisabilité relatives à la promotion du commerce et au traitement des produits agricoles dans la sous-région de la CEDEAO (1980-1981).

9.213.00 Développement de la production vivrière

Textes portant autorisation des travaux : Résolution n° 1 de la Conférence mondiale de l'alimentation; résolution n° 1 de la dixième session et résolution n° 4 de la onzième session du Comité exécutif de la CEA; résolutions 256 (VII), 264 (XII) et 351 (XIV) de la Commission; recommandations des neuvième, dixième et onzième conférences régionales de la FAO pour l'Afrique, Déclaration de Freetown de novembre 1976; résolution d'Arusha de septembre 1978; quatrième, cinquième et sixième réunions de la Conférence des ministres de la CEA.

Objectif du sous-programme : Mettre en évidence les problèmes posés par la production vivrière de l'Afrique ainsi que les possibilités qui s'offrent pour développer cette production et promouvoir une action concertée aux échelons multinational, sous-régional et régional en vue d'accroître la production vivrière et d'en améliorer la distribution.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.213.01 a) Fourniture de services techniques consultatifs aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Pour assurer le contrôle et la coordination des activités des établissements s'occupant de recherche et de formation en matière alimentaire et du développement de l'agriculture en Afrique;

ii) Pour fournir des renseignements sur l'amélioration des activités de traitement des produits alimentaires (en collaboration avec le Groupe consultatif sur les industries du traitement des produits alimentaires);

iii) Pour élaborer des rapports régionaux sur le Système mondial d'information et d'alerte rapide en matière d'alimentation et d'agriculture ainsi qu'en matière de surveillance de la progression de la sécheresse (1981).

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.213.04 Développement de l'élevage : Faire rapport aux Etats membres sur l'identification, la formulation et l'évaluation des projets pertinents (1980-1981);

9.213.05 L'aide alimentaire en Afrique : Faire rapport aux Etats membres sur une étude de faisabilité en vue de la mise en place d'un mécanisme visant la création d'un système d'aide alimentaire en Afrique (1980-1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.213.26 Fourniture des services nécessaires à la sixième et à la septième réunions de la Conférence des ministres de la CEA (1980-1981) et à la Conférence de la FAO (1981).

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

b) Etudes :

9.213.06 Faire rapport aux Etats membres sur la situation de l'alimentation dans la sous-région de la CEDEAO (1980-1981).

Programmes connexes : Collaboration avec le Siège de la FAO et le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique pour l'exécution des programmes pertinents et avec le FISE, l'OMS dans le domaine de la surveillance nutritionnelle et l'CUA et les Divisions de la statistique et des questions commerciales et financières internationales de la CEA.

9.214.00 Institutions, services et installations de commercialisation en matière agricole

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 332 (XIV), 351 (XIV) et 398 (XV) de la Commission; recommandations des neuvième et dixième conférences régionales de la FAO pour l'Afrique; résolution n° 1 de la dixième session et résolution n° 4 de la onzième session du Comité exécutif de la CEA; résolutions n° 1, XVII et XIX de la Conférence mondiale de l'alimentation.

Objectif du sous-programme : Aider les pays membres à améliorer leurs institutions et leurs services de commercialisation agricole, à réduire au minimum les pertes encourues après les récoltes, à améliorer l'entreposage et la conservation des aliments et à développer les échanges de produits alimentaires et agricoles à l'intérieur du continent africain.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.214.01 a) Fourniture de services techniques consultatifs aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Pour formuler et mettre en oeuvre des programmes et des projets de commercialisation visant notamment à réduire les pertes de produits alimentaires;

ii) Pour établir des rapports sur l'exécution de programmes concrets visant l'amélioration de la commercialisation et la sécurité alimentaire;

iii) Pour promouvoir la modernisation des instituts et des établissements de recherche s'occupant d'études de marché et de commercialisation;

iv) Pour promouvoir la création de coopératives et d'autres groupements d'agriculteurs s'occupant des facteurs de production agricole et des produits alimentaires;

v) Pour aider, par le biais d'études de faisabilité, à la création et à l'amélioration de services de vulgarisation s'occupant d'études de marché et de commercialisation.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.214.02 Faire rapport aux Etats membres sur les différences de prix des produits agricoles en vue de favoriser l'amélioration de la coopération régionale en matière commerciale (1980-1981);

9.214.03 Faire rapport aux Etats membres sur des études de faisabilité portant sur l'entreposage et la conservation des aliments, l'accent étant placé sur les investissements réalisés en Afrique centrale dans la zone couverte par le MULPOC de Yaoundé (1980-1981);

9.214.04 Faire rapport aux Etats membres sur l'analyse des centres d'agriculteurs s'occupant de commercialisation (1980-1981).

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

9.214.01 a) Fourniture de services techniques consultatifs aux pays et territoires (1980-1981) :

- Services consultatifs d'experts sur le gaspillage en matière d'alimentation et sur la possibilité d'améliorer la distribution des produits alimentaires dans la sous-région.

Programmes connexes : Collaboration avec le Siège de la FAO et avec le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique pour l'exécution de programmes pertinents et avec les Divisions de l'industrie, du développement social, des questions commerciales et financières internationales de la CEA.

9.240.00 QUESTIONS ET POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT

A. QUESTIONS GENERALES CONCERNANT LE DEVELOPPEMENT ET TECHNIQUES A UTILISER EN CE DOMAINE

9.241.00 Tendances du développement, conditions requises et possibilités

Textes portant autorisation des travaux : Mandat de la Commission [résolution 671A (XIV) du 29 avril 1958 du Conseil économique et social, section 1.b)7; paragraphe 85 du rapport de la deuxième session de la Commission; résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale sur la stratégie internationale du développement; résolutions 187 (IX), 218 (X), 238 (XI) et 354 (XIV) de la Commission sur la stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70.

Objectif du sous-programme : Entreprendre chaque année une étude des conditions économiques et sociales des divers pays africains et dresser un tableau régional de ces conditions en vue d'établir le bilan des progrès socio-économiques réalisés et de déterminer si les politiques intérieures et extérieures ont été efficaces et ont permis de créer les conditions indiquées;

Entreprendre tous les deux ans une étude et une évaluation des progrès réalisés dans le sens des objectifs et des buts définis dans la Stratégie internationale du développement et dans la Stratégie de l'Afrique pour le développement. A cet égard, les nouveaux buts et objectifs de développement, tenus pour particulièrement importants depuis le début de la Décennie du développement, notamment dans le cadre du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et dans d'autres documents pertinents seront évalués et examinés à nouveau;

Fournir des services consultatifs aux pays membres de la CEA qui en font la demande, ayant trait à l'élaboration d'études annuelles ou biennales sur les conditions socio-économiques.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.241.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) visant à :

- i) Etablir chaque année des enquêtes et/ou des études et des rapports d'évaluation;
- ii) Assurer une formation en cours d'emploi permettant d'établir chaque année des enquêtes socio-économiques et/ou des études et des rapports d'évaluation au niveau national;
- iii) Fournir des conseils concernant les éléments nécessaires aux enquêtes, études et évaluations y compris la création d'organismes compétents.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.241.02 Rapport destiné aux Etats membres sur les politiques économiques et sociales et le développement économique et social actuels dans les pays membres de la Commission (publié en tant que partie II de l'Etude sur les conditions économiques et sociales en Afrique - (1979-1980) (1980-1981);

9.241.03 Rapport destiné aux Etats membres sur les conditions économiques et sociales en Afrique, au niveau régional, partie I de l'Etude sur les conditions économiques et sociales en Afrique, (1979-1980 et 1980-1981).

Programmes connexes : Cette partie du programme sera exécutée en collaboration avec d'autres divisions de la CEA.

9.242.00 Planification et projections

Textes portant autorisation des travaux : Mandat de la Commission; paragraphe 61 du rapport de la première session de la Commission; résolution 105 (VI) de la Commission portant création de la Conférence des planificateurs africains; résolutions 979 (XXVI) et 777 (XXX) du Conseil économique et social; résolutions 187 (IX), 257 (XII) et 260 (XII) de la Commission; résolution 3508 (XXX) de l'Assemblée générale.

Objectif du sous-programme : Entreprendre des travaux de projections sur les économies des pays africains en vue de déterminer les contraintes et de proposer des solutions concernant les possibilités de développement à long terme de ces pays et de la région dans son ensemble;

Mettre au point des techniques de planification appropriées, notamment dans le cadre de la méthode unifiée et de l'approche des besoins essentiels préconisées pour l'analyse et la planification du développement, à l'usage des pays africains;

Fournir des services consultatifs aux pays membres de la Commission qui en font la demande dans les domaines de la planification et des projections. Ces services comprendront : i) l'évaluation des plans de développement du point de vue de leur cohérence en fonction des conditions requises par la méthode unifiée y compris l'évaluation de la base de données et du réalisme des hypothèses soutenant ces plans; ii) l'établissement de plans de développement nationaux et iii) la création d'organismes de planification assortis de mécanismes d'exécution des plans.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.242.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) concernant :

i) Le domaine de la planification, des programmes et des projections en matière de développement;

ii) L'organisation, aux niveaux national, sous-régional et régional, de cours sur la planification, les programmes et les projections;

iii) La création d'organismes de planification assortis de mécanismes d'exécution des plans ou le renforcement de ceux qui existent.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

Projections

9.242.14 Rapport destiné aux Etats membres sur les problèmes et perspectives de l'Afrique envisagés dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement (1980);

9.242.15 Rapport destiné à la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains sur les projections établies par secteur pour la région de la CEA, 1980/85 (deuxième trimestre de 1982).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.242.26 Conférence des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains (1980).

Programmes connexes : En collaboration avec l'IDEP, le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, l'OUA et les divisions compétentes de la CEA.

9.243.00 Recherche socio-économique

Textes portant autorisation des travaux : Mandat de la Commission; paragraphe 61 du rapport de la première session de la Commission; résolutions 187 (IX), 257 (XII) et 240 (XII) de la Commission; résolutions 979 (XXVI) et 777 (XXX) du Conseil économique et social; résolution 3508 (XXX) de l'Assemblée générale.

Objectif du sous-programme : Entreprendre des recherches socio-économiques comparatives sur des problèmes de développement précis se posant en Afrique en vue de mettre à la disposition d'autres pays l'expérience acquise par certains pays dans la recherche de solutions à leurs problèmes socio-économiques.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.243.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

- Dans le domaine de la recherche socio-économique.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.243.03 Rapport destiné à la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains sur une étude préliminaire des mesures visant à la coordination efficace des activités de développement entre le secteur public et le secteur privé dans un certain nombre de pays africains, étude de méthodologie (deuxième trimestre de 1982);

- 9.243.04 Rapport destiné aux Etats membres sur le système de contrôle des changes établi dans un certain nombre de pays africains en développement et constituant une introduction à l'étude sur les origines, l'ampleur et les mécanismes de la fuite des devises dans les pays africains et leurs incidences sur les ressources de développement disponibles et sur l'accumulation de la dette extérieure;
- 9.243.05 Rapport destiné à la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains sur l'analyse et l'évaluation des incidences de la protection tarifaire et non tarifaire sur l'industrialisation en Afrique (deuxième trimestre de 1982)
- 9.243.07 Rapport destiné à la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains sur les études relatives à la conception et l'applicabilité d'indicateurs sociaux et économiques dans le contexte africain (deuxième trimestre de 1982).

Programmes connexes : En étroite collaboration avec les divisions compétentes de la CEA.

9.244.00 Pays africains les moins avancés et pays africains sans littoral

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 2564 (XXIV), 2625 (XXV) sur la stratégie internationale du développement, 2803 (XXVI), 3202 (S-VI) sur le programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 34/203 et 34/210 de l'Assemblée générale; résolutions 24 (II), 62 (III), 63 (III), 122 (V), 5 (III) et 7 (III) du groupe intergouvernemental de la CNUCED chargé de la question des pays les moins avancés; rapport de la dixième session de la Commission; résolutions 210 (IX), 218 (X), 222 (X), 238 (XI), 353 (XIV) et 397 (XV) de la Commission sur la stratégie africaine du développement durant les années 70; rapport de la Conférence sur les problèmes et les perspectives des pays africains les moins avancés, mars 1980; rapport de la dix-neuvième session du Comité exécutif de la Commission (octobre 1978).

Objectif du sous-programme : Aider les pays africains les moins avancés, les pays africains sans littoral et les pays africains venus récemment à l'indépendance, dans leur planification et leur permettre d'appliquer pendant les années 80 le nouveau programme global d'action en effectuant des études socio-économiques approfondies et des analyses de leurs économies nationales et également en les aidant à établir des statistiques économiques en général et une comptabilité nationale en particulier, en vue de satisfaire aux exigences nationales de planification et de contrôle du développement économique et à la demande internationale de renseignements nécessaires à l'établissement de programmes appropriés d'assistance financière et technique à ces pays. Etablir également les documents et organiser la réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés qui se tiendra chaque année.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

- 9.244.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Aider les pays africains les moins avancés, y compris les pays africains venus récemment à l'indépendance, à entreprendre des études socio-économiques approfondies, à élaborer des politiques et des plans économiques nationaux et à réunir des tables rondes avec les donateurs d'aide;

ii) Offrir à ce groupe de pays des possibilités de formation en cours d'emploi leur permettant d'élaborer des études socio-économiques;

iii) Aider ce groupe de pays à constituer un groupe de planificateurs et de programmeurs;

iv) Aider ce groupe de pays africains les moins avancés à établir des programmes nationaux et régionaux et à mobiliser des ressources extérieures;

v) Aider ce groupe de pays africains les moins avancés à mettre au point les dispositions permettant d'appliquer, de coordonner, de surveiller et de réexaminer le nouveau programme global d'action en faveur des pays les moins avancés.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.244.02 Rapport destiné à la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés sur les conditions socio-économiques des pays africains les moins avancés (premier trimestre de 1981);

9.244.03 Rapport destiné à la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, rapport concernant les politiques nationales appliquées dans les pays africains les moins avancés (troisième trimestre de 1981);

9.244.04 Rapport destiné à la Conférence des ministres des pays les moins avancés sur l'examen et l'évaluation des progrès réalisés dans l'application du programme global d'action en faveur des pays les moins avancés, pendant les années 80 (premier trimestre de 1981);

9.244.05 Rapport destiné à la Conférence des ministres des pays les moins avancés sur les modalités d'octroi de l'aide aux pays africains les moins avancés (premier trimestre de 1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.244.26 Conférence des ministres des pays africains les moins avancés (premier trimestre de 1981).

Autres programmes sectoriels en faveur des pays les moins avancés

Les projets sectoriels ci-après proviennent des programmes établis pour diverses sous-régions; en tant que tels et en complément d'autres projets de caractère régional, ils intéressent également les pays africains les moins avancés de chaque zone de MULPOC.

Produits alimentaires et agriculture

Voir projets 9.211.07; 9.211.08; 9.211.09; 9.212.07; 9.212.01; 9.212.08; 9.212.09; 9.212.10; 9.213.06 et 9.214.01.

Education et formation

Voir projets 9.261.47; 9.261.48 et 9.261.49.

Etablissements humains

Voir projets 9.291.06; 9.291.07; 9.291.08; 9.291.01 xi); 9.291.09; 9.291.37; 9.291.10; 9.292.11; 9.292.12; 9.292.13; 9.292.14 et 9.292.15.

Développement industriel

Voir projets 9.331.06; 9.331.29; 9.331.06; 9.332.05; 9.332.06; 9.332.07; 9.332.08; 9.332.26; 9.332.09; 9.332.27; 9.332.10; 9.332.28; 9.332.11; 9.332.12; 9.332.13 et 9.332.29.

Gestion de la main-d'oeuvre et emploi

Voir projets 9.442.06 et 9.442.01 a).

Mise en valeur des ressources minérales

Voir projets 9.461.01; 9.461.08; 9.461.09 et 9.461.28.

Mise en valeur des ressources en eau

Voir projets 9.462.07 et 9.462.08.

Environnement humain

Voir projets 9.478.05; 9.478.06; 9.478.07 et 9.478.01 v).

Ressources en énergie

Voir projets 9.463.01 a) i)-iii); 9.463.04 et 9.463.23.

Population

Voir projets 9.481.06; 9.482.08 et 9.482.09.

Développement social

Voir projets 9.533.29; 9.534.16; 9.534.19; 9.534.19 a); 9.534.19 b); 9.534.41 et 9.534.47.

Promotion de la coopération et de l'intégration économiques

Voir projets 9.246.26; 9.246.27; 9.246.28; 9.246.29 et 9.246.30.

Transports, communications et tourisme

Voir projets 9.551.07; 9.551.08; 9.552.04; 9.552A.03; 9.552A.04; 9.553.04; 9.553A.03; 9.553B.04; 9.554A.02 et 9.554A.01 a).

9.245.00 Problèmes fiscaux, monétaires et financiers à l'échelon des pays

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 87 (V), 98 (VI), 117 (VI), 197 (IX) et 218 (X) de la Commission; résolution 3202 (J-VI) de l'Assemblée générale.

Objectif du sous-programme : Aider les Etats membres à adopter et à appliquer des politiques fiscales et monétaires de nature à combattre la pauvreté généralisée et à influencer sur la mobilisation et l'acheminement de l'épargne conformément aux plans de développement et aux priorités établis et, par là même, aider les pays membres à créer des institutions monétaires et financières appropriées.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.245.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) concernant :

- i) Les politiques fiscales et monétaires;
- ii) La création d'institutions financières nationales ou la réorganisation de celles qui existent.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.245.02 Rapport destiné aux Etats membres sur le rôle des banques nationales de développement en tant qu'instruments de développement économique (1980-1981);

9.245.03 Rapport destiné aux Etats membres sur les politiques visant à atténuer les difficultés de balance des paiements des économies des pays africains (1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.245.26 Séminaire sur le rôle des banques nationales de développement et des institutions non officielles en tant qu'instruments permettant de favoriser la croissance économique (1981).

Programmes connexes : Collaboration étroite avec le BIRD, le FMI, la BAD, l'OUA et les divisions compétentes de la CEA.

PROMOTION DE LA COOPERATION ET DE L'INTEGRATION ECONOMIQUES

9.246.00 Politiques et institutions destinées à favoriser la coopération économique

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 3362 (3-VII) et 3517 (XXX) de l'Assemblée générale; mandat de la Commission; résolutions 19 (II), 211 (IX), 221 (XI), 296 (XIII) et 327 (XIII) de la Commission; résolution CM/ST.12 (XXI) de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA et Plan d'action de Lagos, avril 1980.

Objectif du sous-programme : Faire connaître aux gouvernements et aux organisations intergouvernementales les formules, les options et les politiques qui pourraient être adoptées pour favoriser et établir des systèmes de coopération économique en général et dans les divers secteurs économiques et pour élaborer et adopter une politique commune de développement et d'investissements et des mesures concernant la répartition des avantages entre les groupements économiques et l'établissement d'une coopération multinationale susceptible de favoriser l'autonomie collective.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.246.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Pour renforcer la capacité des MULPOC à devenir des éléments moteurs de la coordination à l'échelon sous-régional de tous les programmes multinationaux des organismes des Nations Unies visant l'intégration économique;

ii) Pour identifier les dispositions prises en matière de coopération technique et économique entre les pays, dans chaque sous-région de MULPOC ou dans plusieurs sous-régions à la fois, en suggérant des moyens d'étendre ou de renforcer ces dispositions et en incitant d'autres pays membres de la CEA à établir des liens analogues;

iii) Pour organiser la deuxième réunion extraordinaire des ministres du commerce, des finances et de la planification ainsi qu'une réunion au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe ayant pour objectif la signature d'un traité portant création d'une zone commerciale préférentielle;

iv) Pour organiser de temps à autre, dans le cadre des MULPOC, des séminaires sur la coopération économique entre les Etats membres, en entreprenant les recherches nécessaires à cet égard.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.246.02 Faire rapport aux Etats membres sur les données rassemblées et sur les études techniques entreprises dans chaque sous-région de MULPOC afin de prouver à chacun des Etats membres et à l'ensemble de ces Etats que la coopération et l'intégration économiques peuvent déboucher sur des résultats concrets (1980);

9.246.03 Faire rapport aux Etats membres sur les études analytiques, secteur par secteur, et sous-région par sous-région, en vue de faciliter l'identification et la promotion de projets multinationaux ou d'entreprises en association (1980-1981);

9.246.04 Faire rapport aux Etats membres sur l'analyse coût-bénéfice, eu égard aux différents types de groupements sous-régionaux en vue d'aider les pays africains, séparément et collectivement, à évaluer les coûts et les bénéfices des projets réalisés en coopération, qu'il s'agisse de projets existants ou de projets à venir (1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.246.27 Réunions annuelles des directeurs des MULPOC.

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique orientale et de l'Afrique australe (Lusaka)

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.246.26 Réunion annuelle du Comité d'experts et du Conseil des ministres.

MULPOC de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (Gisenyi)

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.246.27 Réunion annuelle du Comité d'experts et du Conseil des ministres.

MULPOC de l'Afrique centrale (Yaoundé)

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.246.28 Réunion annuelle du Comité d'experts et du Conseil des ministres.

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.246.29 Réunion annuelle du Comité d'experts et du Conseil des ministres.

MULPOC de l'Afrique du Nord (Tanger)

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.246.30 Réunion annuelle des experts et du Comité des plénipotentiaires.

9.247.00 Mise en place et renforcement des mécanismes institutionnels et juridiques en vue de l'instauration de la coopération économique en Afrique

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 221 (X), 246 (XI), 256 (XII) et 296 (XIII) de la Commission et Plan d'action de Lagos, avril 1980.

Objectif du sous-programme : Aider les gouvernements et les organisations intergouvernementales à prendre les dispositions institutionnelles et juridiques appropriées en vue d'instaurer la coopération économique et à mettre en place de nouvelles institutions pour refléter les politiques et les dispositions nouvelles adoptées en vue du renforcement de l'intégration économique et, par conséquent, de l'autonomie collective.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.247.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires et aux institutions intergouvernementales multinationales (1980-1981) :

i) Pour l'élaboration du programme de travail et des dispositions juridiques types soumis à l'examen et à l'adoption des Etats membres de l'Organisation de la propriété industrielle pour l'Afrique anglophone;

ii) Prestation d'une assistance et de conseils juridiques au Centre régional de formation aux techniques de levés aériens (Ile-Ife) et au Centre régional de services spécialisés dans les levés et les cartes (Nairobi);

iii) Pour l'application de statuts de l'Association africaine de cartographie;

iv) Pour la création de comités de gestion sous-régionaux du Conseil africain de télédétection;

v) Pour l'élaboration d'une réglementation uniforme des sociétés dans les pays de la CEDEAO;

vi) Pour l'harmonisation des réglementations douanières en vigueur dans les pays membres de la CEDEAO et de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) et de l'Union du fleuve Mano;

vii) Pour les négociations entre l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC) et les pays du MULPOC ayant pour siège Yaoundé qui ne font pas partie de l'UDEAC en vue d'un renforcement de la coopération économique entre ces pays;

viii) Pour l'exécution de projets visant à intensifier la coopération et l'intégration économiques entre les Etats membres de la CEPGL dans le domaine des codes d'investissement, des réglementations douanières, du transport lacustre et de l'exploitation du gaz de méthane et de la tourbe;

ix) Prestation d'une aide aux Etats de l'Afrique australe dans lesquels le Gouvernement est désormais entre les mains de la majorité, à savoir le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Swaziland et le Zimbabwe, eu égard aux problèmes que posent les migrations de la main-d'oeuvre vers l'Afrique du Sud;

x) Prestation d'une aide au groupe des neuf pays d'Afrique australe, à savoir l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la République-Unie de Tanzanie, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe, eu égard à la coordination de leurs politiques de développement.

II. PROGRAMME REGIONAL

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.247.20 Répertoire trisannuel des organisations intergouvernementales de coopération en Afrique (1981).

Programmes connexes : Collaboration étroite avec l'OMPI et les divisions compétentes de la CEA.

9.250.00 Promotion de la coopération économique et technique aux plans régional et inter-régional entre les pays en développement et coopération afro-arabe

Textes portant autorisation des travaux : Résolution 3363 (S-VII) de l'Assemblée générale; résolutions 301 (XIII), 302 (XIII), 303 (XIII), 327 (XIII), 345 (XIV) et 355 (XIV) de la Commission et Plan d'action de Buenos Aires en vue de l'instauration de la coopération entre les pays en développement.

Objectif du sous-programme : Aider les pays africains à collaborer entre eux et avec d'autres régions en développement dans le domaine des échanges d'information et de compétences et dans celui des échanges de données d'expériences et de savoir-faire et dans l'organisation d'entreprises en association mutuellement profitables aux pays participants.

Activités :

IV. PROGRAMME INTERREGIONAL

9.250.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

i) En services de soutien en vue de la promotion de la coopération technique et économique entre la région africaine et d'autres régions en développement dans certains domaines;

ii) En coordination avec les MULPOC de façon à en faire les éléments moteurs de la coopération technique et économique entre les pays en développement au plan sous-régional et, dans la mesure du possible, au plan interrégional;

iii) En coordination au sein de la Commission et avec l'OUA, des mesures visant le renforcement de la coopération afro-arabe.

b) Etudes :

9.250.02 Faire rapport aux Etats membres sur les possibilités de coopération économique et technique entre l'Afrique et l'Amérique latine dans les domaines du commerce interrégional, de la mise en valeur des ressources humaines et de la science et de la technique au service du développement (1980-1981).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

- 9.250.20 Faire rapport annuel sur les activités de la Commission ayant trait à la coopération technique entre les pays en développement;
- 9.250.21 Examen bisannuel et rapport sur l'avancement des travaux à la réunion des responsables de haut niveau en ce qui concerne la mise en oeuvre par la Commission du Plan d'action de Buenos Aires sur la coopération technique entre les pays en développement.

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-198) :

- 9.250.26 Réunion conjointe des fonctionnaires des secrétariats de la CEA et de la CEPAL en rapport avec l'étude 9.250.02 ci-dessus (1981);
- 9.250.27 Conférence des experts gouvernementaux d'Afrique et d'Amérique latine ayant pour objectif l'examen du rapport et des recommandations formulées dans le cadre de l'étude 9.250.02 (1981);
- 9.250.28 Deuxième réunion des responsables de haut niveau sur la mise en oeuvre des programmes de coopération technique entre les pays en développement.

9.260.00 EDUCATION, FORMATION, MAIN-D'OEUVRE ET EMPLOI

9.261.00 Education et formation pour le développement

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 82 (V), 110 (VI), 125 (VII), 172 (VIII), 195 (IX), 202 (IX), 306 (XIII), 316 (XIII), 349 (XIV), 370 (XIV) et 389 (XV) de la Commission; résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale; et recommandations de la Conférence des ministres africains de l'éducation, tenue à Lagos en février 1976.

Objectif du sous-programme : Aider les Etats membres à passer en revue leurs politiques, leur législation et leurs structures dans le domaine de l'éducation et de la formation et à réorienter leurs systèmes, leurs pratiques et leurs programmes d'éducation et de formation. Favoriser l'accroissement du nombre de diplômés des établissements de formation et promouvoir des mécanismes administratifs permettant d'assurer la bonne exécution des programmes d'éducation et de formation. Passer en revue les arrangements institutionnels concernant l'africanisation des examens, des qualifications, des diplômes et des certificats de compétence professionnelle.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.261.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) aux fins suivantes :

- i) Elaboration de politiques et de textes législatifs en matière de formation et création de mécanismes de formation de personnel, de mécanismes administratifs et de mécanismes consultatifs;
- ii) Formation de responsables de la formation et du perfectionnement du personnel, ainsi que de responsables de la planification des carrières et de l'orientation, et mesures visant à retenir de tels responsables;
- iii) Examen et évaluation des résultats obtenus grâce aux systèmes d'éducation et de formation en vigueur;
- iv) Evaluation des programmes, méthodes et moyens d'éducation et de formation dans deux pays participants, en particulier au niveau des écoles supérieures de gestion et de finances (Nairobi, Accra), 1981;
- v) Développement et utilisation de l'éducation non scolaire et des techniques de téléenseignement aux fins du développement rural intégré;
- vi) Développement et renforcement de la capacité des établissements de formation (accroissement du nombre de diplômés) eu égard à la situation nationale de l'offre et de la demande d'emplois;
- vii) Elaboration d'arrangements institutionnels en vue d'africaniser les examens, les diplômes et les certificats de compétence professionnelle et conception et mise en place d'un système viable de services de sélection professionnelle, de planification des carrières, d'orientation et de conseils;

viii) Création et administration d'un fonds viable et opérationnel de ressources consacrées à la formation;

ix) Création et institutionnalisation de l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques, à Nairobi.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.261.02 Rapport aux Etats membres sur la capacité institutionnelle et matérielle des établissements d'éducation/de formation de répondre à l'accroissement de la demande d'éducation/de formation et sur la meilleure utilisation possible des ressources existantes (deuxième trimestre de 1981);

9.261.03 Rapport aux Etats membres sur les expériences enregistrées en matière d'arrangements institutionnels concernant la régionalisation des examens, des qualifications, des diplômes et des certificats de compétence professionnelle dans certains domaines de compétence (deuxième trimestre de 1981);

9.261.04 Rapport aux Etats membres participants sur le fonctionnement et les obstacles à l'expansion des Ecoles supérieures de commerce et de finance internationale d'Accra, de Nairobi et du Maroc (1981) et de l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques de Nairobi (premier trimestre de 1981);

9.261.05 Rapport aux Etats membres sur l'analyse (nature, étendue, contenu et adéquation) des politiques et des textes législatifs nationaux en matière de formation (1981) (troisième trimestre de 1981);

9.261.06 Rapport aux Etats membres sur :

i) les besoins à satisfaire pour améliorer les résultats attendus des mécanismes administratifs en matière de formation, des établissements de formation, des comités consultatifs et du personnel de formation/de perfectionnement du personnel (troisième trimestre de 1981);

ii) les besoins en matière de services et de personnel de sélection professionnelle; de planification des carrières, d'orientation et de conseils (troisième trimestre de 1981);

9.261.07 Rapport aux Etats membres sur la création et l'administration du Fonds pour la formation : importance, incidences et obstacles (troisième trimestre de 1981);

9.261.08 Rapport aux Etats membres sur les obstacles et les stratégies possibles en ce qui concerne l'instauration de liens entre, d'une part, les collèges d'enseignement technique et les établissements de formation dans le domaine de la gestion et de l'administration et, d'autre part, les établissements industriels et les administrations appartenant au secteur tertiaire aux fins de l'acquisition d'une expérience de travail et d'une formation pratique (1981) (deuxième trimestre de 1981);

9.261.09 Rapport aux Etats membres sur l'ampleur des besoins en matière de formation et des programmes nécessaires pour satisfaire à la demande dans certaines catégories d'emploi (troisième trimestre de 1981);

9.261.10 Rapport aux Etats membres sur les connaissances acquises et les expériences réalisées concernant l'analyse des tâches et la ventilation des emplois en vue d'une éducation accélérée des adultes (1981) (troisième trimestre de 1981).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.261.20 Publication d'une monographie sur les innovations en matière d'éducation (dernier trimestre de 1981);

9.261.21 Publication trimestrielle d'une Training Information Notice (1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.261.26 Ateliers nationaux à l'intention d'instructeurs en poste dans des établissements de formation avant l'emploi et en cours d'emploi (deux par an) (deuxième et troisième trimestres de 1981);

9.261.27 Ateliers sous-régionaux de formation à l'intention de responsables de la formation et du perfectionnement du personnel dans des organismes semi-publics et des départements ministériels (deux par an) (troisième trimestre de 1981);

9.261.28 Ateliers nationaux à l'intention de membres des comités et conseils consultatifs ministériels/sectoriels de formation (un par an) (premier trimestre de 1981);

9.261.29 Réunion régionale de responsables (vice-chanceliers/présidents/recteurs/directeurs) d'établissements d'enseignement supérieur (deuxième trimestre de 1981);

9.261.30 Atelier sous-régional annuel à l'intention d'enseignants dans le domaine de la gestion et de la comptabilité (troisième trimestre de 1981);

9.261.31 Ateliers sous-régionaux à l'intention de formateurs dans le secteur de l'administration du développement (en collaboration avec le secrétariat du Commonwealth) (1981) (premier trimestre de 1981);

9.261.33 Atelier national/sous-régional à l'intention de personnel spécialisé dans les services de sélection professionnelle, de planification des carrières, d'orientation et de conseils (premier et deuxième trimestres de 1981);

9.261.34 Conférence biennale des ministres responsables de la planification, du développement et de l'utilisation des ressources humaines, précédée par la réunion d'un comité d'experts et par la Conférence de l'Association africaine de formation et de perfectionnement (30 octobre 1981);

9.261.35 Programmes de formation individuelle/en groupe en matière de production industrielle et de diffusion d'information sur les activités de services (un par an) (dernier trimestre de 1981);

9.261.37 Séminaires nationaux sur les moyens d'utiliser pleinement les services offerts par les établissements d'enseignement existants en vue de favoriser l'accroissement des effectifs et d'instaurer des liens entre les activités d'enseignement et de recherche conduites dans les établissements d'enseignement supérieur et les activités de production et de services réalisées dans les centres d'activité socio-économique (1981) (dernier trimestre de 1981);

9.261.38 Conférence sous-régionale sur l'élaboration d'arrangements institutionnels pour l'africanisation des examens, des diplômes et des certificats de compétence professionnelle dans certains domaines de compétence (pour les pays anglophones) (deuxième trimestre de 1981);

9.261.41 Instituts de gestion et de conservation de la faune et de la flore de Mweka et de Garua (dernier trimestre de 1981).

e) Subventions et bourses :

9.261.45 Octroi annuel de bourses pour études avant l'emploi dans certains domaines prioritaires : i) agriculture - 52 bourses; ii) professionnel et technique - 57 bourses; iii) gestion - 26 bourses;

9.261.46 Octroi annuel de bourses pour études en cours d'emploi sur certaines activités de production et de services : i) développement de la formation - 98 bourses; ii) développement des capacités de gestion - 83 bourses; iii) science, professionnel et technique - 59 bourses; iv) agriculture - 25 bourses.

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique centrale (Yaoundé)

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.261.47 Réunions d'experts et de ministres sur la coopération dans le domaine du développement et de l'utilisation des instituts multinationaux de formation et de recherche agronomiques (premier trimestre de 1981).

MULPOC de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (Gisenyi)

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.261.48 Réunions d'experts et de ministres chargés d'examiner des rapports relatifs aux modalités de coopération pour la mise en place et l'utilisation de l'institut multinational technique et de formation (dernier trimestre de 1981).

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.261.49 Réunions relatives à la création et à l'expansion d'un collège multinational maritime pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (dernier trimestre de 1981).

9.290.00 ETABLISSEMENTS HUMAINS

C. MISE EN VALEUR ET CONSERVATION DES RESSOURCES PHYSIQUES

9.291.00 Formulation de politiques et création d'institutions

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 53 (IV), 157 (VIII), 209 (IX), 316 (XIII), 358 (XIV) de la Commission; recommandations de la Conférence Habitat de 1976; résolution 32/162 de l'Assemblée générale; résolutions du Comité régional intergouvernemental des établissements humains.

Objectif du sous-programme : L'objectif de ce sous-programme est d'aider les Etats membres à identifier certains problèmes et leurs solutions possibles, et à formuler des politiques et des stratégies efficaces et autonomes en matière d'établissements humains, en vue de l'adoption par les gouvernements d'un plan national d'aménagement physique, dans le cadre de la planification socio-économique, qui servirait de cadre pour une planification complète et intégrée du développement socio-économique; ainsi qu'à créer de nouveaux mécanismes et institutions et/ou à renforcer ceux qui existent déjà et qui ont pour objet de promouvoir le développement des établissements humains en vue d'améliorer l'environnement et la qualité de la vie de tous, et en particulier des pauvres.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.291.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) visant à :

i) Aider les Etats à formuler des politiques et des stratégies complètes et intégrées dans le domaine de la planification régionale, de l'urbanisation et du développement rural intégré;

ii) Créer des unités de planification physique administratives et opérationnelles pour le développement urbain et rural, à obtenir une coordination efficace de ces unités, et à les intégrer dans d'autres institutions responsables de la planification sociale et économique de l'environnement;

iii) Aider les Etats à évaluer les besoins en matière d'infrastructure des projets dans le domaine des établissements humains et du développement rural intégré;

iv) Aider les Etats à promouvoir et à renforcer les centres de formation pour le personnel de tous les niveaux dans le domaine de la planification physique, grâce à des projets réalisés sur le terrain, à des séminaires et à des manuels;

v) Créer des institutions nationales et multinationales de formation dans le domaine de la conception, de la planification et de la création d'établissements humains, en tenant compte des considérations d'ordre écologique, culturel et sociologique;

vi) Aider à renforcer les capacités et les mécanismes nationaux en vue d'améliorer la conception et l'environnement des habitations rurales, péri-urbaines et urbaines, en accordant une attention particulière aux taudis et aux colonies de squatters;

vii) Aider à promouvoir les mécanismes de gestion et la formation du personnel local pour ce qui est des projets de construction de logements coopératifs et d'autoconstruction;

viii) Aider le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe à élaborer et évaluer des projets dans le domaine des établissements humains, en particulier des projets relatifs aux établissements ou à la réinstallation et la réinsertion des personnes déplacées ou des réfugiés;

ix) Promouvoir l'établissement d'une base financière solide pour la construction de logements et de l'infrastructure qui les accompagne et encourager la création d'institutions financières appropriées qui tiennent compte des conditions et des besoins locaux;

x) Formuler et mettre en oeuvre des politiques financières novatrices et renforcer les institutions financières existantes; créer des services de crédit au logement et les infrastructures au moyen d'associations d'épargne et de prêts, d'unions de crédit et de plans d'emprunts pour la construction en zone rurale; créer des banques nationales ayant pour objet de mobiliser des fonds pour la construction d'infrastructures et de logements urbains et ruraux grâce à une participation de la population;

xi) Formuler et mettre en oeuvre des politiques et des stratégies nationales pour la création d'industries des matériaux de construction et du bâtiment et pour la mise au point des techniques traditionnelles et la plus grande utilisation des matériaux locaux.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.291.02 Rapport aux Etats membres sur une étude des politiques en vigueur et des méthodologies élaborées dans le domaine des établissements humains en vue d'aider les pays à arrêter leurs priorités et à élaborer des stratégies pour mettre en oeuvre les politiques et programmes, dans le cadre de leurs plans de développement économique et social, en accordant une place particulière au développement rural intégré (dernier trimestre de 1981);
- 9.291.03 Rapport au Groupe intergouvernemental d'experts sur une étude et évaluation des institutions et des programmes de formation dans les domaines du logement, de la construction et de l'aménagement du territoire en Afrique (dernier trimestre de 1981);
- 9.291.04 Rapport aux Etats membres sur une étude de pré faisabilité suivie d'une étude de faisabilité en vue de la création de centres sous-régionaux de formation pour le personnel de niveau intermédiaire dans le domaine des établissements humains (dernier trimestre de 1981);
- 9.291.05 Impression d'études et traitement de l'information sur les établissements humains et communication de celles-ci aux Etats membres dans le cadre de la mise en place d'une banque africaine de données, en coopération avec le Système panafricain de documentation et d'informatique (PADIS) (dernier trimestre de 1981);
- 9.291.06 Rapport aux Etats membres sur une étude et évaluation des politiques en vigueur régissant l'assainissement des taudis, des colonies de squatters et des agglomérations surpeuplées (dernier trimestre de 1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

- 9.291.26 Réunion d'un groupe d'experts sur les politiques et programmes dans le domaine des établissements humains, une place particulière étant accordée au développement rural (voir projets 9.291.02 et 9.291.03) (1981);
- 9.291.27 Réunion d'un groupe d'experts sur les institutions et les mécanismes régionaux de formation dans le domaine des établissements humains (1981) (voir projets 9.291.02 et 9.291.03);
- 9.291.30 Séminaire régional de formation dans le domaine de l'organisation et de la création de sociétés coopératives et de sociétés d'autoconstruction de logements urbains (février 1981);
- 9.291.31 Séminaire sur l'incidence de l'autoconstruction dans les programmes nationaux (1981).

Programmes connexes : Une collaboration étroite sera maintenue avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), le PNUE, le PNUD, et avec des institutions et groupements financiers internationaux, régionaux et sous-régionaux, avec l'OIT, l'UNESCO, la Banque mondiale, la BAD, l'OMS, l'ONUDI, l'OUA et des organisations non gouvernementales intéressées et toutes les divisions de la CEA compétentes.

III. PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

b) Etudes :

- 9.291.07 Rapport aux Etats membres sur la planification à l'échelon des villages et l'habitation dans les zones rurales en tant qu'éléments unifiés du développement rural intégré en faveur des nomades - projets conjoints du Kenya et de l'Ouganda et du Kenya et de l'Ethiopie (dernier trimestre de 1981);
- 9.291.08 Rapport aux Etats membres sur les incidences physiques et les conséquences pour l'environnement de la construction du complexe sidérurgique multinational prévu dans la sous-région (dernier trimestre de 1981);
- 9.291.09 Rapport aux Etats membres sur un programme spécial de réinstallation des réfugiés du Zimbabwe dans leur pays et d'implantation des réfugiés dans le pays d'accueil (dernier trimestre de 1981);

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

- 9.291.01 xi) Rapport aux Etats membres sur les modalités de programmation et de financement des programmes de logements ruraux et urbains;
- 9.291.01 xii) Rapport aux Etats membres sur la situation de l'habitation des populations nomades du Sahel victimes de la sécheresse.

b) Etudes :

9.291.10 Rapport aux Etats membres sur le financement des logements urbains et sur les problèmes de logements en zone rurale (dernier trimestre de 1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.291.32 Première réunion du Comité sous-régional intergouvernemental des établissements humains (Abidjan, mars 1981).

9.292.00 Mise en valeur et utilisation efficaces des ressources

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 53 (IV), 157 (VIII), 209 (IX), 316 (XIII), 319 (XIII), 358 (XIV) de la Commission; recommandations de la Conférence Habitat de 1976; résolution 32/162 de l'Assemblée générale; décisions du Conseil d'administration du PNUE; résolution 8 (IV) et 6 (V) de la Conférence des ministres africains de l'industrie; Déclaration sur l'industrialisation en Afrique [résolution 267 (XII)]; Déclaration et Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels, adoptés par la deuxième Conférence générale de l'ONUDI en mars 1975; conclusions adoptées lors de la troisième réunion du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique tenue en novembre 1976; résolutions 4 (I) et 2 (II) adoptées par le Comité régional intergouvernemental des établissements humains.

Objectif du sous-programme : Ce sous-programme vise à aider les gouvernements des pays d'Afrique à créer ou renforcer les politiques, programmes et institutions aux niveaux national, sous-régional et régional, qui contribueront à la planification, à la mise en valeur, à la mobilisation et à l'utilisation efficace des ressources financières, naturelles et humaines de façon à atteindre l'autonomie d'ici à l'an 2000 en ce qui concerne les industries du bâtiment et des matériaux de construction, éléments importants du développement des établissements humains.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.292.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) visant à :

i) Promouvoir ou renforcer les politiques, stratégies et instruments opérationnels pour assurer l'identification, la coordination et l'exécution efficaces des programmes et projets de développement des industries du bâtiment et des matériaux de construction; établir en particulier une coopération sous-régionale pour entreprendre des activités communes et complémentaires;

ii) Promouvoir les programmes d'extraction ou de mise en valeur des matières premières nécessaires à la production de matériaux de construction;

iii) Promouvoir la production de matériaux de construction pour répondre à la demande locale en appliquant les critères de la technologie appropriée, de l'autosuffisance en matières premières de base et de la décentralisation (production à petite et moyenne échelle), de l'efficacité de l'utilisation de la capacité de production, de l'harmonisation de la qualité et des normes de protection de l'environnement;

iv) Promouvoir la création et le renforcement des capacités de recherche et d'information dans le domaine du bâtiment et des matériaux de construction;

v) Améliorer la conception et l'environnement des logements des zones rurales, péri-urbaines et urbaines en accordant une attention particulière aux taudis et aux colonies de squatters;

vi) Elaborer des plans de construction de logements coopératifs et d'autoconstruction et mettre en place l'infrastructure nécessaire.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.292.02 Rapport aux Etats membres sur l'élaboration de directives pour la production des matériaux de construction essentiels, en respectant les critères de la technologie appropriée, de l'utilisation des matières premières et des compétences locales, de la création d'usines relativement petites et de l'efficacité des opérations (dernier trimestre de 1981);

9.292.03 Rapport aux Etats membres sur un manuel relatif aux technologies appropriées utilisables dans la production de matériaux de construction (dernier trimestre de 1981);

9.292.04 Rapport aux Etats membres sur les établissements de recherche en matière de bâtiment et de matériaux de construction existants et sur les priorités arrêtées pour l'exécution de nouveaux travaux de recherche et sur les arrangements de coopération (deuxième trimestre de 1981).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.292.20 Annuaire des hommes de science et des techniciens spécialisés dans la recherche sur le bâtiment et les matériaux de construction, regroupés selon leur spécialité, pour servir de guide aux pays africains (deuxième trimestre de 1981);

9.292.21 Etablissement de normes de qualité applicables aux matériaux de construction et de documents en vue de la révision et de l'application de ces normes (troisième trimestre de 1981);

9.292.22 Codes et règlements du bâtiment et établissement de documents en vue de la révision et de la mise en oeuvre de cette réglementation (1980-1981);

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.292.27 Réunion régionale des directeurs des établissements de recherche sur les matériaux de construction et le bâtiment (deuxième trimestre de 1980);

9.292.28 Voyage d'étude en Inde et dans quelques pays d'Extrême-Orient d'équipes de dix planificateurs et experts dans le domaine du bâtiment et des matériaux de construction provenant des diverses sous-régions (premier et troisième trimestres de 1981);

- 9.292.29 Séminaire régional sur la planification et la création d'installations de production de matériaux de construction et d'entreprises de construction décentralisées reposant sur les résultats du voyage d'étude en Inde et en Extrême-Orient (dernier trimestre de 1981);
- 9.292.30 Réunion d'experts du Togo, du Bénin, du Niger, de la Haute-Volta, du Mali, de la Guinée et de la Côte d'Ivoire, chargés d'achever le document de projet relatif à la création d'un centre commun de recherche sur le bâtiment et les matériaux de construction (premier trimestre de 1981);
- 9.292.31 Réunion d'experts de sociétés de logements et d'établissements financiers en vue de promouvoir l'exécution de projets spécifiques de production de matériaux de construction et de modernisation des usines existantes (dernier trimestre de 1981);
- 9.292.32 Réunion régionale d'experts africains en industries des matériaux de construction et du bâtiment en vue d'évaluer les progrès réalisés dans l'exécution du programme de développement et d'arrêter les activités à venir (dernier trimestre de 1981);

Programmes connexes : Une collaboration étroite sera maintenue avec les autres commissions régionales, le PNUD, le HCR, l'ONUDI, le PNUE, l'UNESCO, l'OIT, la Banque mondiale, la BAD, la BADEA et d'autres institutions financières, ainsi qu'avec des pays, des organismes d'assistance technique, des groupements économiques sous-régionaux d'Afrique et des associations professionnelles internationales et africaines, et avec les divisions de la CEA compétentes.

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

b) Etudes :

- 9.292.10 Projet de transformation du Centre du logement et de la construction de Cacavelli à Lomé (Togo) en centre sous-régional desservant les pays voisins (deuxième trimestre de 1981);
- 9.292.11 Rapport aux Etats membres sur les directives à suivre pour faciliter l'élaboration des politiques nationales et promouvoir l'utilisation des matériaux de construction locaux (dernier trimestre de 1981);
- 9.292.12 Rapport aux Etats membres sur la création, les statuts et les attributions d'un conseil de développement des matériaux de construction pour les pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest (dernier trimestre de 1980).

MULPOC de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (Gisenyi)

b) Etudes :

- 9.292.13 Projet de création d'un centre de recherche sur le bâtiment et les matériaux de construction à Bujumbura (Burundi), desservant les pays de la sous-région (deuxième trimestre de 1981);

9.292.14 Rapport aux Etats membres sur les directives à suivre pour élaborer des politiques nationales et promouvoir l'utilisation des matériaux de construction locaux (premier trimestre de 1981);

9.292.15 Rapport aux Etats membres sur la création, les statuts et les attributions d'un conseil de développement des matériaux de construction desservant les pays de la CEPEGL (deuxième trimestre de 1980)

9.330.00 DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

C. MISE EN VALEUR ET CONSERVATION DES RESSOURCES PHYSIQUES

9.331.00 Politiques et planification industrielles

- Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 2626 (XXV), 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale; résolutions 218 (X), 256 (XII) et 267 (XII) de la Commission; Déclaration et Plan d'action de Lima sur le développement et la coopération industriels adoptés par l'ONUDI à sa deuxième Conférence générale en mars 1975; Déclaration d'engagement de Monrovia adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA concernant les directives et les mesures d'autonomie nationale et collective dans le domaine du développement social et économique pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international en Afrique en avril 1979.

Objectif du sous-programme : Formuler des politiques et des programmes industriels africains intégrés intra-sectoriels et intersectoriels pour favoriser le développement industriel dans des conditions telles qu'il y ait un accroissement de la capacité de croissance et de diversification industrielles autonomes sur la base d'un accroissement de l'autonomie nationale et régionale; faciliter la coopération régionale et les consultations internationales pour protéger et défendre les intérêts collectifs des pays africains.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

- 9.331.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

- Dans le domaine de la politique et de la planification industrielles.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.331.02 Faire rapport à la sixième Conférence des ministres africains de l'industrie sur une étude relative aux possibilités de création d'entreprises industrielles dans huit pays africains et comprenant des recommandations ayant trait au développement de ces possibilités (dernier trimestre de 1981);

- 9.331.03 Faire rapport à la sixième Conférence des ministres africains de l'industrie sur les directives concernant l'élaboration de plans industriels sous-régionaux dans le cadre du Plan d'action de Lagos (dernier trimestre de 1981);

- 9.331.04 Faire rapport à la sixième Conférence des ministres africains de l'industrie sur l'examen et l'évaluation annuels des progrès réalisés en Afrique en matière de développement et de coopération industriels (dernier trimestre de 1981).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

- 9.331.20 "Investment Africa" (l'investissement en Afrique) (dernier trimestre de 1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

- 9.331.26 Séminaire d'hommes d'affaires africains chargé d'examiner un rapport sur une étude consacrée au développement des possibilités de création d'entreprises industrielles en Afrique (troisième trimestre de 1981);
- 9.331.27 Septième réunion du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique (dernier trimestre de 1981);
- 9.331.28 Sixième Conférence des ministres africains de l'industrie (dernier trimestre de 1981).

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

b) Etudes :

- 9.331.05 Faire rapport à une réunion de consultation intergouvernementale d'experts sur les modalités de la coopération en vue de la mise en oeuvre des projets intéressant l'industrie sidérurgique et l'industrie chimique identifiés dans la sous-région (troisième trimestre de 1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

- 9.331.29 Réunion de consultation intergouvernementale d'experts sur les modalités de la coopération ayant pour objet la mise en oeuvre des projets intéressant l'industrie sidérurgique et l'industrie chimique identifiés dans la sous-région (troisième trimestre de 1981).

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

b) Etudes :

- 9.331.06 Faire rapport à une réunion de consultation intergouvernementale d'experts sur les modalités de la coopération en vue de la mise en oeuvre de projets intéressant l'industrie chimique identifiés dans la sous-région (troisième trimestre de 1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

- 9.331.30 Une réunion de consultation intergouvernementale d'experts sera organisée sur les modalités de la coopération en vue de la mise en oeuvre de projets intéressant l'industrie chimique identifiés dans la sous-région (troisième trimestre de 1981).

Programmes connexes : Etroite collaboration avec la Division de l'administration publique de la gestion et de la main-d'oeuvre, le Service de la coopération économique et les MULPOC de la CEA.

9.332.00 Développement des industries de base

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 2626 (XXV), 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale; résolutions 213 (X), 256 (XII), 267 (XII) et 319 (XIII) de la Commission; Déclaration et Plan d'action de Lima sur le développement et la coopération industriels adoptés par l'ONUDI à sa deuxième Conférence générale en mars 1975 et la Déclaration d'engagement de Monrovia adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA concernant les directives et les mesures sur l'autonomie nationale et collective dans le domaine du développement social et économique en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international en Afrique en avril 1979.

Objectif du sous-programme : Aider les pays africains, à l'échelon sous-régional, à identifier des projets industriels en vue de les rendre à même de prendre des décisions sur les projets prioritaires et de définir les activités consécutives, et à les rendre mieux à même d'identifier, d'élaborer et d'évaluer les projets.

Industrie chimique

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.332.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

- Développement de l'industrie chimique.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.332.02 Faire rapport aux Etats membres sur une étude modèle de préfaisabilité concernant la formulation des produits pharmaceutiques (deuxième trimestre de 1981);

9.332.03 Faire rapport aux Etats membres sur une étude modèle de préfaisabilité concernant la fabrication des liquides intraveineux (deuxième trimestre de 1981);

9.332.04 Faire rapport aux Etats membres sur une étude modèle de préfaisabilité concernant la formulation des pesticides (deuxième trimestre de 1981).

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

b) Etudes :

9.332.05 Faire rapport à la réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka sur le contenu des projets en ce qui concerne les engrais, les pesticides et les produits pharmaceutiques (janvier 1981);

9.332.06 Faire rapport au Gouvernement éthiopien (et ultérieurement à la réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka) sur l'étude de marché relative à l'industrie de la potasse en Ethiopie (troisième trimestre de 1981).

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niaméy)

b) Etudes :

- 9.332.07 Faire rapport à la réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Niaméy sur le contenu des projets en ce qui concerne les engrais, les pesticides et les produits pharmaceutiques (février 1981).

Industries mécaniques

I. PROGRAMME GENERAL

- 9.332.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

- Développement des industries mécaniques.

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

b) Etudes :

- 9.332.08 Faire rapport à cinq Etats membres du MULPOC de Lusaka sur le rang de priorité et les stratégies adoptés eu égard au développement, à la promotion, à la conception et à la création de certaines industries mécaniques (troisième trimestre de 1980).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

- 9.332.26 Réunion de travail sur les industries métallurgiques et mécaniques à l'intention de responsables des pays du MULPOC de Lusaka (novembre/décembre 1980).

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niaméy)

b) Etudes :

- 9.332.09 Faire rapport à sept Etats membres du MULPOC de Niaméy sur le rang de priorité et les stratégies adoptés eu égard au développement, à la promotion, à la conception et à la création de certaines industries mécaniques (quatrième trimestre de 1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

- 9.332.27 Réunion de travail sur les industries métallurgiques et mécaniques à l'intention de responsables des pays du MULPOC de Niaméy (troisième trimestre de 1981).

MULPOC de l'Afrique centrale (Yaoundé)

b) Etudes :

9.332.10 Faire rapport à sept Etats membres du MULPOC de Yaoundé sur le rang de priorité et les stratégies adoptés eu égard au développement, à la promotion, à la conception et à la création de certaines industries mécaniques (quatrième trimestre de 1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.332.28 Réunion de travail sur les industries métallurgiques et mécaniques à l'intention de responsables des pays du MULPOC de Yaoundé (troisième trimestre de 1981).

Industries métallurgiques

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

b) Etudes :

9.332.11 Faire rapport à la réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka sur les possibilités de développement de l'industrie sidérurgique dans les pays du MULPOC de Lusaka (janvier 1981);

9.332.12 Faire rapport à la réunion d'un groupe de travail intergouvernemental d'experts sur la complémentarité à l'échelon multinational des projets métallurgiques et sidérurgiques entrepris dans les pays du MULPOC de Lusaka (voir 9.331.28) (troisième trimestre de 1981).

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

b) Etudes :

9.332.13 Faire rapport à la réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Niamey sur le contenu des projets en ce qui concerne l'industrie métallurgique et sidérurgique dans les pays du MULPOC de Niamey (quatrième trimestre de 1981).

9.332.00 Traitement des denrées alimentaires et agro-industries

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

9.332.29 Stage de formation à l'intention de quelque 30 participants sur l'élaboration des projets et sur l'évaluation des projets relatifs au traitement des denrées alimentaires et à l'agro-industrie entrepris dans les pays du MULPOC de Niamey (premier trimestre de 1981).

9.333.00 Création d'institutions générales

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 2626 (XXV), 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale; résolutions 218 (X), 256 (XII) et 267 (XII) de la Commission; Déclaration et Plan d'action de Lima sur le développement et la coopération industriels adoptés par l'ONUDI à sa deuxième Conférence générale en mars 1975 et Déclaration d'engagement de Monrovia adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA concernant les directives et les mesures d'autonomie nationale et collective dans le domaine du développement social et économique pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international en Afrique en avril 1979.

Objectif du sous-programme : Aider les gouvernements à renforcer leurs organismes de développement industriel aux plans national et multinational.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.333.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Pour mettre en place les installations du Centre de conception et de fabrication techniques en fournissant des services de soutien;

ii) Pour mobiliser l'aide à apporter au Fonds africain de développement industriel et la participation à ce Fonds.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.333.02 Faire rapport à la sixième Conférence des ministres africains de l'industrie sur la possibilité de créer un centre régional africain de services d'ingénieurs-conseils et de gestion industrielle et examen et évaluation des possibilités de certains pays africains en matière de conception, de planification, d'évaluation et de mise en oeuvre de projets industriels (dernier trimestre de 1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.333.26 Réunion intergouvernementale d'experts chargée d'examiner un rapport sur la possibilité de créer un centre régional africain de services d'ingénieurs-conseils et de gestion industrielle (troisième trimestre de 1981).

Programmes connexes : Etroite collaboration avec la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre de la CEA.

9.334.00 Développement de la petite industrie et des industries rurales

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 2626 (XXV), 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale; résolutions 218 (X), 256 (XII) et 267 (XII) de la Commission, Déclaration et Plan d'action de Lima sur le développement et la coopération industriels adoptés par l'ONUDI à sa deuxième Conférence générale en mars 1975 et Déclaration d'engagement de Monrovia adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA concernant les directives et les mesures d'autonomie nationale et collective dans le domaine du développement social et économique pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international en Afrique en avril 1979.

Objectif du sous-programme : Aider les gouvernements à formuler des politiques et à créer des organismes et des services d'appui susceptibles d'activer la mise en oeuvre des projets ayant trait à la petite industrie et aux industries rurales, ainsi qu'à renforcer lesdites politiques et lesdits organismes et services.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.334.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

- Définition de politiques déterminantes et création d'organismes et de services de soutien dans le cadre de la petite industrie et des industries rurales.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.334.02 Faire rapport à la sixième Conférence des ministres africains de l'industrie sur l'examen dans un certain nombre de pays africains de la structure des organismes de l'appui et des problèmes rencontrés par ces organismes dans le cadre de la petite industrie : services destinés à faciliter les activités techniques (dernier trimestre de 1981).

9.340.00 COMMERCE INTERNATIONAL

A. QUESTIONS GENERALES ET TECHNIQUES INTERESSANT LE DEVELOPPEMENT

9.341.00 Commerce intérieur et financement

Textes portant autorisation des travaux : Plan d'action recommandé par la sixième Conférence des ministres de la CEA et par la Conférence des ministres africains du commerce à sa sixième session.

Objectif du sous-programme : Fournir les services de supervision et de consultation d'appui en vue d'aider les Etats membres à rationaliser le commerce sur les marchés nationaux et leurs politiques et mécanismes de financement.

Activités :

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.341.02 Rapport aux Etats membres sur les monographies relatives aux structures et à la dynamique des marchés, du commerce et du financement (1981) - (deuxième trimestre de 1983).

Programmes connexes : Une collaboration étroite sera maintenue avec le Centre (CNUCED/GATT) du commerce international et plusieurs divisions de la CEA : Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre, Division mixte CEA/FAO de l'agriculture, Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie et Division des ressources naturelles.

9.342.00 Commerce et financement intra-africains

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 30 (III), 87 (V) et 262 (XII) de la Commission; résolution 3202 (3-VI) de l'Assemblée générale.

Objectif du sous-programme : Aider les pays d'Afrique à mettre en oeuvre un programme intégré dans le domaine de la promotion, du commerce, de la politique et des institutions commerciales, de façon à favoriser le développement du commerce intra-africain et la coopération financière et monétaire.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.342.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Services consultatifs et missions dans huit pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et cinq pays de l'Afrique centrale (MULPOC de Yaoundé) dans le domaine de la promotion du commerce, du développement des marchés et des études de marchés, des négociations commerciales multilatérales et de l'établissement ou de l'accroissement du commerce;

ii) Services consultatifs et missions dans quatre pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et quatre pays de l'Afrique de l'Ouest dans le domaine de la politique commerciale, visant à analyser les législations, règles et règlements commerciaux en vigueur ainsi que les pratiques commerciales et d'aider les pays à les revoir de façon à promouvoir l'essor du commerce intra-africain;

iii) Services consultatifs et missions en République-Unie de Tanzanie, au Kenya et en Ouganda, en vue d'étudier la possibilité de transformer la Banque de développement de l'Afrique orientale en banque sous-régionale de développement desservant les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe;

iv) Services consultatifs et missions pour déterminer les mesures fiscales et financières de nature à décourager le financement des exportations aux niveaux national et/ou sous-régional et pour proposer des améliorations éventuelles dans les pratiques de crédit des banques commerciales et d'autres établissements financiers dans huit Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et dans quatre pays de l'Afrique de l'Ouest.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.342.02 Rapport aux Etats membres sur les études relatives aux produits entrant ou susceptibles d'entrer dans le commerce entre pays africains et notamment aux denrées alimentaires telles que le café, le thé et des produits manufacturés comme les chaussures et les vêtements de confection (1980-1981) (troisième trimestre de 1981);

9.342.03 Rapport aux Etats membres sur les études relatives au commerce intra-africain des matières premières et des produits importants (tels que la bauxite, l'aluminium, le pyrèthre, le bois, les graines oléagineuses, le zinc, l'ammoniaque, la potasse, le soufre et la pâte à papier) qui sont destinés aux industries de base (1981) - (deuxième trimestre de 1982);

9.342.04 Rapport aux Etats membres sur les études relatives à la création de bourses africaines des métaux (cuivre, minéral de fer, zinc, plomb et bauxite) (1981) - (premier trimestre de 1982);

9.342.05 Rapport aux Etats membres sur l'étude visant à déterminer les produits issus de la transformation des matières premières locales et susceptibles d'être échangés entre pays africains par des sociétés africaines mixtes ou multinationales (première partie) (1981) - (troisième trimestre de 1982);

9.342.06 Rapport aux Etats membres sur une étude comparative de l'africanisation des structures du commerce extérieur, une analyse générale et une évaluation de ses tendances, perspectives et modalités (1981) - (premier trimestre de 1982);

9.342.07 Rapport aux Etats membres sur la création d'associations d'acheteurs/importateurs et de producteurs/exportateurs (entreprises publiques, privées et mixtes), pour le riz, le maïs, le coton et les produits du coton (1981) - (premier trimestre de 1982);

9.342.08 Rapport aux Etats membres sur les études de faisabilité relatives à la création d'entreprises multinationales d'importation et d'exportation (1981) - (troisième trimestre de 1983);

- 9.342.09 Rapport aux Etats membres sur la promotion des échanges et de la coopération grâce à la création d'une association des organismes publics de commerce africains (1981) - (premier trimestre de 1981);
- 9.342.10 Rapport aux Etats membres sur la création d'entreprises multinationales africaines de commercialisation (1981) - (deuxième trimestre de 1982);
- 9.342.11 Rapport aux Etats membres sur l'état d'avancement du projet de développement des groupements économiques sous-régionaux, visant à aider ces derniers à établir progressivement des formes de coopération plus modernes qui conduiraient finalement à l'instauration d'un marché commun africain (1981) - (premier trimestre de 1982);
- 9.342.12 Rapport aux Etats membres sur les modes de refinancement régional pour les assurances de crédit à l'exportation et les services de garanties à l'exportation (1981) - (premier trimestre de 1981).
- c) Rassemblement et diffusion de renseignements :
- 9.342.20 "Le commerce africain", publication semestrielle;
- 9.342.21 Publication de l'annuaire commercial africain (1980-1981);
- 9.342.22 Troisième foire commerciale panafricaine organisée par l'OUA et lancement de campagnes de promotion des produits africains ("Achetez africain") (1980).
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.342.26 Deux cours de formation aux techniques commerciales intra-africaines, à la commercialisation, à la promotion des exportations ainsi qu'à la constitution d'une documentation (1981);
- 9.342.27 Journées d'études réunissant acheteurs et vendeurs de denrées alimentaires, notamment de viande et de produits de boucherie (1981);
- 9.342.28 Réunion de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale (voir 9.342.32) (1981);
- 9.342.29 Septième réunion de la Conférence des ministres de la CEA (1981);
- 9.342.30 Colloque sur la promotion du commerce intra-africain à l'occasion de la troisième foire commerciale panafricaine organisée par l'OUA (1980);
- 9.342.31 Séminaires de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest sur le rôle des banques commerciales dans la promotion des échanges intra-africains (1980);
- 9.342.32 Séminaire de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale sur le rôle des institutions de promotion commerciale dans le développement du commerce intra-africain (1980);
- 9.342.33 Trois réunions de l'Association des banques centrales africaines (1980-1981);
- 9.342.34 Deux réunions du Centre africain d'études monétaires (1980-1981).

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

b) Etudes :

- 9.342.13 Rapport aux Etats membres sur la création d'une bourse des produits agricoles pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (1980-1981) - (premier trimestre de 1981) (voir 9.342.35);
- 9.342.14 Rapport aux Etats membres sur le traité envisagé pour l'établissement d'une zone d'échanges préférentiels (ZEP) pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et les protocoles d'accord y relatifs (1980-1981) - (premier trimestre de 1981) (voir 9.342.36 et 9.342.37);
- 9.342.15 Rapport aux Etats membres sur l'analyse des législations, règles, réglementations et pratiques commerciales en vigueur en Afrique et notamment des barrières tarifaires et non tarifaires protégeant les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (1981) - (premier trimestre de 1982);
- 9.342.16 Rapport aux Etats membres sur l'étude de faisabilité relative à la transformation de la Banque de développement de l'Afrique orientale en banque sous-régionale de développement pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (1981) - (premier trimestre de 1981) (voir 9.342.38);
- 9.342.17 Rapport aux Etats membres sur une étude de faisabilité concernant les accords de compensation et de paiements dans les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (1980-1981) - (deuxième trimestre de 1982);
- 9.342.18 Rapport aux Etats membres sur une étude de faisabilité relative à la création de services nationaux et sous-régionaux d'assurance du crédit à l'exportation pour quatre Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (1981) - (deuxième trimestre de 1982).
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.342.35 Réunions d'experts et de ministres chargés d'examiner les résultats des études et de décider de la création d'une bourse des produits agricoles pour les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (1981) (voir 9.342.13);
- 9.342.36 Huitième réunion du Groupe intergouvernemental de négociations et réunion extraordinaire du Conseil des ministres des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe en vue d'étudier le traité envisagé pour l'établissement d'une zone d'échanges préférentiels pour ces Etats et de faire des recommandations à ce sujet (1981) (voir 9.342.14 et 9.342.37);
- 9.342.37 Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement en vue d'examiner, d'adopter et de signer le traité envisagé pour l'établissement d'une zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (1981) (voir 9.342.14 et 9.342.36);

9.342.38 Réunions d'experts et de ministres des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe chargés d'étudier les résultats du rapport présenté sous la rubrique 9.342.16 et de se prononcer sur l'expansion de la Banque de développement de l'Afrique orientale (1981) (voir 9.342.16).

MULPOC de l'Afrique centrale (Yaoundé)

b) Etudes :

9.342.19 a) Rapport aux Etats membres sur la promotion du commerce entre les pays de l'Afrique centrale et sur la possibilité d'établir un cadre institutionnel pour l'instauration d'un marché commun sous-régional, compte tenu de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (1980-1981) - (troisième trimestre de 1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.342.38 Réunions d'experts et de ministres consacrées à l'examen des recommandations relatives à l'instauration d'arrangements de coopération commerciale et financière appropriés entre les pays de l'Afrique centrale (1981);

9.342.39 Réunions des chambres de compensation de l'Afrique centrale (1980-1981).

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

b) Etudes :

9.342.19 b) Rapport aux Etats membres sur l'harmonisation des dispositions prévoyant la libéralisation du commerce dans les traités portant création de la CEDEAO, la CEA0 et l'Union du fleuve Mano (1980-1981) - (troisième trimestre de 1981) (voir 9.342.40);

9.342.19 c) Rapport aux Etats membres sur l'analyse des législations, règles, réglementation et pratiques commerciales en vigueur, et notamment des barrières tarifaires et non tarifaires protégeant les pays de l'Afrique de l'Ouest (1981) - (deuxième trimestre de 1982);

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.342.40 Réunions du comité de coordination de la CEDEAO, de la CEA0 et de l'Union du fleuve Mano sur l'étude figurant à la rubrique 9.342.19 b) (1980-1981);

9.342.41 Réunion d'experts et de ministres du MULPOC de Niamey et des divers groupements économiques de la région (1980-1981);

9.342.42 Réunions de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest (1980-1981).

MULPOC de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (Gisenyi)

b) Etudes :

9.342.19 d) Rapport aux Etats membres sur la possibilité de promouvoir le commerce de produits provenant de la vallée du Ruzizi à l'intérieur de la Communauté et sur les mesures visant à éliminer les obstacles qui s'y opposent (1980-1981) - (troisième trimestre de 1981);

9.342.19 e) Rapport aux Etats membres sur les mécanismes permettant l'harmonisation des procédures douanières et des systèmes de paiements en vue d'assurer l'intégration économique des pays des Grands Lacs (1980-1981) - (troisième trimestre de 1980).

MULPOC de l'Afrique du Nord (Tanger)

b) Etudes :

9.342.19 f) Rapport aux Etats membres sur la promotion du commerce entre les pays d'Afrique du Nord et sur la possibilité de créer une institution de promotion du commerce (1980-1981) - (deuxième trimestre de 1980) (voir 9.342.43);

9.342.19 g) Rapport des Etats membres sur une étude de faisabilité relative aux arrangements de compensation et de paiements dans les pays d'Afrique du Nord (1981) - (premier trimestre de 1982) (voir 9.342.43).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.342.43 Réunions d'experts et de ministres consacrées à l'examen des recommandations relatives à l'établissement d'arrangements institutionnels entre les pays d'Afrique du Nord (1981) (voir 9.342.19 f) et 9.342.19 g)).

Programmes connexes : Une collaboration étroite sera maintenue avec l'OUA, la CNUCED, le Centre (CNUCED/GATT) du commerce international, la Banque africaine de développement, l'Association des organisations africaines de promotion commerciale, le FMI, la Banque mondiale et les divisions compétentes de la CEA (Division mixte CEA/FAO de l'agriculture, Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie, Division de la recherche et de la planification socio-économiques, Division de la statistique, Division des transports, des communications et du tourisme et le Service de la coopération économique).

9.343.00 Relations commerciales et financières avec les pays non africains

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 3202 (S-VI) et 3362 (S-VI) de l'Assemblée générale; résolutions 30 (III), 87 (V), 260 (XII) et 355 (XIV) de la Commission; Conférence de Mexico sur la coopération économique entre pays en développement; résolution 1 (I) du Comité de la coopération économique entre pays en développement de la CNUCED; résolution 127 (V) de la CNUCED; Déclaration et Programme d'action concernant la coopération afro-arabe; Plan d'action de Buenos Aires concernant la CTPD; sixième session de la Conférence des ministres africains du commerce.

Objectif du sous-programme : Aider les pays africains à améliorer le plus possible leurs relations commerciales, financières et monétaires avec les pays non africains et à participer plus activement aux négociations commerciales, financières et monétaires internationales.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.343.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Missions de services consultatifs dans cinq pays en rapport avec des études entreprises en vue d'identifier les barrières et obstacles au commerce et d'aider les Etats membres à les éliminer de façon à obtenir l'amélioration et l'expansion de leurs relations commerciales et financières avec les pays non africains;

ii) Organisation et service de réunions visant à aider les Etats membres à harmoniser leurs positions sur des questions relatives aux relations commerciales et financières avec les pays non africains, notamment des réunions du Comité régional ministériel sur l'évaluation des progrès réalisés dans les domaines des questions commerciales et financières internationales en vue du développement de l'Afrique.

IV. PROGRAMME INTERREGIONAL

b) Etudes :

9.343.02 Rapport aux Etats membres sur les possibilités d'importer en commun des produits essentiels, pour les sous-régions de la CEA0 et de l'UDEAC (1981) - (premier trimestre de 1982);

9.343.03 Rapport aux Etats membres sur les problèmes et les perspectives pour la région africaine découlant de la création du Fonds commun (1981) - (deuxième trimestre de 1981);

9.343.04 Rapport aux Etats membres sur les perspectives commerciales et économiques entre pays africains et pays socialistes d'Europe orientale (1981) - (deuxième trimestre de 1981);

9.343.05 Rapport aux Etats membres sur les principes directeurs relatifs à la réalisation de l'étude de faisabilité concernant la création d'un fonds monétaire africain (1980) - (deuxième trimestre de 1981) (voir 9.343.31);

9.343.06 Rapport aux Etats membres sur l'examen et l'évaluation à la fin de chaque exercice biennal des incidences de la situation monétaire et financière internationale pour les pays africains, y compris une étude périodique des conséquences des fluctuations des taux de change des principales monnaies sur la balance des paiements ainsi que l'évaluation des répercussions à long terme des différents aménagements de la dette pour les pays africains (1981) - (troisième trimestre de 1981);

9.343.07 Rapport aux Etats membres sur deux études visant à les aider à harmoniser leurs positions en vue de diverses négociations commerciales et financières internationales (1980-1981) - (troisième trimestre de 1981);

- 9.343.08 Rapport aux Etats membres sur trois études relatives au suivi de l'application des accords commerciaux et financiers internationaux (1980-1981) - (premier trimestre de 1982);
- 9.343.09 Rapport aux Etats membres sur les relations commerciales actuelles et potentielles entre pays africains et pays arabes (1981) - (premier trimestre de 1983);
- 9.343.10 Rapport aux Etats membres sur les relations commerciales actuelles et potentielles entre pays africains et pays latino-américains (1981) - (premier trimestre de 1982) (voir 9.343.34);
- 9.343.11 Rapport aux Etats membres sur les relations commerciales actuelles et potentielles entre pays africains et pays asiatiques (1981) - (premier trimestre de 1982) (voir 9.343.34);
- 9.343.12 Rapport aux Etats membres sur les modalités de coopération entre les organismes commerciaux d'Etats africains et ceux existant dans d'autres régions en développement (1981) - (quatrième trimestre de 1982) (voir 9.343.09 et 9.343.34);
- 9.343.13 Rapport aux Etats membres sur les modalités d'une participation africaine aux entreprises multinationales de commercialisation créées par des pays en développement (1981) - (troisième trimestre de 1982) (voir 9.343.10).
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :
- 9.343.26 Réunion de travail sur des questions internationales liées aux produits de base intéressant particulièrement les pays africains, dans le cadre du Programme intégré sur les produits de base de la CNUCED, réunion organisée conjointement par la CNUCED, la CEA et l'OUA (1981);
- 9.343.27 Séminaire sur les bois tropicaux, organisé dans le cadre du Programme intégré sur les produits de base de la CNUCED (1981);
- 9.343.28 Séminaire sur la viande de boucherie, organisé dans le cadre du Programme intégré sur les produits de base de la CNUCED (1981);
- 9.343.29 Réunions africaines préparatoires aux réunions de la CNUCED et organisées en conjonction avec ces dernières (1981);
- 9.343.30 Réunion du Comité ministériel sur les progrès réalisés dans les domaines des questions commerciales et financières internationales en vue du développement de l'Afrique (1981) (voir 9.343.01 ii));
- 9.343.31 Réunion d'un groupe d'experts chargé d'étudier les moyens de créer un fonds monétaire africain (1981) (voir 9.343.05);
- 9.343.32 Séminaire régional sur les échanges commerciaux entre pays africains et pays socialistes d'Europe orientale (1981) (voir 9.343.04);

- 9.343.33 Conférence annuelle des gouverneurs africains à l'occasion des réunions annuelles FMI/BIRD, en vue d'examiner et d'évaluer la situation monétaire et financière internationale du point de vue des pays africains (1981);
- 9.343.34 Réunions de groupes de travail régionaux et interrégionaux (CEA/CEPAL et CEA/CESAP) chargés d'examiner les études prévues sous 9.343.10, 9.343.11 et 9.343.12 (1981);
- 9.343.35 Séminaire sur le commerce avec les pays en développement d'Amérique latine (1981);
- 9.343.36 Voyage d'étude à l'intention d'entrepreneurs africains dans six pays d'Asie et six pays d'Amérique latine, en vue de l'établissement de contacts commerciaux (1981);
- 9.343.37 Réunions africaines préparatoires aux réunions sur la coopération économique entre pays en développement, en conjonction avec ces dernières.

Programmes connexes : Collaboration étroite avec l'OUA, la CNUCED, la BAD, le FMI, la BIRD, les autres commissions économiques régionales de l'ONU, la Division des ressources naturelles, la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture, la Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie, la Division de la statistique, la Division de la recherche et de la planification socio-économiques, la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre et le Service de la coopération économique.

9.344.00 Sociétés transnationales

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 3201 (G-VI) et 3202 (G-VI) de l'Assemblée générale; résolutions 1913 (LVII) et 1961 (LIX) du Conseil économique et social; résolution 325 (XIII) de la Commission.

Objectif du sous-programme : Aider les pays africains à mieux appréhender les structures, les politiques et les activités des sociétés transnationales, à mettre en place des mécanismes et des rouages institutionnels pour le contrôle et l'évaluation de ces structures, politiques et activités et à élaborer des politiques efficaces vis-à-vis des sociétés transnationales.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

- 9.344.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Accroissement et renforcement de leurs capacités de tirer le meilleur parti possible de la présence des sociétés transnationales, y compris renforcement des positions de négociation des pays africains dans les négociations avec les sociétés transnationales et élaboration d'une position commune africaine vis-à-vis de ces sociétés;

- ii) Etablissement de nouvelles relations entre les sociétés transnationales et les entreprises autochtones, notamment de relations interindustrielles rationnelles;
- iii) Institution d'un système de consultations bilatérales et multilatérales et d'échanges de renseignements entre pays africains et entre l'Afrique et d'autres régions, en ce qui regarde les activités des sociétés transnationales;
- iv) Harmonisation des politiques nationales relatives au contrôle et à la supervision des activités des sociétés transnationales grâce à l'adoption et à l'application d'un code de conduite et d'autres accords et arrangements multilatéraux;
- v) Création d'entreprises intergouvernementales africaines chargées d'assumer certaines fonctions dévolues aux entreprises traditionnelles;
- vi) Adoption et exécution de programmes interrégionaux visant à favoriser une action concertée vis-à-vis des sociétés transnationales, notamment, réalisation d'études communes sur des questions d'intérêt mutuel et sur les possibilités d'accroître les échanges commerciaux entre pays intéressés.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.344.02 Rapport aux Etats membres sur les incidences des activités des sociétés transnationales dans certains domaines : balance des paiements, achat et acquisition de technologie, emploi et formation (1980-1981);
- 9.344.03 Rapport aux Etats membres sur les activités des sociétés transnationales dans certains secteurs et sous-secteurs économiques clés : industries extractives, transports et transports maritimes, intermédiaires bancaires et financiers, commerce d'importation et d'exportation (1980-1981);
- 9.344.04 Rapport aux Etats membres sur les sociétés transnationales et les pratiques commerciales restrictives (1981);
- 9.344.05 Rapport aux Etats membres sur les négociations avec les sociétés transnationales (1980-1981) (voir 9.344.27);
- 9.344.06 Rapport aux Etats membres sur les incidences des activités des sociétés transnationales sur les industries des aliments pour nourrissons et des boissons (1980-1981).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

- 9.344.20 Profil de certaines sociétés transnationales, y compris bibliographies et autre documentation ayant trait aux sociétés transnationales dans la région africaine (1980-1981);
- 9.344.21 Publication annuelle résumant les principaux résultats et conclusions des travaux réalisés par le Groupe mixte CEA/Centre sur les sociétés transnationales et des études du Centre sur les activités des sociétés transnationales en Afrique (1980).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.344.26 Réunion de travail sur les sociétés transnationales et le développement de l'Afrique dans les années 80 (1981);

9.344.27 Réunion de travail sur les négociations avec les sociétés transnationales (1981) (voir 9.344.05).

Programmes connexes : Collaboration étroite avec le Centre sur les sociétés transnationales, la CNUCED, l'UIT, la Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie, la Division des ressources naturelles et le Service de la coopération économique.

9.440.00 GESTION ET EMPLOI DE LA MAIN-D'OEUVRE

B. PLANIFICATION EN VUE DU PERFECTIONNEMENT ET DE L'UTILISATION DE LA MAIN-D'OEUVRE

9.441.00 Planification et politiques dans le domaine des ressources humaines et de l'emploi

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 110 (VI), 125 (VIII), 129 (VII), 173 (VIII), 195 (IX), 306 (XIII), 319 (XIII), 348 (XIV) et 389 (XV) de la Commission; résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale et Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique de mai 1973 (partie relative aux ressources humaines).

Objectif du sous-programme : Aider les Etats membres à considérer et à formuler des politiques et des principes directeurs en ce qui concerne le développement et l'utilisation des ressources humaines de même qu'à analyser l'efficacité du mécanisme mis en place pour le bon déroulement des activités en matière de planification des ressources humaines. Entreprendre des études en vue de la planification des ressources humaines, du rassemblement et de l'analyse des données pour le développement des ressources humaines. Evaluer dans quelle mesure les établissements d'enseignement et de formation pourront répondre aux besoins en matière de développement des ressources humaines.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.441.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) visant à :

i) Examiner la nature, la portée et le contenu des politiques et des législations régissant le développement et l'utilisation des ressources humaines;

ii) Evaluer l'état et l'efficacité des organes pour la planification des ressources humaines et suivre les activités menées pour les développer et les utiliser;

iii) Déterminer l'efficacité des moyens dont disposent les établissements d'enseignement et de formation;

iv) Proposer des mesures concrètes en vue d'éliminer les insuffisances de i) et le iv).

b) Etudes :

9.441.02 Evaluation des activités :

i) Rapport aux Etats membres sur l'efficacité, la nature et la portée des politiques et des législations en matière de ressources humaines;

ii) Rapport aux Etats membres sur la nature et l'efficacité des mécanismes conçus pour planifier et surveiller l'utilisation des ressources humaines et pour veiller à leur développement (troisième trimestre de 1981);

iii) Rapport aux Etats membres sur la qualité et la capacité des établissements d'enseignement et de formation et d'autres programmes internes de perfectionnement du personnel ainsi que sur leurs besoins en personnel (troisième trimestre de 1981).

9.441.03 Etudes sectorielles de la main-d'oeuvre dans les différentes branches d'activités industrielles (dernier trimestre de 1981).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.441.20 Schéma des besoins en main-d'oeuvre (dernier trimestre de 1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.441.26 Séminaires nationaux d'orientation portant sur l'importance, la nature et la portée de la planification de l'utilisation des ressources humaines et des mécanismes de contrôle du développement et de l'utilisation efficaces de celles-ci ainsi que des liens de coopération nécessaires (premier, deuxième et troisième trimestres de 1981);

9.441.27 Journées d'études nationales à l'intention du personnel technique et administratif chargé de la planification des ressources humaines (premier, deuxième et troisième trimestres de 1981);

9.441.28 Journées d'études sous-régionales consacrées à la programmation en vue du développement et de l'utilisation des ressources humaines dans : i) l'industrie métallurgique et mécanique et ii) l'industrie du bâtiment et des matériaux de construction;

9.441.29 Conférence biennale des ministres responsables de la planification, du développement et de l'utilisation des ressources humaines (précédée d'une réunion de hauts fonctionnaires experts en planification, développement, utilisation et gestion des ressources humaines (troisième trimestre de 1981)).

9.442.00 Planification de l'emploi en vue de l'utilisation des ressources humaines

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 110 (VI), 125 (VII), 129 (VII), 173 (VIII) et 195 (IX) de la Commission; résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale et Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique de mai 1973 (partie relative aux ressources humaines).

Objectif du sous-programme : Aider les Etats membres à analyser leurs politiques et législations en matière d'emploi de façon à s'acquitter de l'engagement qu'ils ont pris de promouvoir la coopération entre pays africains et donc de mettre en commun leurs ressources humaines; faciliter l'identification, le retour dans leur pays et l'emploi de la main-d'oeuvre migrante et qualifiée dans le cadre de la Coopération technique entre pays en développement (CTPD) et des principes du transfert inverse de technologie; évaluer et ultérieurement mettre au point un mécanisme approprié de planification de l'emploi et de l'utilisation des ressources humaines; établir et exploiter un système efficace de planification de l'emploi et de collecte de données sur le placement des employés; planifier l'intégration efficace des travailleurs migrants dans la vie économique du pays; développer l'esprit d'entreprise locale et créer des entreprises génératrices d'emploi.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.442.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) visant à :

i) Examiner la nature, la portée et le contenu des politiques et législations nationales en matière d'emploi;

ii) Effectuer des études sur l'emploi puis établir un inventaire des possibilités d'augmenter le nombre d'emplois;

iii) Analyser les tâches et mettre au point des modèles de programmes de formation pour accroître les compétences utilisables (deuxième trimestre de 1981).

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.442.02 Rapport aux Etats membres sur les tendances, les caractéristiques et les variations saisonnières des migrations de main-d'oeuvre, une place particulière étant accordée i) à l'exode des compétences et ii) aux travailleurs migrants (premier trimestre de 1981);

9.442.03 Rapport aux Etats membres sur la capacité d'absorption de la main-d'oeuvre des secteurs d'activités et sur le développement du potentiel i) des entreprises; ii) de l'industrie du bâtiment et d'autres industries à forte intensité de main-d'oeuvre; et iii) de l'agriculture et des agro-industries (premier trimestre de 1981);

9.442.04 Rapport aux Etats membres sur les moyens d'utiliser au maximum les ressources humaines en ce qui concerne i) l'application des principes du transfert inverse de technologie dans le cadre de la CTPD; et ii) les programmes d'assistance technique bilatérale des organismes des Nations Unies (troisième trimestre de 1981);

9.442.05 Rapport aux Etats membres sur les méthodes et les techniques d'analyse des tâches en vue d'assurer un accroissement plus rapide des compétences et des programmes d'éducation des adultes (troisième trimestre de 1981).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.442.20 Annuaire des spécialistes et des bureaux d'experts-conseils africains (dernier trimestre de 1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.442.26 Journées d'études sur la planification de l'emploi et le développement optimal de l'utilisation des ressources humaines (dernier trimestre de 1981);

- 9.442.27 Journées d'études nationales sur le rassemblement, le traitement et l'utilisation de données relatives à la planification de l'emploi, à l'intention des planificateurs de l'emploi et du personnel de placement de la main-d'oeuvre (dernier trimestre de 1981).
- 9.442.29 Journées d'études sur la création d'emploi à l'intention des agents de production et de distribution dans les secteurs suivants : i) agriculture; ii) textiles; et iii) petites entreprises et secteur traditionnel (dernier trimestre de 1981).

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC).

MULPOC de l'Afrique centrale (Yaoundé)

b) Etudes :

- 9.442.06 Rapport aux Etats membres sur l'étude relative aux experts scientifiques et techniques africains et à la création éventuelle d'une organisation rassemblant des spécialistes et des experts (1980-1981).

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

- 9.442.01 a). Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) visant à :

- Promouvoir la coopération entre les services nationaux et sous-régionaux de conseils.

b) Etudes :

- 9.442.07 Exécution du projet relatif aux travailleurs migrants (travaux sur le terrain).

9.460.00 RESSOURCES NATURELLES ET ENERGIE

C. EXPLOITATION, MISE EN VALEUR ET CONSERVATION DES RESSOURCES PHYSIQUES

9.461.00 Ressources minérales : encourager la prospection, l'exploitation et l'utilisation des ressources minérales ainsi que la création d'industries de base en Afrique

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 2626 (XXV), 3201 (S-VI), 3202 (S-VI) et 32/176 de l'Assemblée générale; résolutions 1427 (XLVI) et 1535 (XLIX) du Conseil économique et social; résolutions de la Commission définissant son mandat : 13 (II), 34 (III), 143 (VII), 164 (VIII), 218 (X), 238 (XI), 256 (XII), 261 (XII), 267 (XII), 280 (XII); Déclaration sur l'industrialisation en Afrique (1973 et 1975).

Objectif du sous-programme : Encourager la prospection, l'inventaire, la mise en valeur, l'exploitation et l'utilisation des ressources minérales en Afrique et préparer des études sur les ressources minérales clés et les ressources minérales de base afin de favoriser la création d'industries multinationales dans la région.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.461.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) visant à :

i) Les aider à formuler et mettre en oeuvre des politiques de mise en valeur des ressources minérales;

ii) Les aider à étudier les aspects économiques et techniques de la prospection, de l'exploitation et de l'utilisation de ces ressources;

iii) Promouvoir la coopération africaine dans tous les domaines d'activité touchant les ressources minérales;

iv) Encourager la création d'institutions multinationales dans le domaine de la mise en valeur des ressources minérales;

v) Les aider à inventorier leurs ressources minérales.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.461.02 Etablir des cartes minéralogiques de l'Afrique (1980-1981);

9.461.04 Etablir à l'intention des Etats membres un rapport sur l'étude des législations minières des pays africains (dernier trimestre de 1980) et définir des directives pour un code minier type (dernier trimestre de 1981);

9.461.06 Etablir à l'intention des institutions collaborant étroitement avec la CEA (c'est-à-dire l'UNESCO et le Siège de l'ONU) un rapport sur un programme régional préliminaire de conservation des documents, rapports et cartes géologiques ainsi que des collections minéralogiques (fin de 1981);

9.461.07 Etablir à l'intention des Etats membres un rapport sur les matières premières utilisées dans l'industrie chimique (troisième trimestre de 1981).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.461.20 Etablissement d'une carte géologique et d'une carte minéralogique régionales (troisième trimestre de 1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.461.26 Séminaire et voyage d'étude sur les nouvelles méthodes d'extraction, à l'intention d'ingénieurs des mines africains (deuxième trimestre de 1981);

9.461.29 Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique (premier trimestre de 1981).

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

9.461.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

Pour les travaux d'infrastructure et le développement du potentiel technique et scientifique du Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe situé à Dodoma (République-Unie de Tanzanie).

MULPOC de l'Afrique centrale (Yaoundé)

b) Etudes :

9.461.08 Rapport présenté à la réunion du Comité d'experts et du Conseil des ministres, sur les moyens techniques et financiers disponibles pour créer un centre de mise en valeur des ressources minérales dans la sous-région (1980-1981).

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Nianey)

b) Etudes :

9.461.09 Rapport aux Etats membres sur les possibilités de coopération de six pays du Sahel, dans le domaine géologique et minier (1981).

MULPOC de l'Afrique centrale (Yaoundé) et MULPOC de la Communauté économique
des pays des Grands Lacs (Gisenyi)

o) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts
(1980-1981) :

9.461.28 Réunion intergouvernementale de plénipotentiaires consacrée à la création du
centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale (1981).

Programmes connexes : Etroite collaboration avec le Siège de l'ONU, la CNUCED, l'ONUDI,
d'autres institutions spécialisées, tous les MULPOC et les divisions compétentes de la
CEA.

9.460.00 RESSOURCES NATURELLES ET ENERGIE

A. QUESTIONS GENERALES ET TECHNIQUES INTERESSANT LE DEVELOPPEMENT

9.462.00 Planification et mise en valeur des ressources en eau nationales et internationales

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 140 (XIV) et 2386 (XXIII) de l'Assemblée générale; mandat de la Commission; rapport du groupe de travail sur la planification des ressources en eau (1970); recommandations de la réunion régionale africaine sur les problèmes posés par la mise en valeur des ressources en eau en Afrique; résolutions de la Conférence des Nations Unies sur l'eau; résolutions 308 (XIII) et 339 (XIV) de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique; résolution 2121 (LXIII) du Conseil économique et social et résolution 32/158 de l'Assemblée générale.

Objectif du sous-programme : Améliorer la gestion des ressources en eau en rassemblant de façon régulière et méthodique des données hydrologiques, hydrométéorologiques et hydrogéologiques, en mettant en place un système de traitement d'analyse des données quantitatives et qualitatives et en évaluant le volume des ressources en eau disponibles pour les différentes utilisations; aider à planifier la mise en valeur des ressources en eau, promouvoir une politique de réalisation de projets d'aménagement hydraulique polyvalents et encourager la création d'instituts chargés de la formation de la main-d'oeuvre et de la recherche; promouvoir la coopération entre les gouvernements en ce qui concerne l'élaboration de programmes, l'établissement de mécanismes et d'institutions permettant de coordonner la mise en valeur, la réglementation, la protection, l'utilisation et la conservation des ressources en eau communes.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.462.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Pour l'établissement de comités nationaux de mise en valeur des ressources en eau;
- ii) Pour l'évaluation de la qualité des réseaux hydrométéorologiques et des banques de données hydrologiques;

- iii) Pour l'élaboration de principes directeurs destinés à aider les pays à établir des plans directeurs pour la mise en valeur des ressources en eau;
- iv) Pour le renforcement des organisations sous-régionales existantes telles que les commissions mixtes des bassins fluviaux et lacustres et pour la création de telles organisations là où elles n'existent pas;
- v) Pour créer un comité intergouvernemental de mise en valeur des ressources en eau de la région africaine composé des Etats membres de la CEA et devant être élus par la Conférence des ministres de la CEA sur la base d'une répartition géographique équitable ou de la représentation au sein du comité de tous les pays membres de la CEA.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.462.02 Faire rapport aux Etats membres sur les principes directeurs à adopter pour normaliser et faciliter l'établissement des cartes hydrogéologiques (dernier trimestre 1983);
- 9.462.03 Faire rapport aux Etats membres sur la planification et le développement des réseaux hydrométéorologiques et des services apparentés en Afrique (deuxième trimestre 1982);
- 9.462.04 Faire rapport aux Etats membres sur les différentes approches concernant les problèmes d'approvisionnement en eau des zones rurales en vue de promouvoir l'utilisation de technologies appropriées et la coopération technique entre Etats africains (dernier trimestre 1981);
- 9.462.05 Faire rapport aux Etats membres sur l'étude des terres disponibles et des ressources en eau menée dans cinq pays africains dans le domaine de l'irrigation. Phase II (dernier trimestre 1981);
- 9.462.06 Faire rapport aux Etats membres sur l'aménagement du bassin du lac Tanganyika (dernier trimestre 1982).

- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981);

- 9.462.26 Séminaire et voyage d'étude sur les problèmes de la mise en valeur des ressources en eau dans les zones arides (deuxième trimestre 1981);
- 9.462.27 Réunion régionale sur les problèmes et besoins de l'Afrique en matière d'alimentation en eau des collectivités et d'assainissement (troisième trimestre 1980).

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

b) Etudes :

- 9.462.07 Faire rapport aux Etats membres sur la création d'un institut multinational de mise en valeur des ressources en eau dans la sous-région, qui serait chargé de la recherche, de la planification et la formation (dernier trimestre 1983).

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

b) Etudes :

- 9.462.08 Faire rapport aux Etats membres sur la création d'un institut multinational de mise en valeur des ressources en eau dans la sous-région, qui serait chargé de la recherche, de la planification et la formation (dernier trimestre 1983).

Programmes connexes : Etroite collaboration avec l'OUA, l'OMS, le Centre pour les ressources naturelles, l'énergie et les transports (CNRET), l'AIEA, le CIEH, la FAO, le Groupe d'experts chargé d'étudier les aspects juridiques et constitutionnels de la mise en valeur des ressources en eau internationales et d'autres organisations intéressées.

9.460.00 RESSOURCES NATURELLES ET ENERGIE

9.463.00 Ressources énergétiques : planification et utilisation optimale des sources d'énergie nouvelles et renouvelables en Afrique

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 1401 (XIV), 1245 (XIV), 2056 (XX), 2173 (XXI), 2309 (XXII), 2406 (XXIII) et 2575 (XXIV) de l'Assemblée générale; résolutions 779 (XXX), 876 (XXXIII), 877 (XXXIII), 885 (XXXIV), 986 (XXXVI), 1033 (XXXVII), 1083 (CD) (XXXVII), 1111 (XL), 1127 (XLV), 1218 (XIII), 1316 (XLIV), 1318 (XLIV), 1426 (XLVI) et 1427 (XLVI) du Conseil économique et social; résolutions 13 (II), 18 (III), 33 (III), 34 (III), 43 (IV), 55 (IV), 113 (VI), 143 (VII), 164 (VIII), 196 (IX), 223 (X), 225 (X), 265 (XII) et 337 (XIV) de la Commission; rapport de la Réunion africaine sur l'énergie électrique (1963); résolution B. IV de la Conférence régionale sur l'industrie pétrolière et les besoins de formation dans le domaine des hydrocarbures (1974) et rapport de la deuxième Réunion africaine sur l'énergie (1976).

Objectif du sous-programme : Encourager la prospection, la planification systématique et l'utilisation optimale des sources d'énergie classiques, nouvelles et renouvelables en Afrique, promouvoir la coopération multinationale dans le domaine de l'exploitation et de l'utilisation de ces sources d'énergie, en particulier dans les zones rurales et coordonner les politiques de développement de ces ressources.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.470.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) visant à :

- i) Elaborer des politiques nationales en matière d'énergie et établir des programmes de développement de l'énergie à court terme, à moyen terme et à long terme;
- ii) Etablir une coopération technique multinationale dans le domaine de la mise au point, de l'offre et de l'utilisation des sources d'énergie;
- iii) Conseiller sur la mise au point et l'utilisation de la technologie de l'énergie solaire, éolienne et méthanique, pour donner suite à la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables (Nairobi, août 1981);

- iv) Conseiller sur l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables telles que la géothermie et l'énergie des océans en Afrique;
- v) Aider le centre régional de l'énergie solaire en Afrique à mener à bien ses activités;
- vi) Accroître l'utilisation des ressources hydro-électriques de la région africaine, en exploitant en commun les centrales hydro-électriques;
- vii) Elaborer des plans pour l'installation de petites centrales hydro-électriques dans les zones rurales.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.463.02 Rapports aux Etats membres sur les directives concernant l'organisation et l'exécution des plans de développement de l'énergie électrique dans quelques groupes de pays (premier rapport au dernier trimestre de 1980 et deuxième rapport au dernier trimestre de 1981);

9.463.03 Rapport aux Etats membres sur la création d'un centre régional de l'énergie solaire en Afrique.

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.463.20 Atlas des ressources énergétiques de l'Afrique;

9.463.21 Récapitulatif des ressources de l'Afrique en énergie fossile;

9.463.22 Carte de l'énergie électrique en Afrique;

9.463.23 Création d'un centre de démonstration des sources d'énergie nouvelles et renouvelables en Afrique (à Addis-Abeba).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.463.26 Organisation de trois réunions techniques d'experts (l'une sur l'énergie géothermique, la deuxième sur l'énergie hydro-électrique, et la troisième sur la biomasse) (Addis-Abeba, 20-25 octobre 1980);

9.463.27 Réunion intergouvernementale sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables en Afrique (12-16 janvier 1981, Addis-Abeba);

9.463.28 Programme de formation destiné aux techniciens, ingénieurs et chercheurs africains dans le domaine de l'énergie solaire.

Programmes communs : Collaboration étroite avec l'OUA, l'UNESCO, l'OMM, l'ONUDI, le PNUD, la BAD, le Centre pour les ressources naturelles, l'énergie et les transports et avec d'autres organisations intéressées; collaboration avec tous les MULPOC et les divisions compétentes de la CEA.

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

9.463.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) visant à :

- i) Etablir l'inventaire de toutes les ressources énergétiques de chaque sous-région de l'Afrique;
- ii) Aider à l'élaboration de projets relatifs aux connexions du réseau électrique et à la normalisation du matériel électrique;
- iii) Entreprendre un inventaire des besoins en main-d'œuvre en vue de créer des instituts de formation dans le domaine de l'énergie électrique.

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

9.463.01 c) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) visant à :

- i) Etablir un comité technique d'experts du développement et de l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables;
- ii) Améliorer et accroître la capacité du réseau de mesure du potentiel solaire dans les pays du MULPOC.

b) Etudes :

9.463.04 Rapports aux Etats membres sur l'évaluation du potentiel de l'Afrique pour ce qui est des sources d'énergie nouvelles et renouvelables, en particulier de l'énergie solaire, éolienne et méthanique, au niveau de chaque pays et au niveau de la sous-région du MULOPO, en émettant des recommandations concrètes concernant le développement et l'utilisation de l'énergie choisie, une place particulière étant accordée au développement rural (deux rapports : l'un au milieu de l'année 1981 et l'autre à la fin).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.463.23 Création à Addis-Abeba d'un centre de démonstration de l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et expansion continue de celui-ci.

Programmes connexes : Collaboration étroite avec le Siège de l'Organisation des Nations Unies, l'UNESCO, l'OMM, l'ONUDI, le PNUD, avec tous les MULOPO et avec les divisions compétentes de la CEA.

9.460.00 RESSOURCES NATURELLES ET ENERGIE

D. SERVICES ESSENTIELS

9.464.00 Cartographie et télédétection

Textes portant autorisation des travaux : Résolution 38 (XXXII) de l'Assemblée générale, résolutions 164 (VIII), 280 (XI), 288 (XII), 313 (XV), 338 (XIV) de la Commission et rapports des première, deuxième, troisième et quatrième conférences cartographiques régionales pour l'Afrique.

Objectif du sous-programme : Aider les pays membres à créer des services cartographiques efficaces et modernes, à établir des cartes spécialisées et à mettre au point et utiliser des techniques de télédétection pour assurer la surveillance continue de l'environnement et faire l'inventaire des ressources naturelles.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL..

9.464.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Pour renforcer le Centre régional de formation aux techniques des levés aériens d'Ile-Ife (Nigeria);
- ii) Pour renforcer le Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés et des cartes de Nairobi (Kenya);
- iii) Pour créer un réseau géodésique utilisant l'effet Doppler pour les pays d'Afrique de l'Ouest et pour d'autres pays africains, afin de mettre au point un système de référence géodésique commun pour le continent africain;
- iv) Pour établir, étudier et mettre à jour des cartes thématiques d'Afrique sur des sujets sociaux et économiques en se concentrant tout particulièrement sur l'inventaire des ressources naturelles et la surveillance continue de l'environnement;
- v) Pour organiser des expositions de cartes;

- vi) Pour coordonner les activités de télédétection des Etats membres et fournir des conseils techniques pour l'utilisation de la télédétection dans le domaine cartographique et pour la définition des spécifications du matériel des stations de réception au sol;
- vii) Pour créer des centres de formation et d'aide aux utilisateurs dans le domaine de la télédétection et se former aux techniques de la télédétection.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.464.02 Rapport aux Etats membres sur le projet d'inventaire des cartes pour l'Afrique (1980-1981) - (dernier trimestre de 1982);
- 9.464.04 Rapport aux Etats membres sur l'inventaire, par pays, des travaux en cours concernant la géodésie, les mesures gravimétriques et magnétiques et les levés géophysiques (1980-1981) - (premier trimestre de 1983).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

- 9.464.20 Centre de documentation et de références sur la cartographie et la télédétection;
- 9.464.21 Réalisation de douze atlas de tableaux d'assemblage du continent africain.

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

- 9.464.26 Rapport de la troisième réunion de la Conférence des plénipotentiaires du Conseil africain de télédétection;
- 9.464.27 Séminaire régional organisé conjointement par le Siège de l'ONU et la CEA sur l'utilisation de la télédétection et des communications par satellite dans les domaines de l'éducation et du développement.

Programmes connexes : Etroite collaboration avec le Siège de l'ONU, l'OUA, l'UNESCO, le Système panafricain de documentation et d'informatique (PADIS), le PNUE, la FAO, l'IHS, l'UIT, le Conseil africain de télédétection, l'USAID et l'Agence spatiale européenne.

9.460.00 RESSOURCES NATURELLES ET ENERGIE

9.465.00 Ressources de la mer

- Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 2626 (XXV), 2692 (XXV) et 2749 (XXV) de l'Assemblée générale; résolutions 34 (III), 143 (VII) et 238 (XI) de la Commission.

Objectif du sous-programme : Favoriser la prospection, l'exploitation, la conservation et la gestion des ressources naturelles, biologiques et non biologiques des fonds marins, de leur sous-sol et des eaux surjacentes des Etats membres de la région africaine et veiller à une utilisation équitable et rationnelle de ces ressources; aider les gouvernements à élaborer des politiques et à créer des institutions, ou à renforcer celles qui existent déjà, pour profiter au mieux de ces ressources.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

- 9.465.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays, territoires et groupements multinationaux (1980-1981) :
- i) Pour la création et le renforcement des institutions nationales, sous-régionales et régionales de prospection, d'exploitation, de mise en valeur et de gestion des ressources de la mer;
 - ii) Pour la mise en valeur du potentiel humain et l'accroissement des moyens matériels afin d'exploiter rationnellement les ressources de la mer;
 - iii) Pour établir des inventaires des ressources disponibles et définir les priorités de production entre les différentes ressources afin de donner aux pays la souveraineté sur les ressources de la mer qui leur reviennent;
 - iv) Dans l'application des dispositions de la Convention sur le droit de la mer.

II. PROGRAMME REGIONAL

- 9.465.03 Informer les Etats membres sur les moyens dont disposent les pays pour prospector, exploiter et mettre en valeur les ressources minérales de la mer (1981);

- 9.465.04 Informer les Etats membres sur le potentiel scientifique et technique régional susceptible de permettre l'introduction dans les programmes universitaires et les programmes techniques de haut niveau des disciplines relatives à la mer et le lancement de projets de recherche et de développement (1981);
- 9.465.05 Examiner les législations nationales à la lumière des dispositions de la Convention sur le droit de la mer (1981);
- 9.465.07 Informer les Etats membres sur l'étude et la définition des principaux problèmes d'environnement en Afrique, particulièrement en ce qui concerne la mer et les zones côtières (1981).

Programmes connexes : Etroite collaboration avec l'OUA, le Siège de l'ONU, la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, la FAO, l'UNESCO, le COI, le PNUE, la CNUCED, l'ONUDI, les institutions intergouvernementales et non gouvernementales africaines et les organisations internationales et les divisions de la CEA qui s'occupent également de ces questions.

9.477.00 ENVIRONNEMENT

C. MISE EN VALEUR ET CONSERVATION DES RESSOURCES PHYSIQUES

9.478.00 Définition des principaux problèmes d'environnement en Afrique et recherche de solutions

Textes portant autorisation des travaux : Recommandation 36 du Séminaire d'Addis-Abeba sur l'environnement; recommandations 104 (a), 95 (d) et 53 de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement; résolution 2997 (XXIV) de l'Assemblée générale; résolutions 238 (XI), 239 (XI), 280 (XII), 308 (XIII), 316 (XIV) et 378 (XV) de la Conférence des ministres.

Objectifs du sous-programme : Favoriser une prise de conscience des principaux problèmes qui se posent en matière d'environnement et promouvoir les services nationaux et les mécanismes institutionnels qui permettront de résoudre ces problèmes et de protéger l'environnement; assurer la gestion de l'exploitation des ressources naturelles tout en préservant la qualité de l'environnement; s'employer à recenser les polluants et à lutter contre leurs effets, à élaborer des programmes d'enseignement et de formation en matière d'environnement, à recueillir des données et à étudier les effets des considérations météorologiques sur le développement, les ressources et la population.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.478.01 a) Assistance technique aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Dans la gestion des organismes nationaux chargés de protéger l'environnement ou dans la création de tels organismes;
- ii) Dans l'élaboration du projet de plan d'action en Afrique de l'Ouest du programme sur les mers régionales pour surveiller la pollution et conserver les ressources de la mer le long des côtes africaines;
- iii) Dans l'élaboration de stratégies pour atteindre les objectifs prioritaires en matière d'environnement dans la région africaine.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.478.02 Informer le Comité régional inter gouvernemental des établissements humains et de l'environnement de l'état de l'environnement en Afrique, particulièrement en ce qui concerne l'évaluation des incidences sur le milieu de plusieurs projets de développement en cours de financement, afin d'éviter la dégradation de l'environnement dans la région (1981) -- (troisième trimestre de 1982).
- 9.478.03 Informer la Conférence régionale des experts gouvernementaux sur les principaux problèmes d'environnement dans la région afin de recommander des mesures régionales collectives pour les résoudre (1981) -- (premier trimestre de 1982).
- 9.478.04 Fournir aux Etats membres du matériel audio-visuel et des manuels d'enseignement sur les problèmes d'environnement (1981) -- (dernier trimestre de 1981).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

- 9.478.20 Contribution à l'élaboration du rapport sur l'exécution du programme de l'environnement du PNUE et à l'élaboration du plan à moyen terme du PNUE pour 1982-1983 (1981);
- 9.478.21 Participation à la rédaction du rapport du PNUE pour 1981 sur l'état de l'environnement en Afrique (deuxième trimestre de 1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

- 9.478.26 Séminaire de juristes sur l'élaboration d'une législation relative à la protection de l'environnement en Afrique dont l'objectif est de fixer un certain nombre de principes directeurs pour l'amélioration de la législation et des organismes chargés de faire respecter la loi pour divers secteurs du développement en Afrique (1980);
- 9.478.27 Conférence régionale pour lutter contre la désertification en Afrique (troisième trimestre de 1981).
- 9.478.28 Services d'appui au séminaire régional organisé conjointement par le PNUE et le Département des affaires économiques et sociales internationales du Siège de l'ONU sur la mise en valeur et la gestion des zones côtières en Afrique de l'Ouest (février 1981).

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique du Nord (Tanger)

b) Etudes :

- 9.478.05 Informer la réunion du Comité d'experts et du Conseil des ministres de l'incidence sur l'environnement de l'industrie chimique de base, qui utilise les dérivés du pétrole dans trois pays d'Afrique du Nord (troisième trimestre de 1981).

MULPOC de la Communauté Economique des pays des Grands Lacs (Gisenyi)

b) Etudes :

- 9.478.06 Informer la réunion du Comité d'experts et le Conseil des ministres sur les problèmes d'hygiène du milieu liés à la répartition inégale des services municipaux (approvisionnement en eau potable, assainissement et élimination des déchets) entre les établissements humains ruraux et les établissements humains urbains (deuxième trimestre de 1981).

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

b) Etudes :

- 9.478.07 Informer la réunion du Comité d'experts et le Conseil des ministres sur les phénomènes susceptibles d'avoir des incidences sur l'environnement et les bouleversements socio-culturels dus aux pratiques en vigueur en Afrique australe en ce qui concerne la main-d'oeuvre migrante (premier trimestre de 1981).

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

- 9.478.09 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

Fourniture d'une documentation sur l'état de l'environnement dans la sous-région pour la préparation du bulletin d'information du MULPOC 1981.

Programmes connexes : Etroite collaboration avec le programme sur l'environnement du PNUE, l'UNESCO, la FAO, l'OMS, l'OMI, l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, le GILSS, avec plusieurs divisions de la CEA et tous les MULPOC.

9.480.00 POPULATION

A. QUESTIONS GENERALES ET TECHNIQUES INTERESSANT LE DEVELOPPEMENT

9.481.00 Aspects pertinents des politiques et des programmes de population dans le cadre du développement économique et social.

Textes portant autorisation des travaux : Résolution 2211 (XXI) de l'Assemblée générale; résolution 1347 (XIV) du Conseil économique et social; rapport sur la neuvième session de la Commission (E/4651, par. 517-524); rapport sur la sixième session de la Conférence des statisticiens africains (E/CN.14/CAS.6/27); rapport du Groupe d'experts de la population (E/CN.14/POP/23); résolutions adoptées lors de la première et de la deuxième sessions de la Conférence des démographes africains; résolution 230 (X) de la première réunion de la Conférence des ministres; résolutions de la deuxième et de la troisième réunions de la Conférence des ministres [273 (XII)] et résolution 366 (XIV) de la cinquième Conférence des ministres; Plan d'action mondial sur la population.

Objectif du sous-programme : Cet objectif est d'amener les gouvernements africains à prendre davantage conscience des problèmes que posent à court et à moyen terme les différents aspects de la structure démographique et les mouvements et l'évolution de la population, de les aider à formuler et à appliquer des politiques démographiques efficaces et à intégrer l'élément population dans la planification du développement. La nécessité d'une prise de conscience accrue découle du fait que le taux de croissance démographique demeure élevé dans la région, et du fait également qu'il ne diminuera vraisemblablement pas et du rajeunissement de la population, lequel ne manquera pas d'avoir des effets sur l'enseignement, l'emploi, la productivité et les migrations entre les villes et les zones rurales.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.481.01 a) Fourniture de services techniques consultatifs aux pays et aux territoires (1980-1981) :

- i) Pour les aider à élaborer, appliquer et évaluer leurs politiques et leurs programmes démographiques nationaux dans le cadre d'une aide à la planification du développement économique et social et à mettre en oeuvre les recommandations du Plan d'action mondial sur la population;
- ii) Pour les aider à organiser des séminaires nationaux sur le rôle de la population dans le développement social et économique.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.481.01 Faire rapport à la réunion du groupe d'experts, sur les répercussions de l'évolution de la structure de la croissance démographique et des mouvements de population sur la planification du développement économique et social (1980-1981) - (premier trimestre de 1982), (projet 9.481.26); (voir aussi 9.241.02 et 9.241.04);
- 9.481.05 Faire rapport à la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains sur l'importance, les tendances et les politiques en matière de migrations, d'urbanisation et de répartition de la population et sur leurs rapports avec le développement économique et social des régions où se produisent ces phénomènes de migrations (1980-1981) - (premier trimestre 1982). (Voir aussi 9.481.26, 9.291.06, 9.291.28, 9.531.04, 9.531.05 et 9.531.28);
- 9.481.09 Faire rapport à la réunion du groupe d'experts sur la planification de la famille en Afrique sur les programmes de planification de la famille dans certains pays (1981-1982) - (troisième trimestre de 1983);
- 9.481.10 Faire rapport à la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains sur les politiques relatives à la main-d'oeuvre en fonction des tendances démographiques dans certains pays (1980-1981) - (premier trimestre de 1982).

c) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

- 9.481.27 Deuxième conférence africaine sur la population (1981).

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

b) Etudes :

- 9.481.06 Rapport à la réunion annuelle du Comité d'experts et du Conseil des ministres sur les politiques internationales en matière de migrations et leurs effets sur les mouvements des travailleurs migrants dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (1980-1981) - (premier trimestre de 1982).

9.482.00 Dynamique de la population et développement économique et social

Textes portant autorisation des travaux : Résolution 2211 (XXI) de l'Assemblée générale; résolution 1347 (XLV) du Conseil économique et social; rapport de la neuvième session de la Commission (E/4651, par. 517-524); rapport de la sixième session de la Conférence des statisticiens africains (E/CN.14/CAS.6/27); rapport du Groupe d'experts de la population (E/CN.14/POP/23); première et deuxième sessions de la Conférence des démographes africains; première réunion de la Conférence des ministres [résolution 230 (X)] deuxième réunion de la Conférence des ministres, troisième réunion de la Conférence des ministres [résolution 273 (XII)] et quatrième réunion de la Conférence des ministres [résolutions 367 (XIV) et 368 (XIV)] et Plan d'action mondial sur la population.

Objectif du sous-programme : Mettre au point, expérimenter et appliquer des techniques de recherche démographique adaptées au développement de l'Afrique; étudier et évaluer les facteurs responsables des taux de croissance démographique et des changements intervenus dans la structure de la population afin d'aider à concevoir des politiques socio-économiques et à planifier le développement socio-économique.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.482.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Pour les aider à définir les relations entre les tendances démographiques et le développement socio-économique;
- ii) Pour entreprendre des études méthodologiques pertinentes;
- iii) Pour concevoir et réaliser des enquêtes démographiques, et analyser leurs résultats;
- iv) Pour évaluer et ajuster les données;
- v) Pour appliquer les recommandations formulées dans le Plan d'action mondial sur la population.

I. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.482.02 Faire rapport à la réunion du Groupe d'experts sur les projections démographiques dans les pays africains : 1970-2000 (1980-1981) -- (premier trimestre de 1982); (voir le projet 9.481.26),
- 9.482.04 Faire rapport à la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains sur la mortalité, ses tendances et sa structure dans les pays africains (1980-1981) -- (premier trimestre de 1982); (voir aussi 9.482.21, 9.291.60, 9.291.26, 9.291.28, 9.531.04 et 9.531.05);
- 9.482.05 Faire rapport à la réunion du Groupe d'experts sur l'évolution démographique de la population active et plus particulièrement sur l'évolution des taux d'activité féminine (1980) -- (premier trimestre 1982) (voir projet 9.481.26);
- 9.482.07 Faire rapport à la réunion du groupe d'experts sur les programmes de planification familiale, sur les niveaux, la structure, les différences et les tendances en matière de fécondité et sur les facteurs socio-culturels qui influent sur eux (1980-1983) -- (troisième trimestre de 1983);
- 9.482.08 Faire rapport à la réunion du groupe d'experts sur les programmes de planification familiale sur le mariage, les caractéristiques de son évolution et ses rapports avec la fécondité (1981) -- (troisième trimestre de 1983);

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

- 9.482.20 Séries d'études sur la population en Afrique (1980-1981) -- (premier trimestre 1982);
- 9.482.21 Manuel à l'usage des travailleurs sociaux traitant tout particulièrement des questions démographiques (1980-1981) -- (premier trimestre de 1982);
- 9.482.22 Tendances et politiques démographiques dans les pays de la CEA : 1970-2000 (1980-1981) -- (premier trimestre de 1982).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formations et groupes d'experts (1980-1981) :

- 9.482.26 Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains (1980).
- 9.482.27 Réunion régionale de coordination interinstitutions consacrée à la population (1981);
- 9.482.28 Réunion d'organisations non rattachées au système des Nations Unies qui s'intéressent aux activités menées en matière de population en Afrique (1981).

Programmes connexes : Collaboration étroite avec le Siège et d'autres organismes de l'Organisation des Nations Unies et avec les divisions compétentes de la CEA.

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

b) Etudes :

- 9.482.08 Faire rapport à la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains sur l'évolution démographique des populations nomades d'Afrique (1980) - (premier trimestre de 1982);
- 9.482.09 Faire rapport à la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains sur les rapports entre la mortalité infantile et juvénile et les niveaux et la structure de la fécondité dans certains pays d'Afrique (1980) - (premier trimestre de 1982); (voir aussi 9.241.04 et 9.531.02).
- 9.483.00 Formation et recherche à l'échelon régional

Textes portant autorisation des travaux : Résolution 221 (XXI) de l'Assemblée générale; mandat de la Commission; rapport de la neuvième session de la Commission (E/4651, par. 522); rapport de la sixième Conférence des statisticiens africains; rapport du Groupe d'experts de la population; première et deuxième sessions de la Conférence des démographes africains; première réunion de la Conférence des ministres [résolution 230 (XV)]; deuxième réunion de la Conférence des ministres [résolution 273 (XII)]

Objectif du sous-programme : Le but de ce sous-programme est d'aider les gouvernements africains à former des démographes en les encourageant à tirer pleinement parti des centres régionaux de formation et de recherche (les instituts démographiques régionaux d'Accra, de Yaoundé et du Caire) et des institutions nationales existantes.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

- 9.483.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :
- i) Pour la mise en application de la recommandation du Plan d'action mondial sur la population ayant trait à la formation dans les institutions nationales

et à l'incorporation des questions démographiques dans les programmes de formation destinés aux économistes, aux planificateurs, aux médecins, au personnel infirmier et aux membres d'autres professions apparentées;

- ii) Pour l'administration des instituts régionaux de formation et de recherche en matière démographique à Accra (pour les pays anglophones et à Yaoundé pour les pays francophones) et, partiellement, du Centre démographique du Caire.

Programmes connexes : Etroite collaboration avec le Siège et d'autres organismes de l'Organisation des Nations Unies et avec les divisions compétentes de la CEA.

9.500.00 ADMINISTRATION PUBLIQUE ET FINANCES

9.501.00 Mise en place des institutions et des moyens en matière d'administration et de gestion nécessaires au développement

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 172 (VIII), 202 (XI), 274 (XIII), 307 (XIII), 332 (XIV), et 348 (XIV) de la Commission; résolutions 3201 (S-VI), 3202 (S-VI) et A/35/3/Rev.1 de l'Assemblée générale; résolutions 1977 (LIX) et 2018 (LXI) du Conseil économique et social.

Objectif du sous-programme : Aider les Etats membres à mettre en place des institutions ainsi que des moyens en matière d'administration et de gestion efficaces et dynamiques, en vue de l'administration du développement. Examiner, par conséquent, les politiques et les mesures adoptées par les gouvernements, les structures administratives et les arrangements institutionnels en vue de l'administration du développement et fournir des directives pour leur réforme et leur renforcement et pour la bonne gestion et le bon fonctionnement des entreprises et des institutions publiques.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.501.01 a) Services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Pour évaluer les politiques et les programmes ainsi que les structures et procédures administratives visant à améliorer l'efficacité et la productivité dans le domaine de l'administration publique et de la gestion des institutions et des entreprises publiques;

ii) En matière de gestion et d'amélioration du rendement de leurs entreprises publiques;

iii) Pour mettre au point les moyens permettant d'assurer une gestion efficace des services publics d'achats et de fournitures.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.501.02 Deux rapports destinés aux Etats membres concernant les structures et les procédures gouvernementales ainsi que leur efficacité et leur pertinence en égard à la formulation et l'examen des politiques de développement dans deux pays africains francophones et deux pays africains anglophones (1980) - (deuxième trimestre de 1981);

9.501.03 Un rapport destiné aux Etats membres concernant la dotation en personnel, le perfectionnement et l'utilisation de la main-d'oeuvre dans les services publics africains (1981) - (dernier trimestre de 1981);

9.501.04 Un rapport destiné aux Etats membres concernant la création d'un centre africain pour l'analyse des politiques du secteur public et les études prospectives - (troisième trimestre de 1981);

9.501.05 Un rapport destiné aux Etats membres sur les expériences réalisées dans l'utilisation des "holdings" pour la gestion efficace des entreprises publiques, leur pertinence et leur utilité dans le contexte africain (1981) - (dernier trimestre de 1981);

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1982-1983) :

9.501.26 Deux séminaires/journées d'étude nationaux sur les réformes des structures gouvernementales (1981) - (dernier trimestre de 1981);

9.501.27 Un stage régional en vue de former à la gestion des entreprises publiques, 30 ressortissants des pays africains les moins avancés (1981) - (troisième trimestre de 1981);

9.501.28 Deux stages régionaux en vue de former 40 à 50 participants aux techniques de mise au point et d'exploitation de services d'experts-conseils dans les entreprises publiques africaines (1980-1981) - (dernier trimestre de 1980 et 1981 respectivement);

9.501.29 Quatre stages de formation nationaux par an portant sur les techniques de la gestion des achats et des fournitures (1980-1981).

Programmes connexes : En collaboration étroite avec l'Association africaine pour l'administration publique et la gestion, le Siège de l'Organisation des Nations Unies, les instituts africains d'administration publique, le CAFRAD et les divisions compétentes de la CEA.

9.510.00 Mise en place et gestion de systèmes budgétaires et fiscaux

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 168 (VIII), 207 (X) et 218 (X) de la Commission et résolution 2018 (LXI) du Conseil économique et social.

Objectif du sous-programme : Aider les Etats membres à mettre en place des systèmes efficaces de gestion des finances publiques et à accroître la capacité en ce domaine et, en particulier, encourager les améliorations de la gestion budgétaire et du contrôle financier, des politiques fiscales, de l'administration fiscale et de la comptabilité et de la vérification des comptes publics.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.510.01 a) Services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Pour fournir des services consultatifs dans le domaine des politiques, des procédures et des arrangements administratifs en vue de l'amélioration de la gestion budgétaire et financière, y compris l'administration et les réformes fiscales;

ii) Pour entreprendre des études et fournir des services consultatifs aux gouvernements et à leurs organismes sur la gestion et le fonctionnement efficaces des institutions financières;

iii) Pour organiser des programmes de formation à l'intention des fonctionnaires des services budgétaires, financiers et fiscaux.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.510.02 Rapport destiné aux gouvernements de deux pays africains sur les méthodes actuelles de contrôle du budget de l'Etat et sur les méthodes efficaces de contrôle des dépenses publiques (1980-1981);

9.510.03 Rapport destiné aux gouvernements de deux pays africains sur les possibilités de mettre en place et de faire fonctionner un système efficace de vérification de l'utilisation des ressources publiques (1980-1981);

9.510.04 Rapport destiné à l'Association des administrateurs africains des impôts sur l'inventaire des moyens et des centres de formation fiscale dans les pays africains (1980-1981).

c) Rassemblement et diffusion des renseignements :

9.510.20 Liste des fiscalistes africains (1980-81).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981).

9.510.26 Cinq stages de formation nationaux sur la politique, la législation et l'administration fiscales et la gestion budgétaire, à l'intention des fonctionnaires des gouvernements chargés du budget et des impôts (1980-1981);

9.510.27 Un stage sous-régional et un stage régional de formation à la politique, la législation et l'administration fiscales, à l'intention des fonctionnaires des impôts (régional 1980) (sous-région de l'Afrique de l'Ouest 1981);

9.510.28 Assurer le service de la réunion inaugurale de l'Association des administrateurs africains des impôts (1980).

Programmes connexes : Collaboration avec la Division de l'administration et des finances publiques de l'Organisation des Nations Unies, le Centre africain de formation et de recherche administrative pour le développement, la Division des questions commerciales et financières internationales et la Division de la recherche et de la planification socio-économiques de la CEA.

9.520.00 SCIENCE ET TECHNIQUE

A. QUESTIONS GENERALES ET TECHNIQUES INTERESSANT LE DEVELOPPEMENT

9.521.00 Elaboration de politiques, mise en place de mécanismes et de moyens pour la mise au point, le transfert et l'adaptation de technologie

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 1083 (XXXIX) et 1900 (LVII) du Conseil économique et social; résolution 206 (IX) de la Commission; résolution 248 (XI) et 385 (XI) de la Conférence des ministres; résolution 87 (IV) de la quatrième session de la CNUCED et résolutions 3362 (S-VII) et 3507 (XXX) de l'Assemblée générale.

Objectif du sous-programme : Amener les gouvernements de tous les pays africains à reconnaître l'importance du rôle que peuvent jouer la science et la technique dans l'instauration d'un nouvel ordre scientifique et technique international, dans le cadre du nouvel ordre économique international; renforcer les moyens dont disposent les Etats membres, individuellement et collectivement, pour développer la science et la technologie et les utiliser efficacement au service de leur développement national; aider les gouvernements à élaborer les politiques et à mettre en place les institutions permettant de tirer le meilleur parti de la technologie importée; encourager la collaboration entre pays en développement dans le domaine de la science et de la technique.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.521.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays, territoires et groupements multinationaux (1980-1981) visant à :

i) Créer et renforcer des centres de technologie et des institutions de recherche-développement nationaux et sous-régionaux;

ii) Appuyer les activités des institutions intergouvernementales régionales africaines portant sur la science et la technique : le Centre régional africain de technologie, l'Organisation régionale africaine de normalisation, l'Industrial Property Organization for English speaking Africa et l'Organisation africaine de la propriété industrielle;

iii) Mettre au point des techniques répondant aux problèmes et aux besoins des populations rurales et en généraliser l'utilisation;

iv) Concevoir des méthodologies et mettre en place des mécanismes pour élaborer des politiques et des plans dans le domaine de la science et de la technique et pour les intégrer dans les plans nationaux;

v) Créer une commission de développement de la science et de la technique en Sierra Leone;

vi) Créer une commission de développement de la science et de la technique aux Comores.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.521.02 Rapport aux Etats membres sur l'étude de l'incidence des travaux de recherche - développement agricole menés localement, une place particulière étant accordée à la production, à l'entreposage et à la conservation des produits alimentaires, ainsi qu'à la transformation de produits tels que le maïs, le blé, l'igname et la viande dans certains pays africains. Des modèles concernant la vulgarisation et l'application, dans la production de la recherche - développement seront établis (dernier trimestre de 1981);

9.521.03 Rapport aux Etats membres sur l'identification, la mise au point et la démonstration des techniques pour le stockage et le transport des produits alimentaires, l'utilisation des cellules solaires à faible coût, l'utilisation de l'énergie méthanique et de l'énergie éolienne, l'amélioration des roues hydrauliques, l'utilisation des déchets, l'installation de petites centrales hydro-électriques et la production de pétrole à partir du charbon ainsi que des technologies qui intéressent les femmes autres que celles qui concernent les produits alimentaires et l'énergie, sans oublier la formation (1980-1981) - (dernier trimestre de 1982).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981).

9.521.26 Réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technologie (1982-1983);

9.521.27 Réunion de la Conférence des chefs des organismes africains chargés d'élaborer la politique scientifique et technique;

9.521.28 Consultations avec les institutions multinationales et régionales de recherche - développement telles que le CIPEA, l'IIAT, l'ADRAO, l'IFAN, l'Institut de recherche sur le Sahel, le CILSS, etc. en vue de déterminer les incidences du Plan d'action de Lagos sur leurs programmes de travail ainsi, éventuellement, que sur les activités de recherche multinationales;

9.521.29 Réunions du Conseil d'administration de l'Industrial Property Organization for English speaking Africa;

9.521.31 Réunions du Conseil exécutif et du Conseil d'administration du Centre régional africain de technologie.

Programmes connexes : Collaboration étroite avec l'OUA, l'UNESCO, la FAO, le Secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, le Centre sur les sociétés transnationales, la CNUCED, l'OIT, l'ONUDI, l'OMPI, le Centre de recherches pour le développement international, l'IIAT, l'ADRAO, le CRAT, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales africaines s'occupant de science et de technique, ainsi qu'avec les divisions compétentes de la CEA.

9.522.00 Formation du personnel scientifique et technique

Textes portant autorisation des travaux : Résolution 2318 (XXII) de l'Assemblée générale; résolutions 1083 (XXXIX) et 1155 (XLI) du Conseil économique et social; résolution 158 (VIII) de la Commission et 238 (XI) de la Conférence des ministres.

Objectif du sous-programme : Elaborer des programmes de formation, organiser des cours et créer des établissements pour la formation du personnel scientifique et technique.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.522.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) visant à :

i) Réviser les programmes des cours scientifiques et techniques dispensés dans les universités et les instituts de technologie et encourager la production de matériel pédagogique tel que le matériel d'enseignement scientifique et les instruments scientifiques de base;

ii) Promouvoir la coopération entre les universités, les institutions de recherche - développement et l'industrie dans le domaine de la formation du personnel;

iii) Former des cadres nationaux en vue d'acquérir des compétences et de pouvoir, importer des techniques à des conditions favorables (législation, évaluation, négociations, dissociation du bloc d'investissement etc.).

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.522.02 Rapport au séminaire des experts en science et technologie marines sur l'étude des besoins en personnel dans le domaine de la science et de la technologie marines dans quelques pays côtiers d'Afrique (deuxième trimestre de 1981);

9.522.03 Rapport aux Etats membres sur l'inventaire des possibilités de certains pays africains pour la production locale de matériel pédagogique, (main-d'oeuvre, institutions, matériel etc.) en vue d'élaborer des politiques et des plans propres à encourager l'expansion de ce secteur de l'économie nationale (1982)-(deuxième trimestre de 1982);

9.522.04 Rapport aux Etats membres sur l'étude de faisabilité concernant la création d'ateliers modèles de formation et de production pour certaines industries comme l'industrie métallurgique et l'industrie des matériaux de construction et du bâtiment (1981)-(deuxième trimestre de 1982).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

- 9.522.26 Séminaire de formation sur certains aspects de l'élaboration de la politique et de la planification **techniques**, une attention particulière étant accordée aux zones rurales (premier trimestre de 1980);
- 9.522.27 Réunion du groupe d'experts en science et technologie marines consacrée à la définition du mandat des missions de consultants ainsi que de la présentation à adopter pour les rapports de mission (deuxième trimestre de 1981);
- 9.522.28 Réunion du groupe d'experts en science et technologie marines consacrée à l'examen des résultats des missions et à l'élaboration de plans de travail détaillés qui seront proposés aux institutions et organismes nationaux chargés d'exploiter et de développer les ressources marines (deuxième trimestre de 1981);
- 9.522.29 Réunion intergouvernementale sur la science et la technologie marines en vue d'approuver le projet mentionné ci-dessus au point 9.522.28 et le plan élaboré pour son exécution (1981).

Programmes connexes : Collaboration étroite avec l'OUA, l'UNESCO, le Secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, l'ONUDI, l'OIT, les institutions intergouvernementales et non gouvernementales africaines s'occupant de science et de technique ainsi que les divisions compétentes de la CEA.

9.523.00 Intensification de la coopération régionale et interrégionale dans le domaine de la science et de la technique

Textes portant autorisation des travaux : Résolution 1155 (XLI) du Conseil économique et social; résolution 158 (VIII) de la Commission et résolution 238 (XI) de la Conférence des ministres.

Objectif du sous-programme : Accroître les relations entre le personnel scientifique et technique des pays africains de façon à encourager les actions concertées et la collaboration dans le domaine de la recherche - développement et de la formation, et dans la recherche et solutions aux problèmes scientifiques et techniques communs.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

- 9.523.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays, territoires et groupements sous-régionaux et multinationaux (1980-1981) visant à :
- i) Promouvoir la CTPD en Afrique dans le domaine de la science et de la technique;
 - ii) Promouvoir la coopération entre les institutions dans le domaine de la science et de la technique;
 - iii) Promouvoir la coopération interrégionale dans le domaine de la science et de la technique.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.523.02 Rapport aux Etats membres sur l'étude du groupe d'experts concernant l'intensification de la coopération économique et technique entre l'Afrique et l'Amérique latine (CEA/CEPAL) (1980-1981)-(premier trimestre de 1982);
- 9.523.03 Rapport aux Etats membres de l'UDEAC sur l'étude commune CEA/UDEAC concernant l'élaboration de programmes scientifiques et techniques communs qui seraient exécutés conjointement dans les Etats membres de l'UDEAC (1981) - (premier trimestre de 1982);

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

- 9.523.20 Annuaire des institutions scientifiques et techniques nationales avec exposé de leurs domaines de compétence (1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, **stages** de formation **et groupes d'experts** (1982-1983);

- 9.523.26 Réunion du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement créé par l'Assemblée générale;
- 9.523.27 Réunions de concertation CEA/UNESCO.

Programmes connexes : Collaboration étroite avec l'OUA, le secrétariat de la Conférence sur la science et la technique au service du développement, le Comité de la science et la technique du CAC, l'UNESCO, la CNUCED, l'OMPI, l'OIT, l'ISTC, le DSE, la SIDA, le SAREC (Agence suédoise pour la recherche et la coopération avec les pays en développement), la CIDA, la Commission économique pour l'Asie occidentale, la CESAP, la CEPAL, la Commission économique pour l'Europe, les institutions intergouvernementales et non gouvernementales africaines et les divisions compétentes de la CEA.

9.530.00 DEVELOPPEMENT SOCIAL

9.531.00 Politiques, planification et recherches sociales

Textes portant autorisation des travaux : Mandat de la Commission; résolutions 36 (XXI) et 88 (V) de la Commission; résolutions de la troisième Conférence des ministres africains des affaires sociales; recommandations adoptées par la Commission du développement social à sa vingt-deuxième session; résolution 2460 (XXIII) de l'Assemblée générale et résolution 1406 (LXVI) du Conseil économique et social.

Objectif du sous-programme : Analyser les tendances sociales et les principaux facteurs et problèmes sociaux dans leurs rapports avec le développement économique en Afrique en vue de déterminer leurs effets sur la politique générale, la planification et les mesures à prendre pour favoriser les changements sociaux, institutionnels et technologiques; aider les Etats membres à renforcer leurs politiques sociales et à les intégrer dans leurs politiques nationales de développement; coopérer avec les institutions existantes et favoriser la création de nouvelles institutions qui auraient à poursuivre des recherches et à mener des activités de formation sur des sujets influant sur les facteurs socio-économiques qui interviennent dans le développement; contribuer aux rapports périodiques de l'Organisation des Nations Unies consacrés à la situation sociale dans le monde et à l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique de la Commission.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.531.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Services consultatifs en matière de politiques et de planification sociales aux pays qui en font la demande;

ii) Elaboration d'indicateurs socio-économiques et rassemblement d'une information de base adéquate pour permettre une planification efficace dans le secteur social;

iii) Détermination des répercussions sociales des plans et programmes nationaux de développement et renforcement des politiques sociales nationales dans le cadre des plans de développement des pays et, sur cette base, adoption de mesures concrètes pour favoriser un développement socio-économique et technologique unifié;

iv) Promotion de l'utilisation des médias -particulièrement de la radio, de la télévision et des ouvrages en langue locale -dans le développement économique et social des collectivités rurales et promotion d'une alphabétisation accrue des populations rurales;

v) Fourniture d'un appui technique au Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social situé à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne).

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.531.02 Faire rapport aux Etats membres sur les tendances sociales et les principaux problèmes de développement social et contribuer à l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique de la CEA et aux rapports de l'Organisation des Nations Unies sur la situation sociale dans le monde (1980-1981) - (dernier trimestre de 1980 et 1981);

9.531.03 Faire rapport aux Etats membres sur l'utilisation des médias en tant que moyens efficaces pour transformer le monde rural et améliorer la diffusion des informations en milieu rural et dans les villes (1981) - (dernier trimestre de 1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.531.26 Réunion du Groupe intergouvernementale d'experts chargé de préparer la troisième Conférence des ministres africains des affaires sociales (1980);

9.531.27 Troisième Conférence des ministres africains des affaires sociales (1980);

9.531.28 Première réunion du Comité directeur du Centre de recherche appliquée et de formation en matière de développement social.

Programmes connexes : Coopération et collaboration étroites avec la Division des transports, des communications et du tourisme, les institutions spécialisées des Nations Unies, le FISE, l'OMS, l'OUA, l'Institut panafricain pour le développement, l'AESA, le Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social, les établissements de recherche et de formation, les universités et les divisions compétentes de la CEA.

9.532.00 Développement rural intégré

Textes portant autorisation des travaux : Mandat de la Commission et résolutions 197 (IX), 238 (XI) et 321 (XIII) de la Commission; recommandations de la Conférence régionale sur la politique harmonisée de développement rural en Afrique (1969) et de la Réunion intergouvernementale sur la politique, la planification, l'organisation, le financement et la gestion du développement rural intégré (1978).

Objectif du sous-programme : Faire connaître aux populations la politique pluridisciplinaire et interdisciplinaire du développement rural et en encourager l'adoption; aider les gouvernements à développer et à améliorer la vie et les institutions rurales; favoriser la coordination des travaux de la Commission et de ceux des diverses institutions internationales, dont les organismes des Nations Unies et les organisations bénévoles qui oeuvrent dans les divers secteurs du développement rural; relancer les réunions et les activités du Comité régional interinstitutions du développement rural; au sein du secrétariat de la CEA, élaborer et coordonner les politiques, les stratégies et les programmes de la Commission, en vue d'établir une base pour les projets de développement rural intégré communs à plusieurs divisions.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.532.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Pour les projets de développement rural intégré et pour la planification, l'organisation, le financement et la gestion de leurs programmes nationaux respectifs;

ii) Aider les organisations bénévoles internationales et nationales qui en font la demande à déterminer, à formuler, à gérer et à évaluer les projets de développement rural, entrepris ou devant l'être, sous leur égide dans la région.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.532.02 Examen des politiques et des programmes de développement rural et des politiques et des programmes industriels des Etats d'Afrique australe fournisseurs de travailleurs migrants, afin de déterminer dans quels secteurs une aide financière et matérielle pourrait être accordée pour accroître la capacité de production et stimuler l'emploi (1980-1981)-(dernier trimestre de 1981).

9.532.03 Faire rapport aux Etats membres sur l'étude des méthodes utilisées pour déterminer, mettre au point, tester, promouvoir et assurer la réussite de méthodes et de techniques visant à améliorer les conditions de vie sur le plan social et matériel et tous autres systèmes novateurs concernant l'agriculture, les agro-industries (de petite taille), les programmes d'amélioration de la vie familiale et de protection de la santé, les réseaux de transports reliant les exploitations agricoles aux marchés et les infrastructures rurales (1982-1983);

9.532.04 Monographies nationales sur les programmes de l'enseignement primaire afin d'élaborer des programmes appropriés aux jeunes ruraux et aux jeunes vivant dans les villes dans le cadre du développement rural intégré (1980-1981) - (troisième trimestre de 1981);

9.532.05 Monographies nationales et analyse comparée des politiques, de la planification, l'organisation, le gestion et le financement des programmes de développement rural en Afrique, et examen des modèles adoptés par les Etats membres pour la planification et la programmation de leur développement rural (1980-1981) - (dernier trimestre de 1981).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.532.20 Publication trimestrielle du Bulletin du développement rural (1980-1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.532.26 Réunions semestrielles du Comité régional interinstitutions du développement rural (1981).

Programme connexes : Etroite collaboration avec le Centre africain de recherche appliquée et de formation pour le développement social, les institutions spécialisées des Nations Unies, le PNUD, la FAO, l'UNESCO, l'OIT, le FISE, l'OMS, les organisations bénévoles internationales, la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture, la Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie, la Division des ressources naturelles et la Division de la population.

9.533.00 La jeunesse et la protection sociale

Textes portant autorisation des travaux : Résolution 170 (VIII) de la Commission et résolutions 2497 (XXIV) et 3022 (XXVII) de l'Assemblée générale.

Objectif du sous-programme : Formuler des directives pour aider les gouvernements à lancer et à développer des politiques et des programmes en faveur de la jeunesse, plus particulièrement ceux qui tendent à augmenter les offres d'emplois; favoriser et coordonner les organisations et les associations de jeunes pour le développement aux niveaux national et régional; formuler des directives pour aider les gouvernements à favoriser et à formuler des politiques et des programmes de protection sociale, plus particulièrement dans le domaine de la protection de la famille et de l'aide aux réfugiés.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.533.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Pour renforcer les politiques, l'administration et les institutions nationales en faveur de la jeunesse;

ii) Pour favoriser la coopération entre les associations et les groupes de jeunes sur le plan régional et formuler des directives pour aider les gouvernements à lancer et à renforcer des politiques et des programmes orientés vers l'emploi, plus spécialement ceux qui ont pour objet l'intégration sociale et économique;

iii) Pour promouvoir les programmes de formation des jeunes aux fonctions de responsabilité;

iv) Pour aider à la planification et à l'organisation de programmes de protection de la famille et de l'enfance et à leur intégration dans la politique générale de développement national, et à la création d'organismes nationaux d'action sociale;

v) Pour participer à l'élaboration de politiques d'aide aux réfugiés et à la planification et à l'exécution des programmes et projets.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.533.02 Faire rapport aux Etats membres sur la situation des personnes handicapées en Afrique (1980) - (dernier trimestre de 1980);

9.533.03 Etude sur la situation des personnes handicapées et des services de réadaptation en Ethiopie - Monographie (1980) - (dernier trimestre de 1980);

9.533.04 Faire rapport aux Etats membres sur les politiques, les programmes et les besoins en matière de formation pour les jeunes en Afrique (1980-1981) - (dernier trimestre de 1981);

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.533.26 Réunions d'experts sur les personnes âgées (1981);

9.533.27 Réunion intergouvernementale régionale sur les personnes âgées (1981);

9.533.28 Réunion intergouvernementale d'experts sur la prévention du crime et le traitement des délinquants (1981).

Programmes connexes : Etroite collaboration avec le FISE, le FNUAP, l'OMS, l'UNESCO, l'OIT, la Fédération internationale pour le planning familial, l'Association internationale des écoles de service social, l'AESA et le CARET, et toutes les divisions compétentes de la CEA.

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.533.29 Stage de formation sous-régional sur l'animation des jeunes et le développement pour chaque MULPOC (1981).

9.530.00 DEVELOPPEMENT SOCIAL

9.534.00 Centre africain de recherches et de formation pour la femme

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 3520 (XXX), 3523 (XXX), 31/136 et 32/138 de l'Assemblée générale; résolutions 269 (XII), 361 (XIV), 362 (XIV), 363 (XIV), 364 (XIV) et 365 (XIV) de la Commission. Plan d'action pour la réalisation des objectifs de l'Année Internationale de la femme, Programme de l'Organisation des Nations Unies pour la Décennie 1976-1985 et recommandations de la Conférence régionale sur l'exécution des plans d'action pour l'intégration des femmes au processus de développement (1977) et du Comité régional africain de coordination.

Objectif du sous-programme : Favoriser l'avancement des femmes en leur qualité de ressources humaines indispensables au développement des pays africains en développant les compétences des jeunes filles et des femmes et en accroissant les offres d'emploi en leur faveur, en accroissant les compétences des organismes nationaux et sous-régionaux, en mobilisant les services de femmes qualifiées dans la région et en entreprenant des recherches dans tous ces domaines. Le sous-programme a également pour objet de faciliter la coopération entre les organismes de Nations Unies et les autres organisations œuvrant dans la région en participant et en fournissant des services au Groupe de travail interinstitutions sur l'intégration des femmes au développement en Afrique.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.534.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981)

i) Pour la promotion de l'intégration totale des femmes au développement national;

ii) Pour l'accroissement des connaissances des jeunes filles non scolarisées par l'intermédiaire d'une formation extrascolaire débouchant sur des emplois pour la formulation d'une stratégie et de programmes nationaux pour l'emploi des femmes dans des activités productrices de revenus et, pour l'institution de programmes de création d'emplois indépendants dans l'artisanat et la petite industrie;

iii) Pour la création, l'exécution et l'évaluation de projets pour les femmes;

iv) Pour l'organisation du programme des volontaires africains avec les Etats membres et pour l'organisation de programmes nationaux de volontaires;

v) Pour la création de rouage administratifs nationaux dans le domaine de la femme et du développement et pour le renforcement des rouages existants;

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.534.02 Faire rapport à la Zambie et au Nigéria à propos des études de cas portant sur les femmes productrices de denrées alimentaires en milieu rural (1981) - (dernier trimestre 1981);

9.534.03 Faire rapport aux gouvernements sur diverses questions relatives à la vie familiale et à la population (dernier trimestre de 1981);

9.534.04 Etudes de cas dans sept pays sur le statut juridique de la femme (1980-1981);

9.534.05 Etablir des rapports pour les gouvernements sur des études de cas entreprises dans quatre pays et portant sur les techniques domestiques et agricoles pour les femmes (1980-1981);

9.534.06 Etablir des rapports pour les gouvernements sur des études de cas entreprises dans deux pays et portant sur les activités productrices de revenus (1981) : (Ethiopie, Côte d'Ivoire);

9.534.07 Etablir des rapports pour les gouvernements sur des études de cas entreprises dans trois pays (Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Soudan) sur la participation des femmes aux coopératives (1980) - (dernier trimestre de 1980);

9.534.08 Etablir des rapports pour les gouvernements sur la place réservée aux femmes dans les systèmes d'éducation non traditionnels (1981) - (dernier trimestre de 1981);

9.534.09 Etablir des rapports pour les gouvernements du Mali et de la République-Unie de Tanzanie sur les indicateurs sociaux et économiques de l'intégration des femmes au développement (1980-1981) - (dernier trimestre de 1981);

9.534.10 Faire rapport aux gouvernements sur les besoins en matière de formation et d'emploi des jeunes filles non scolarisées dans trois pays (1981);

9.534.11 Faire rapport au Gouvernement ougandais sur les multiples rôles des femmes (1981);

9.534.12 Faire rapport aux gouvernements du Botswana, du Kenya, de la République-Unie de Tanzanie et des Seychelles sur l'étude des besoins actuels et des installations existantes en matière de garderies (1980-1981);

9.534.13 Faire rapport aux Etats membres sur l'efficacité des rouages administratifs nationaux chargés de l'intégration des femmes au développement (1981) - (deuxième trimestre de 1982);

9.534.14 Etablir des rapports pour les Etats membres à partir d'études de cas portant sur les plans de développement nationaux et la place qui y est réservée aux femmes (1980-1981);

9.534.15 Etablir des rapports pour les Etats membres sur la place réservée aux jeunes filles et aux femmes dans les systèmes d'éducation (classiques et non traditionnels) - (1981).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.534.20 Réalisation d'un film sur les rouages administratifs nationaux (1980-1981) - (dernier trimestre de 1981);

9.534.21 Réalisation d'un manuel sur l'élaboration et l'exécution de projets (1980-1981) - (dernier trimestre de 1981);

9.534.22 Rédaction d'une bibliographie annotée sur la femme et le développement portant sur cinq pays (1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981);

9.534.26 Journées d'étude sur les combustibles et l'énergie pour les femmes en milieu rural (Mali, 1980);

- 9.534.27 Formation en cours d'emploi pour les agents de maîtrise des services de nutrition et de développement rural des pays francophones à l'Institut panafricain de développement (1980);
- 9.534.28 Stage de formation sur l'enseignement ménager (1981);
- 9.534.29 Stage de formation sur la conservation et le stockage des aliments dans le cadre de la technologie appropriée (1981);
- 9.534.30 Stage de formation sur l'organisation de coopératives (Burundi, Mali, Soudan, (1980-1981);
- 9.534.31 Stages de formation sur la planification et l'exécution de projets (Guinée, Mali, Côte d'Ivoire, 1980-1981);
- 9.534.32 Stage de formation sur les besoins spécifiques des femmes des mouvements de libération et des zones récemment libérées (Zambie, 1980, Ethiopie, 1981);
- 9.534.33 Réunion du Comité régional africain de coordination (1981);
- 9.534.34 Réunions des comités sous-régionaux sur l'intégration des femmes au développement (1980-1981);
- 9.534.36 Séminaire national sur la législation et l'amélioration de la condition féminine (1981);
- 9.534.37 Stages nationaux de formation pour permettre aux femmes d'acquérir des connaissances dans les activités génératrices de revenu (1981);
- 9.534.38 Séminaire pour les responsables de la production de programmes radiophoniques (Kenya 1981);
- 9.534.39 Séminaire régional sur les programmes d'enseignement non traditionnel pour les jeunes filles non scolarisées (1981);
- 9.534.40 Réunion inaugurale du Comité sous-régional de l'intégration des femmes au développement (1981).

e) Bourses d'études et de perfectionnement :

9.534.46 Bourses (de stage de perfectionnement et d'études) pour accroître les connaissances techniques des femmes en Afrique, y compris des femmes des mouvements de libération et des pays ayant accédé récemment à l'indépendance.

Programme connexes : Etroite collaboration avec le FNUAP, le Centre du développement social et des affaires humanitaires, le PNUD, le FISE, la FAO, l'OIT, l'IPD, l'OUA, le service des opérations et de la coordination de l'assistance technique et les divisions compétentes de la CEA.

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC d'Afrique du Nord (Tanger)

b) Etudes :

9.534.16 Faire rapport aux Etats membres sur le projet de développement rural intégré en insistant particulièrement sur la technologie appropriée et l'artisanat (1980-1981) - (dernier trimestre de 1981);

9.534.17 Faire rapport aux Etats membres sur l'étude des techniques traditionnelles (1981) - (premier trimestre de 1981);

9.534.18 Faire rapport aux Etats membres sur l'étude des plans de développement nationaux visant à déterminer la place qui y est réservée aux femmes (1981) - (premier trimestre de 1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stage de formation et groupes d'experts (1980-1981);

9.534.39 Fourniture de services de consultants pour renforcer les rouages administratifs nationaux (1981);

9.534.40 Réunion inaugurale du Comité sous-régional sur l'intégration des femmes au développement (1981).

MULPOC de la Communauté économique des pays des
Grands Lacs (Gisenyi)

b) Etudes :

- 9.534.19 Faire rapport aux Etats membres sur les femmes et le développement et sur l'étude des besoins et des ressources matérielles et humaines disponibles (1981) - (dernier trimestre de 1981);
- 9.534.19(a) Faire rapport aux Etats membres sur les conditions de travail des femmes dans la vente au détail (1981) - (dernier trimestre de 1981);
- 9.534.19(b) Faire rapport aux Etats membres sur l'utilisation de la tourbe comme produit de remplacement du bois en tant que combustible domestique (1981) - (dernier trimestre de 1981).

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

b) Etudes :

- 9.534.19(c) Faire rapport aux Etats membres sur les offres d'emploi et les possibilités de formation pour les jeunes filles non scolarisées (1981) - (dernier trimestre de 1981);
- 9.534.19(d) Faire rapport aux Etats membres sur l'étude des techniques traditionnelles utilisées par les femmes (Ethiopie, 1980; Soudan, 1981) - (dernier trimestre de 1980 et de 1981).
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981):
- 9.534.41 Séminaire nationaux d'information pour la création de nouveaux rouages administratifs nationaux et le renforcement des rouages existants (1981);
- 9.534.42 Séminaire sous-régional sur le développement de la recherche dans les organismes chargés de la femme et du développement (Kenya, 1981);
- 9.534.43 Réunion des planificateurs du développement et d'autres experts pour examiner le rôle des femmes, particulièrement dans les zones rurales afin d'assurer leur intégration aux plans de développement (1981).

MULPOC d'Afrique centrale (Yaoundé)

b) Etudes :

9.534.19(e) Faire rapport aux Etats membres sur l'analyse des politiques nationales en matière de production de la petite industrie et de commercialisation des produits artisanaux (1981) - (dernier trimestre de 1981);

9.534.19(f) Faire rapport aux Etats membres sur une étude approfondie des plans nationaux de développement destinée à déterminer dans quelle mesure ils ont pris en considération la contribution des femmes (1980-1981) - (dernier trimestre de 1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981).

9.534.44 Séminaires nationaux sur la création ou le renforcement des organismes nationaux et des services de consultants chargés de l'élaboration de programmes d'intégration des femmes (1981);

9.534.45 Stages de formation nationaux en matière de coopératives et de vente pour les femmes qui produisent et vendent des denrées (1981);

9.534.46 Journées de travail sous-régionales pour les animatrices des mouvements de femmes en matière de planification, de coordination et d'exécution de projets (1981).

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

b) Etudes :

9.534.19(g) Faire rapport aux Etats membres sur l'étude des conditions de travail des femmes dans la vente au détail (Ghana, 1980) - (dernier trimestre de 1980);

9.534.19(h) Faire rapport aux Etats membres à propos de l'étude portant sur les travailleurs indépendants dans l'artisanat (Ghana, Côte d'Ivoire 1981) - (dernier trimestre de 1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.534.47 Séminaire sur la création et le renforcement des rouages administratifs nationaux sur la femme et le développement (Niger, 1980 et 1981).

9.540.00 STATISTIQUES

9.541.00 Activités générales de coordination et de développement

Textes portant autorisation des travaux : Résolution 2211 (XXI) de l'Assemblée générale; résolutions 37 (LVII), 2054 (LXII) et 2055 (LXII) du Conseil économique et social; résolutions de la Conférence des ministres de la CEA, du Comité exécutif technique d'experts; résolutions de la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains.

Objectif du sous-programme : Développer et coordonner les services de statistique dans la région africaine pour répondre à la nécessité croissante de disposer de renseignements statistiques pour l'administration, l'industrie, l'élaboration des politiques et la planification du développement économique et social.

Mettre en place un cadre régional de renseignements statistiques, soutenu par des études détaillées, donnant une représentation suffisamment complète de la situation économique et sociale en Afrique.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.541.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) visant à :

- i) Constituer à l'échelon national des bases de données statistiques informatisées;
- ii) Organiser des travaux de statistique.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.541.02 Examen suivi des problèmes d'organisation des statistiques dans la région; rédaction des rapports périodiques, avec adoption des mesures nécessaires et évaluation de l'efficacité des services nationaux de statistique (rapport en 1981);

9.541.04 Rapport sur la cinquième étude régionale relative aux services de traitement des données disponibles et aux besoins en la matière (1981);

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.541.20 Annuaire des statisticiens africains (1981);

9.541.21 Bibliographie des publications statistiques en Afrique (1981);

9.541.22 Bulletin de statistique (deux fois par an);

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.541.26 Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains (1980);

9.541.27 Groupe de travail sur l'organisation statistique (1981).

Programmes connexes : Collaboration étroite avec le Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies, les organismes internationaux et le PADIS.

9.542.00 Programme de formation statistique pour l'Afrique

I. PROGRAMME GENERAL

9.542.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) visant à :

- i) Organiser la formation du personnel et donner des cours de courte durée;
- ii) Négocier avec les donateurs éventuels et coordonner l'octroi des bourses.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.542.02 Evaluation des besoins en formation de groupes de pays particuliers (1980);

9.542.03 Développement de la formation en cours d'emploi dans les services nationaux de statistique :

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.542.20 Programme de formation statistique pour l'Afrique (annuel);

9.542.21 Annuaire des centres d'application du Programme de formation statistique pour l'Afrique (annuel)

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.542.26 Consultations avec des gouvernements africains, avec 12 centres du Programme de formation statistique pour l'Afrique et avec les organismes donateurs;

9.542.27 Missions et réunions spéciales des conseils consultatifs des centres du Programme de formation statistique pour l'Afrique (trois ou quatre par an);

9.542.28 Réunions des directeurs des centres, tous les deux ans (1981).

9.543.00 Comptabilité nationale, finances et prix

I. PROGRAMME GENERAL

9.543.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) visant à :

- i) Appliquer le système révisé de comptabilité nationale de l'Organisation des Nations Unies (SCN) (services consultatifs régionaux);
- ii) Organiser un séminaire de formation à la comptabilité nationale dans les pays les moins avancés et les pays qui ont récemment accédé à l'indépendance.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.543.02 Rapport sur les progrès enregistrés dans l'application du SCN et l'utilisation des données par les pays africains (1981);

9.543.03 Etablissement d'une base de données relatives à la comptabilité nationale, comprenant des statistiques financières; recours, si besoin est, aux estimations du secrétariat (en coordination avec les autres activités pertinentes du système de données de l'Organisation des Nations Unies; a) Calcul des estimations; b) calcul des coefficients déflateurs par secteur pour les comptabilités nationales des pays africains et d'autres séries;

9.543.04 Etablissement d'un système coordonné de statistiques des prix en Afrique (prix à la production, prix de gros, prix sur les marchés intérieurs, prix à l'exportation et prix sur les marchés mondiaux, en collaboration avec le Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies; les données utilisées seront régulièrement fournies par les pays africains, et complétées par des renseignements plus détaillés concernant certains produits de base : a) constitution de bases de données; b) collecte de données sur la parité du pouvoir d'achat des monnaies, en coordination avec l'étude de comparaison internationale.

9.543.05 Statistiques des opérations extérieures : constitution d'une base de données;

9.543.06 Statistiques du secteur public : a) constitution d'une base de données; b) études :
i) rapport sur la dette publique des pays africains (1980); ii) analyse de la comptabilité publique (1981).

9.544.00 Statistiques du commerce extérieur

I. PROGRAMME GENERAL

9.544.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) visant à :

- Améliorer les statistiques du commerce extérieur : couverture, périodicité méthodologie.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.544.02 Rapport sur l'enquête relative à l'état des statistiques du commerce et à la cause des retards enregistrés dans la diffusion des données (1981);

9.544.03 Compilation des données trimestrielles;

9.544.04 Traitement des statistiques annuelles des produits de base, par pays, en unités normalisées de valeur et de quantité avec le concours du Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies;

9.544.05 Etablissement de tableaux spéciaux de nature à faciliter le développement des échanges africains, une place particulière étant accordée aux échanges intra-africains et à améliorer les termes de l'échange.

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

- 9.544.20 Statistiques du commerce extérieur pour l'Afrique série A : courants commerciaux d'ensemble (deux ou trois fois par an);
- 9.544.21 Statistiques du commerce extérieur pour l'Afrique, série B : échanges par produit;
- 9.544.22 Statistiques du commerce extérieur pour l'Afrique, série C : tableaux récapitulatifs.

9.545.00 Statistiques industrielles

I. PROGRAMME GENERAL

9.545.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) visant à :

- Appliquer les recommandations internationales concernant les statistiques industrielles et améliorer la couverture et la périodicité de ces statistiques.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.545.02 Constitution d'une base de données concernant les statistiques générales (annuelles) et les statistiques de production (annuelles et mensuelles) par produit, des industries extractives et manufacturières du secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau - cette base de données comportera des bilans énergétiques.

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.545.26 Groupe de travail des statistiques industrielles (1981).

9.546.00 Autres statistiques économiques

I. PROGRAMME GENERAL

9.546.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) visant à :

i) Constituer une base de données agricoles, en utilisant la documentation de la FAO et d'autres organismes;

ii) Fournir une assistance méthodologique, avec le concours du Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies;

iii) Constituer une base de données sur les transports et les communications.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.546.03 Etude des méthodes de mesure du trafic des transports routiers (1980);
- 9.546.04 Etude statistique des transports aériens (1980);
- 9.546.05 Etude statistique des flottes marchandes africaines (1981);
- 9.546.06 Etude des statistiques des transports et des communications en Afrique (1981);
- 9.546.07 Constitution d'une base de données sur le tourisme;
- 9.546.08 Constitution d'une base de données sur la distribution;

c) Rassemblement et diffusion des renseignements :

- 9.546.20 Annuaire statistique de l'Afrique;
- 9.546.21 Indicateurs économiques africains (publication annuelle)
- 9.546.22 Bulletin d'information statistique pour l'Afrique (deux ou trois fois par an).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

- 9.546.26 Groupe de travail sous-régional sur les statistiques des transports (1980-1981).
- 9.547.00 Statistiques démographiques et sociales

I. PROGRAMME GENERAL

- 9.547.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) visant à :

i) Apporter un appui aux services consultatifs chargés des recensements de population ainsi qu'au Programme africain de mise en place des dispositifs d'enquêtes sur les ménages;

ii) Offrir divers services consultatifs en matière de statistiques démographiques et sociales.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.547.02 Etude méthodologique : notions, définitions et classification des migrations internes (1980);
- 9.547.03 Etude des statistiques des migrations internationales en Afrique (1980);

- 9.547.04 Etudes méthodologique : notions, définitions et classification des localités, par catégorie et taille (urbaines/rurales) (1981);
- 9.547.05 Constitution d'une base de données pour les statistiques démographiques et sociales africaines qui comprendra un système de stockage et de recherche des données.
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981);
- 9.547.26 Groupe de travail sur l'état civil et la collecte des statistiques sur les mouvements de la population en Afrique (1980);
- 9.547.27 Stage de formation à l'intention d'officiers de l'état civil des pays d'expression anglaise (octobre 1981).
- 9.548.00 Services consultatifs régionaux chargés des statistiques démographiques

I. PROGRAMME GENERAL

- 9.548.01 a). Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) visant à :
- i) Organiser, planifier et effectuer des recensements nationaux de la population et du logement;
- ii) Traiter et évaluer les résultats des recensements;
- iii) Etablir des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et rassembler des statistiques démographiques;
- iv) Assurer aux techniciens locaux une formation en cours d'emploi, dispensée par des conseillers régionaux.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

- 9.548.02 Etude méthodologique : analyse critique des erreurs de couverture et de contenu constatées dans les recensements de la population et du logement (1980);
- 9.548.03 Examen périodique de la méthodologie utilisée pour les recensements et les enquêtes en Afrique (1981);
- d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981);
- 9.548.26 Groupe de travail chargé de l'analyse critique des erreurs de couverture et de contenu constatées dans les recensements (1981).
- 5.549.00 Programme africain de mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages

I. PROGRAMME GENERAL

9.549.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) visant à :

i) Etablir des documents pour le programme d'enquêtes, à l'intention des pays qui ont besoin d'une assistance technique et financière, dans le cadre du Programme global africain de mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages;

ii) Offrir des services consultatifs aux pays qui ont déjà commencé une enquête ou prévoient de le faire.

iii) Former le personnel nécessaire pour établir des programmes d'enquêtes bien conçus.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.549.02 Rédiger des questionnaires types et établir des documents de référence reposant sur l'expérience de chaque pays. Les statistiques de l'agriculture, de la surveillance de la sécurité alimentaire et divers autres sujets particulièrement importants pour les programmes d'enquête sur les ménages seront étudiés.

9.549.03 Adapter et nuancer les concepts, les définitions et les classifications de base, d'après les besoins des enquêtes.

9.549.04 Examiner certains aspects de la conception des enquêtes, par exemple, la possibilité d'organiser des programmes d'enquête soit par séries périodiques, soit de façon plus continue; utiliser l'avant dernière phase du sondage comme source de données diverses, sur la population et la main-d'oeuvre notamment; obtenir davantage de données notamment sur la répartition des revenus en faisant un sondage stratifié, lors de la dernière phase; examiner les problèmes concrets que pose l'application des techniques de sondage courantes;

9.549.05 Etablir des programmes types de mise en tableaux qui seront développés par la suite en une méthodologie des bases de données, élargies et nuancées, permettant d'utiliser les renseignements obtenus grâce aux enquêtes sur les ménages;

9.549.06 Analyser des données sur les ménages. Analyse des données fournies par chaque enquête et établissement de relations entre les données provenant d'enquêtes diverses, compte tenu de la nécessité d'une coordination concrète et technique entre la planification et la mise en oeuvre des recensements et des enquêtes.

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.549.26 Groupe de travail chargé de l'organisation et la méthodologie des enquêtes sur les ménages (1981);

Programmes connexes : Collaboration étroite avec le Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies.

9.550.00 TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET TOURISME

D. MISE EN PLACE DE SERVICES ESSENTIELS

9.551.00 Planification et développement des transports en Afrique

Textes portant autorisation des travaux : Résolutions 2626 (XXV), 32/160 de l'Assemblée générale; résolutions 935 (XXXV), 1082 (XXXIX), 1202 (XLII), 1804 (LV) et 2097 (LXIII), du Conseil économique et social; résolutions 161 (VIII), 195 (IX), 198 (IX), 263 (XII), 277 (XII), 291 (XIII), 341 (XIV) et 342 (XIV) de la Commission.

Objectif du sous-programme : Assistance visant à promouvoir l'exécution de politiques nationales et multinationales ayant trait à tous les modes de transport grâce à la mise en place de mécanismes appropriés ainsi que la planification et la formulation d'arrangements institutionnels pour la mise en oeuvre des programmes de développement des transports pendant la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications, de façon à faciliter le commerce intra-africain et intrarégional et le transport sur de longues distances des matières premières et des produits semi-finis et finis, conformément au programme de développement industriel de la CEA et au Plan alimentaire régional.

Activité :

I. PROGRAMME GENERAL

9.551.01 a) Fourniture de services consultatifs aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Formulation de politiques, planification et élaboration de programmes et de projets dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;

ii) Conseils concernant la ratification de la Convention internationale des Nations Unies sur la sécurité des transports multimodaux par conteneurs et de la Convention douanière des Nations Unies relative aux conteneurs, ou l'adhésion à ces conventions;

iii) Incidences économiques, juridiques et administratives d'un projet de système relatif aux transports multimodaux internationaux;

iv) Assistance aux mécanismes intergouvernementaux permanents de chaque sous-région dans le domaine des opérations de transports combinés, en ce qui concerne : les techniques d'élaboration des politiques et de planification relatives aux systèmes de transport multimodaux; l'élaboration de politiques cohérentes à l'égard des services associés aux mouvements des marchandises dans les opérations de transports multimodaux, les aspects juridiques et douaniers et les questions d'assurance, de financement et d'organisation que comporte le projet de convention sur les transports multimodaux;

v) Assistance aux institutions multinationales de transports telles que l'Union africaine des chemins de fer; les associations sous-régionales d'administrations portuaires; la Commission africaine de l'aviation civile ainsi qu'à d'autres institutions multinationales de transports et aux mécanismes permanents existant dans chaque sous-région en matière de transports;

vi) Création, à l'échelon national et sous-régional, d'organismes consultatifs à l'intention des usagers africains des transports;

vii) Simplification des formalités documentaires et autres réglementations en vigueur entre partenaires commerciaux notamment en mettant en place des groupes sous-régionaux chargés de faciliter les transports;

viii) Conseils et assistance en ce qui concerne certains problèmes de transport propres aux pays sans littoral, aux pays insulaires et aux pays les moins avancés;

ix) Création d'établissements multinationaux de formation de spécialistes des transports et coopération avec ceux qui existent déjà;

x) Suppression des obstacles autres que matériels à la circulation et au commerce internationaux notamment en facilitant le transit et la libre circulation;

xi) Assistance aux institutions multinationales d'études et de recherche dans le domaine des transports et coopération avec ces institutions;

xii) Assistance, à la demande des Etats, concernant certains problèmes généraux de transport, notamment : élaboration de programmes de développement des systèmes nationaux et multinationaux de transports; méthodes et techniques de planification des transports; économie et organisation du développement des transports; coordination des transports; etc.;

xiii) Assistance à l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe concernant l'organisation de cours de formation et de séminaires sur les transports.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.551.02 Rapport aux Etats membres sur une stratégie intégrée de développement des transports pour l'Afrique dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (1980);

9.55.04 Contribution à l'"Etude des conditions économiques et sociales en Afrique" de la CEA (1980-1981);

9.551.05 Etude sur les transports en Namibie (1981);

9.551.06 Etude de faisabilité portant sur la création d'un institut régional sur les transports multimodaux (1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.551.27 Journée d'étude namibienne sur l'évolution future du programme relatif à l'édification de la nation namibienne dans le domaine des transports (1981);

9.551.28 Organisation de quatre réunions consultatives techniques sous-régionales avec des pays donateurs et des organismes de financement (1981).

Programmes connexes : Collaboration étroite avec l'OUA, le PNUD, l'OMCI, l'ONUDI, la BIRD, la FAO, la CNUCED, l'OMCI, l'OIT, les commissions économiques régionales, l'UAC, la CAFAC, l'AAPRA, les MULPOC et toutes les divisions de la CEA.

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

b) Etudes :

9.551.07 Rapport aux Etats membres sur la création de centres nationaux de réservation de fret et sur la création de centres multinationaux en collaboration avec la CNUCED (1980-1981).

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

b) Etudes :

9.551.08 Rapport aux Etats membres sur le système de transports-traffic actuel et potentiel, capacité des différents modes de transport et coûts comparatifs selon les produits et les destinations-en vue de faciliter les transports et les échanges dans la sous-région de la CEDEAO (1981).

9.552.00 Développement des transports maritimes

Textes portant autorisation des travaux : Résolution 32/160 de l'Assemblée générale, résolution 2097(LXII) du Conseil économique et social; résolution 281(XII), 263(XII), 291(XIII), 293(XIII) de la Commission.

Objectif du sous-programme : Promouvoir le développement, aux niveaux national et multi-national de la navigation en haute mer et du cabotage et en améliorer la gestion et le fonctionnement; favoriser l'accroissement des revenus que les pays africains tirent des transports maritimes et accroître la participation aux transports des marchandises à l'occasion de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.552.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Formulation de politiques en matière de transports maritimes, planification et élaboration de programmes et de projets dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;

ii) Création de compagnies maritimes nationales et multinationales, notamment de compagnies de cabotage et de compagnies assurant le trafic interinsulaire en Afrique de l'Est et en Afrique australe;

iii) Développement de l'industrie de la pêche en Afrique pour ce qui est des aspects liés aux transports maritimes, notamment en ce qui concerne les critères à respecter pour les navires (type, stabilité, normalisation et chargement), ainsi que pour la conservation et la commercialisation du poisson;

iv) Développement de marines marchandes nationales et multinationales en Afrique en vue de permettre aux Etats membres de tirer un meilleur parti du Code international de conduite en ce qui concerne des questions telles que : les innovations techniques dans l'industrie des transports maritimes; la mise en place de services chargés des opérations de transports maritimes dans les sous-régions (Afrique du Nord, Afrique de l'Est et Afrique australe, Afrique de l'Ouest et Afrique centrale); la nature des principales marchandises et les caractéristiques de leurs mouvements; le type de navire requis pour des raisons de viabilité et la nécessité de garantir qu'un nombre maximum de pays participent aux transports des marchandises africaines.

Programmes connexes : Etroite collaboration avec l'OUA, le PNUD, l'OMCI, la CNUCED, la FAO, tous les MULPOC et toutes les divisions de la CEA.

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981)

9.552.26 Séminaire régional africain organisé en URSS sur le trafic maritime (1981).

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

b) Etudes :

9.552.04 Rapport aux Etats membres sur la possibilité de créer une compagnie maritime multinationale de cabotage (1980-1981).

9.552A.00 Développement des ports

Textes portant autorisation des travaux : Résolution 32/160 de l'Assemblée générale; résolution 2097 (LXIII) du Conseil économique et social; résolutions 263 (XII), 291 (XIII) et 299 (XIII) de la Commission.

Objectif du sous-programme : Promouvoir le développement des ports africains et améliorer leur gestion et leur exploitation, grâce à la collaboration et au soutien d'institutions intergouvernementales africaines et d'autres institutions internationales s'intéressant au développement et à la gestion des ports en Afrique, plus particulièrement dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.552A.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux organisations intergouvernementales, aux pays et aux territoires (1980-1981) :

i) Formulation de politiques relatives aux ports, planification et élaboration de programmes et de projets dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;

ii) Aspects économiques, techniques, et administratifs de la gestion, du développement et de l'exploitation des ports y compris la formulation de politiques, l'élaboration de programmes et de projets ainsi que la protection et la lutte contre la pollution;

Programmes connexes : Etroite collaboration avec l'OUA, le PNUD, la CNUCED, l'OIT, les associations sous-régionales, d'administration portuaires, tous les MULPOC et toutes les divisions de la CEA.

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique centrale (Yaoundé)

b) Etudes :

9.552A.03 Rapport aux Etats membres sur la modernisation et l'harmonisation des statistiques portuaires et l'introduction d'indicateurs de rendement dans les ports d'Afrique centrale en collaboration avec la CNUCED et l'Association des administrations portuaires de l'Afrique centrale (1981).

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

b) Etudes :

9.552A.04 Rapport aux Etats membres sur la modernisation et l'harmonisation des statistiques portuaires et l'introduction d'indicateurs de rendement dans les ports d'Afrique de l'Ouest, en collaboration avec la CNUCED et l'Association des administrations portuaires de l'Afrique centrale (1981).

MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Lusaka)

b) Etudes :

9.552A.05 Rapport aux Etats membres sur la modernisation et l'harmonisation des statistiques portuaires et l'introduction d'indicateurs de rendement dans les ports de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, en collaboration avec la CNUCED et l'Association des administrations portuaires de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (1980-1981).

9.553.00 Développement des transports aériens

Textes portant autorisation des travaux : Résolution 32/160 de l'Assemblée générale; résolutions 935 (XXV), 1082 (XXXIX), 1202 (XLII), 1804 (LV), 209 (LXIII) du Conseil économique et social; résolutions 161 (VIII), 195 (IX), 198 (IX), 263 (XII), 277 (XII) et 291 (XIII) de la Commission.

Objectif du sous-programme : Promouvoir le développement des transports aériens, la coopération entre les compagnies aériennes et la création de compagnies multinationales; améliorer la gestion et l'exploitation des compagnies aériennes; promouvoir l'expansion du commerce international grâce à l'utilisation des transports aériens, en collaboration avec l'AAFRA et la CAFAC, dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

Activités

I. PROGRAMME GENERAL

9.553.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Formulation de politiques, planification et élaboration de programmes et de projets en matière de transports aériens, dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;

ii) Développement des transports aériens nationaux et multinationaux et mise en commun des installations et des services existants dans le domaine des transports aériens;

iii) Promotion du rôle des transports aériens dans le développement économique.

MULPOC de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (Gisenyi)

b) Etudes :

9.553.04 Rapport aux Etats membres sur les moyens de promouvoir la coordination des activités de fret aérien des compagnies nationales et la coopération nécessaire en la matière (1980-1981).

9.553A.00 Développement de la batellerie

Textes portant autorisation des travaux : Résolution 32/160 de l'Assemblée générale; résolution 2097 (LXIII) du Conseil économique et social; résolution 263 (XII), 293 (XIII) et 308 (XIII) de la Commission.

Objectif du sous-programme : Promouvoir le développement des voies d'eau intérieures et de la batellerie internationale, améliorer la gestion et le fonctionnement de la batellerie et l'utilisation des voies d'eau intérieures, dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.553A.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Aménagement des voies d'eau intérieures et développement de la batellerie dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;

ii) Aménagement des voies d'eau intérieures, formulation de politiques, planification, élaboration de programmes et de projets relatifs à l'utilisation des voies d'eau intérieures et notamment à la batellerie.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.553A.02 Rapport aux Etats membres sur les types de navires utilisables sur les fleuves, Zambèze, Kafue, Kabongo et Luangwa (1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'exports (1980-1981) :

9.553A.26 Cours de formation en URSS, à l'intention du personnel africain de la batellerie (40 participants) (1981).

Programmes connexes : Etroite collaboration avec l'OUA, le PNUD, la FAO, l'OIT, l'ONUDI, tous les MULPOC et toutes les divisions compétentes de la CEA.

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (Gisenyi)

b) Etudes :

9.553A.03 Rapport aux Etats membres sur les possibilités de développement des transports sur les lacs Kivu et Tanganyika (1981).

9.553B.00 Développement des transports ferroviaires

Textes portant autorisation des travaux : Résolution 32/160 de l'Assemblée générale; résolution, 2097 (LXIII) du Conseil économique et social; résolutions 263 (XII), 291 (XIII), 293 (XIII) et 299 (XIII) de la Commission.

Objectif du sous-programme : En collaboration avec l'Union africaine des chemins de fer, promouvoir le développement des transports ferroviaires et des réseaux de chemins de fer, améliorer la gestion, l'exploitation et l'utilisation des infrastructures existantes à l'occasion de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.553B.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Formulation de politiques, planification et élaboration de programmes et de projets dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;

ii) Développement des compétences en matière de gestion et de planification en vue d'une exploitation efficace des chemins de fer;

iii) Normalisation du matériel utilisé sur les réseaux africains et harmonisation des règlements et des méthodes relatives à l'exploitation des réseaux.

Programmes connexes : Etroite collaboration avec l'OUA, le PNUD, l'UAC, tous les MULPOC et toutes les divisions de la CEA.

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Niamey)

b) Etudes :

9.553B.04 Etude de préféabilité concernant la liaison ferroviaire entre le Togo, le Niger, la Haute-Volta et le Mali (1980-1981).

9.554.00 Routes et transports routiers internationaux

Textes portant autorisation des travaux : Résolution 32/160 de l'Assemblée générale; résolutions 967(XXXVI), 1034(XXXVII), 2097(LXIII) du Conseil économique et social; résolutions 103(VI), 226(X), 275 (XII), 276 (XII), 291 (XIII), 298 (XIII) et 342 (XIV) de la Commission.

Objectif du sous-programme : Promouvoir le développement des routes et des transports routiers internationaux et améliorer les techniques de planification, de conception, de construction et d'entretien des routes, dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.554.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

- i) Formulation de politiques, planification et élaboration de programmes et de projets relatifs aux routes et aux transports routiers dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;
- ii) Développement du réseau routier international en vue d'améliorer les liaisons routières entre pays;
- iii) Création d'une infrastructure routière appropriée au trafic international des pays sans littoral;
- iv) Mise en place d'un système moderne de gestion et d'administration des réseaux routiers;
- v) Définition des besoins en matière de formation et organisation de programmes de formation, de séminaires et de voyages d'étude ayant trait aux transports routiers;
- vi) Assistance aux centres de recherche routière;
- vii) Création d'un centre africain de documentation technique routière;
- viii) Ratification de la Convention révisée des Nations Unies sur la circulation routière (Vienne 1968) et du Protocole sur la signalisation routière, en ce qui concerne plus spécialement les routes internationales;
- ix) Elimination des obstacles autres que matériels à la circulation et aux échanges internationaux, notamment en facilitant le transit et la libre circulation;
- x) Planification, organisation, gestion et exploitation des transports routiers, évaluation des coûts d'exploitation, utilisation des véhicules et mise en place d'un système permettant d'assurer le chargement des véhicules en retour;

xi) Aide soutenue à l'Autorité de la route transafricaine Mombassa-Lagos, qui vient d'être créée, en vue de renforcer ses capacités et de lui permettre de se charger entièrement de la coordination de cette route et des routes de raccordement (1980-1981);

xii) Assistance à l'Autorité de la route transafricaine Mombassa-Lagos pour la réalisation d'études de faisabilité et de préinvestissement sur certains tronçons des routes de raccordement à la route transafricaine, y compris l'établissement de rapports spécifiques en vue d'engager des négociations avec les organismes internationaux et les pays industrialisés qui coopèrent au projet.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etude :

Route trans-Afrique de l'Ouest

9.554.10 Etude sur la création d'une autorité de la route trans-Afrique de l'Ouest et d'un fonds routier correspondant (1980-1981).

Route trans-Afrique de l'Est Le Caire-Gaberon

9.554.13 Etude et mesures visant à éliminer les obstacles autres que matériels à la circulation et au commerce sur la route trans-Afrique de l'Est (1980-1981);

9.554.14 Etude sur la création de l'autorité de la route trans-Afrique de l'Est et d'un fonds routier correspondant (1980-1981).

Transports routiers

9.554.19 Etude des possibilités d'améliorer la gestion et l'exploitation des transports routiers y compris l'utilisation des véhicules commerciaux et l'évaluation des dépenses d'exploitation, plus particulièrement dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (1980-1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981).

9.554.26 Réunion du Conseil d'administration de l'Autorité de la route transafricaine Mombassa-Lagos (1980-1981);

9.554.27 Réunion du Comité de coordination de la route trans-Afrique de l'Ouest (1980-1981);

9.554.28 Réunion du Comité de coordination de la route trans-Afrique de l'Est Le Caire-Gaberon (1980-1981).

Programmes connexes : Etroite collaboration avec l'OUA, le PNUD, l'OIT, la FAO, l'ONUDI, tous les MULPOC et toutes les divisions de la CEA.

III. PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

MULPOC de l'Afrique du Centre (Yaoundé)

b) Etudes :

9.554.19 a) Rapport aux Etats membres sur l'étude relative aux routes de raccordement et aux axes principaux dans le secteur centrafricain de la route transafricaine (1980-1981).

MULPOC de l'Afrique du Nord (Tanger)

9.554A.01 Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

- Construction de grands réseaux de transport entre les pays de la sous-région et avec les autres sous-régions.

9.555.00 Développement du tourisme

Textes portant autorisation des travaux : Résolution 204 (IX) de la Commission et résolutions de la Conférence régionale sur le tourisme et le développement économique.

Objectif du sous-programme : Formuler des directives pour le développement du tourisme en Afrique afin de contribuer le plus efficacement possible aux progrès économique et social des pays africains tout en préservant leur environnement social, culturel et écologique; promouvoir le tourisme entre pays africains en vue de réduire la dépendance de l'industrie africaine du tourisme à l'égard du marché touristique étranger.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.555.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Elaboration de programmes de développement du tourisme et de projets précis dans ce domaine, organisation de la formation professionnelle, élaboration de statistiques du tourisme et formulation de programmes de commercialisation et de publicité destinés aux marchés extérieurs, etc.;

ii) Rassemblement et diffusion de renseignements essentiels sur l'évolution et le développement du tourisme, sur l'importance numérique et la composition de la clientèle touristique en Afrique et dans des régions touristiques concurrentes ainsi que sur les itinéraires fréquentés, publications, d'un Bulletin annuel du tourisme en Afrique.

II. PROGRAMME REGIONAL

c) Rassemblement et diffusion de renseignements :

9.555.20 Bulletin annuel du tourisme en Afrique.

Programmes connexes : Etroite collaboration avec le PNUD, l'OIT, l'OMT, le GCE et les divisions compétentes de la CEA.

9.556.00 Communications : Amélioration et développement des télécommunications

Textes portant autorisation des travaux : Résolution 32/160 de l'Assemblée générale; résolutions 278 (XII), 279 (XII), 281 (XII), 291 (XIII) et 310 (XIII) de la Commission et résolution CM 675 (XXXI) de l'Organisation de l'unité africaine.

Objectif du sous-programme : Améliorer et développer les réseaux et services de communications nationaux, sous-régionaux et régionaux de façon qu'ils soient en mesure d'assurer d'une manière plus efficace les services intérieurs et internationaux, conformément à la déclaration des Nations Unies sur la Décennie des transports et des communications en Afrique.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.556.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Planification et exécution des éléments du programme de la Décennie des transports et des communications qui ont trait aux télécommunications;

ii) Perfectionnement de la main-d'oeuvre dans divers sous-secteurs des télécommunications, y compris la radiodiffusion et les services postaux;

iii) Exécution intégrale de la première phase du projet de réseau panafricain de télécommunications et mobilisation des ressources nécessaires aux études de pré-investissement pour la deuxième phase du projet.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.556.03 Rapport aux Etats membres sur le plan d'action concernant la deuxième phase du programme de la Décennie des transports et des communications en vue de créer, avant la fin de la Décennie une banque régionale de données sur les télécommunications (1980-1981);

9.556.05 Etudes effectuées conjointement par la CEA, l'OUA, l'UIT et l'UNESCO sur les services de communications spatiales de la région, y compris la possibilité de créer un système multinational/régional de communications par satellite destiné aux communications communes (télégraphe, téléphone) et à la diffusion d'émissions scolaires et d'informations (1980-1981);

9.556.07 Rapport aux Etats membres sur les techniques de radiodiffusion en vue d'étendre les réseaux et d'améliorer les communications de masse (1980);

9.556.09 Rapport aux Etats membres sur l'utilisation de la radiodiffusion en faveur du développement, notamment dans les communautés rurales. (En collaboration avec la Division du développement social de la CEA)(1980-1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.556.26 Première réunion intergouvernementale ayant pour objet de discuter d'un projet de modèle relatif à un système multinational/régional de communications par satellite et des plans concernant l'expérience de radiodiffusion par satellite (1980-1981).

Programmes connexes : Etroite collaboration avec l'OUA, l'UIT, l'UNESCO, l'UPU, l'URTNA, l'UAPT et les divisions compétentes de la CEA.

9.557.00 Communications : Amélioration des services postaux

Textes portant autorisation des travaux : Résolution 32/160 de l'Assemblée générale; résolution 291 (XIII) de la Commission et résolution CM 675 (XXXI) de l'Organisation de l'unité africaine.

Objectif du sous-programme : Aider les Etats membres à améliorer leurs systèmes postaux en vue d'une exploitation plus efficace des services postaux intérieurs et internationaux, conformément à la déclaration relative à la Décennie des Nations Unies des transports et des communications en Afrique.

Activités :

I. PROGRAMME GENERAL

9.557.01 a) Fourniture de services consultatifs techniques aux pays et territoires (1980-1981) :

i) Planification et exécution des éléments du programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications qui ont trait aux services postaux;

ii) Méthodes permettant d'améliorer les services postaux par voie de surface et par avion, ainsi que les liaisons postales pour l'acheminement du courrier; établissement et exploitation de statistiques postales; harmonisation des tarifs postaux et de l'administration des caisses d'épargne des postes.

II. PROGRAMME REGIONAL

b) Etudes :

9.557.02 Rapport aux Etats membres sur le plan d'action relatif à la mise en oeuvre de la seconde phase du programme de la Décennie des transports et des communications en vue de créer avant la fin de la décennie, une banque régionale de données sur les services postaux (1980-1981).

d) Conférences, réunions, séminaires, stages de formation et groupes d'experts (1980-1981) :

9.557.26 Réunion intergouvernementale mixte CEA/UPU sur l'uniformisation des règlements, l'acheminement du courrier et l'harmonisation des tarifs postaux (1981).

Programmes connexes : Etroite collaboration avec l'UPU, l'UPAT, l'APU et les divisions compétentes de la CEA.

RESUME : PROGRAMME SOUS-REGIONAL (MULPOC)

Voir pages 12 et 13 du présent document.
